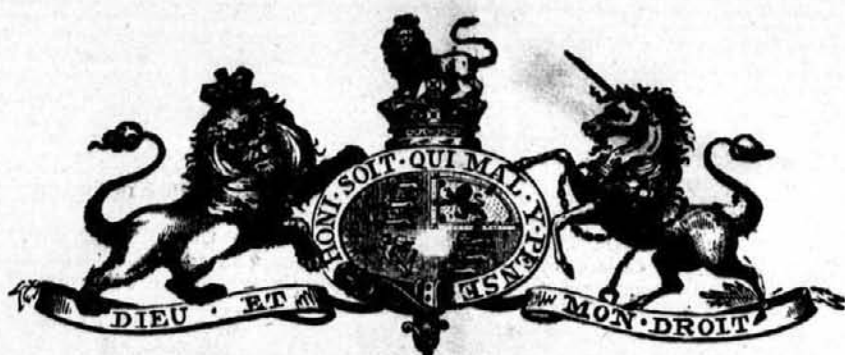




# Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 30 AOUT 1890.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3359

#### Nominations

##### DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté, en date du 14 août courant (1890), de nommer M. François Lafond en remplacement de lui-même; M. Damase Piedalue, en remplacement de M. Elzéar Morin, et M. Alfred Cloutier, en remplacement de John Ryan, commissaires d'écoles, pour la paroisse de Saint-George de Henryville, comté d'Iberville.

##### DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté, en date du 14 août courant (1890), de nommer M. Octave Lévesque, en remplacement de lui-même, et M. Alphée Lévesque, en remplacement de M. Jean-Baptiste Gagnon, commissaires d'écoles pour la municipalité de la "Rivière Ouelle," comté de Kamouraska.

##### DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté, en date du 20 août courant (1890), de faire les nominations suivantes, savoir :

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 30th AUGUST, 1890.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3360

#### Appointments

##### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honour the LIEUTENANT GOVERNOUR has been pleased, by an order in Council, dated the 14th August instant (1890), to appoint Mr. François Lafond, for another term of office, Mr. Damase Piedalue, in the place of Mr. Elzéar Morin, and Mr. Alfred Cloutier, in the place of Mr. John Ryan, school commissioners for the parish of Saint-George of Henryville, county of Iberville.

##### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honour the LIEUTENANT GOVERNOUR has been pleased, by an order in Council, dated the 14th August instant (1890), to appoint Mr. Octave Lévesque, for another term of office, and Mr. Alphée Lévesque, in the place of Mr. Jean-Baptiste Gagnon, school commissioners for the municipality of "Rivière Ouelle," county of Kamouraska.

##### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honour the LIEUTENANT GOVERNOUR has been pleased, by an order in Council, dated the 20th August instant (1890), to make the following appointments, to wit :

*Commissaires d'écoles.*

Comté de Drummond, canton de Grantham.—M. Raphaël Dumaine, en remplacement de lui-même.  
Comté de Mégantic, Sacré-Cœur de Marie.—Le R<sup>ev</sup>. M. L. G. Auclair, prêtre, en remplacement de lui-même. 3771

No. 1 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 21 août courant (1890), de nommer le R<sup>ev</sup>d Dr. MacVicar, commissaire d'écoles pour les écoles protestantes de Montréal, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré. 3805

## Proclamation

Canada,  
Province de  
Québec.  
(L. S.)

A. R. ANGERS

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DEUXIEME jour du mois d'AOUT dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix, et à chacun de vous SALUT :

## PROCLAMATION

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le deuxième jour du mois d'août mil huit cent quatre-vingt-dix, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présents vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le ONZIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-CINQUIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix, et de Notre Règne la cinquante-quatrième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

3157

*School Commissioners.*

County of Drummond, township of Grantham.—Mr. Raphaël Dumaine, for another term of office.  
County of Mégantic, Sacré-Cœur de Marie.—The R<sup>ev</sup>d L. G. Auclair, priest, for another term of office. 3772

No. 1 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

His Honour the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council, dated the 21st August, (1890) instant, to appoint the R<sup>ev</sup>d Dr. MacVicar, school commissioner, for the protestant schools of Montreal, for another term of office, his term of office being expired. 3806

## Proclamation

Canada,  
Province of  
Quebec.  
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the SECOND day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety, to have been commenced and held, and to every of you—GREETING :

## PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the second day of the month of August, one thousand eight hundred and ninety, at which time at Our city of Québec, you were held and constrained.

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our Loving Subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on THURSDAY, the ELEVENTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well Beloved, the Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTY-FIFTH day of JULY, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety, and in the fifty-fourth year of Our Reign.

By command,

L. DELORME,

Clerk of the Crown of Chancery, Québec.

3458

## Avis du Gouvernement

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 5 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Adj. 5889.

*Clyde.*

Lot 5 du 2ème rang, à Louis Allari.

Lot 6 du 2ème rang, à Patrick Allari.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,  
Québec, 26 août 1890.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Adj. 5891.

*Aylwin.*

Les lots 15 et 16 du 6ème rang, à Mathew Mul-  
lowney, et transportés à Allan Gilmour.

E. E. TACHÉ.

Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,  
Québec, 26 août 1890.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Adj. 5890.

*Marchand.*

Lot 41 du R. R. S. O., à Adélar Lajeunesse.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,  
Québec, 26 août 1890.

3773

No. 1427.90.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

*Delimitation de municipalités.*

Détacher de la paroisse de "Saint-Damase," dans le comté de Saint-Hyacinthe, les lots suivants du cadastre de la dite paroisse, savoir :

Nos. 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 340, 341, 342, 343 et 346, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Saint-Michel de Rougemont," dans le comté de Rouville.

3769

## Government Notices

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 5889.

*Clyde.*

Lot 5 in the 2nd range, to Louis Allari.

Lot 6 in the 2nd range, to Patrick Allari.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,  
Québec, 26th August, 1890.

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 5891.

*Aylwin.*

Lots 15 and 16 in the 6th range, to Mathew Mul-  
lowney, and assigned to Allan Gilmour.

E. E. TACHÉ,

Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,  
Québec, 26th August, 1890

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 5890.

*Marchand.*

Lot 41 in the R. R. S. W., to Adélar Lajeunesse.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissioner

Crown Lands Department,  
Quebec, 26th August, 1890

3774

No. 1427.90.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Delimitation of municipalities.*

To detach from the parish of "Saint Damase," in the county of Saint Hyacinthe, the following lots of the cadastre for the said parish, to wit :

Nos. 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 340, 341, 342, 343 and 346, and to annex them, for school purposes, to the municipality of "Saint Michel de Rougemont," in the county of Rouville.

3770

No. 1489.90.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités.*

Détacher de la municipalité de "Saint-Edmond du Lac-au-Saumon," dans le comté de Rimouski, les lots suivants du "township" Lepage, savoir :—Nos. 75, 76, 77, 78 et 79, et les lots Nos. 48, 47, 46, et 45 du "township" Amqui, puis dans le même "township" d'Amqui, les lots Nos. 44, 43, 42, 41 et 40, jusqu'au Ruisseau Sauvage ; et les annexer pour les fins scolaires à la paroisse de "Saint-Benoît Labre," dans le même comté.

3809

No. 688.90.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 21 août courant (1890), d'ériger en municipalité tout le territoire depuis et y compris le lot No. 269 jusqu'à et y compris le lot No. 310 du cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève, dans le comté de Jacques-Cartier, étant l'arrondissement No. 1 de la Côte Saint-Rémi, dite paroisse, sous le nom de "Côte Saint-Rémi de Sainte-Geneviève No. 4."

No. 936.89.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 21 août courant (1890), d'ériger en municipalité scolaire la nouvelle paroisse de "Sainte-Marie Salomé," dans le comté de Montcalm, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par la proclamation d'érection, pour les fins civiles, du 27 décembre 1888.

3807

2029-89.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 21 août courant (1890), d'ériger la municipalité scolaire de Cartierville, qui comprendra toute cette partie de la paroisse Saint-Laurent renfermant les terres connues et désignées sous les numéros suivants, aux plan officiels et livre de renvoi pour la dite paroisse : les lots Nos. 1 et 2, du lot No. 4 au lot No. 10 inclusivement, du lot No. 13 au lot No. 18 inclusivement, la partie nord-ouest du lot No. 19 appartenant à Hormisdas Lagacé, du lot No. 20 au lot No. 41 inclusivement, du lot No. 44 au lot No. 70 inclusivement, les lots Nos. 74, 75, 76, 80 et 86, et toute la partie nord-ouest des lots Nos. 73, 77, 78 et 82 ; bornée au sud-est par une ligne droite partant de l'angle sud-est du lot No. 70, et se terminant au milieu de la limite entre les lots Nos. 82 et 83, et borné comme suit, à savoir : vers le nord-ouest par la rivière des Prairies, vers le nord-est par les terres de la paroisse du Sault-au-Récollet, vers le sud-est par la municipalité scolaire du village Saint-Laurent ci-après décrite, et vers le sud-ouest par la municipalité scolaire du bas de la Côte Saint-Louis.

No. 1489.90.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Délimitation de municipalités.*

To detach from the municipality of "Saint Edmond du Lac au Saumon," in the county of Rimouski, the following lots of the "township" Lepage, to wit :—Nos. 75, 76, 77, 78 and 79, and the lots Nos. 48, 47, 46 and 45, of the "township" Amqui, and in the same "township" Amqui, the lots Nos. 44, 43, 42, 41 and 40, as far as the Ruisseau Sauvage ; and to annex them to the parish of "Saint Benoit Labre," in the same county, for school purposes.

3810

No. 688.90.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honour the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in Council, dated the 21st August, instant, (1890), to erect into a municipality all the territory from and including the lot No. 269, as far and including the lot No. 310, of the cadastre for the parish of Sainte Geneviève, in the county of Jacques Cartier, being school district No. 1, of Côte Saint Rémy, said parish, under the name of "Côte Saint Rémy of Saint Geneviève, No. 4."

No. 936.89.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honour the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in Council, dated the 21st August, instant, (1890), to erect into a school municipality the new parish of "Saint Marie Salomé," in the county of Montcalm, with the same limits which are established by the proclamation for the erection, for civil purposes, dated 27th December, 1888.

3808

2029-89.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by an order in Council, dated the 21st August instant (1890), to erect the school municipality of Cartierville, which will comprise all that part of the parish Saint Laurent, including the lands known and designated under the following numbers, on the official plan and in the book of reference for the said parish : the lots Nos. 1 and 2, from lot No. 4 to the lot No. 10 inclusively, from lot No. 13 to the lot 18 inclusively, the north-west part of lot No. 19 belonging to Hormisdas Lagacé, from lot No. 20 to the lot No. 41 inclusively, from lot No. 44, to the lot No. 70 inclusively, the lots Nos. 74, 75, 76, 80 and 86 and all the north-west part of lots Nos. 73, 77, 78 and 82 ; bounded on the south-east by a strait line starting from the south-east angle of lot No. 70 and ending at the middle of the limit between the lots Nos. 82 and 83, and bounded as follows, to wit : towards the north-west by the Prairie river towards the north-east by the lands of the parish of Sault-au-Récollet, towards the south-east by the school municipality of the village Saint Laurent herein-after described, and towards the south-west by the school municipality of the lower part of the Côte Saint Louis.

931-89.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 21 août courant (1890), d'ériger la municipalité scolaire de la Côte de Notre-Dame de Vertu, qui comprendra toute cette partie de la paroisse de Saint-Laurent, renfermant les terres connues et désignées sous les numéros suivants, aux plan officiel et livre de renvoi pour la dite paroisse : les lots Nos. 182, 183, 189, 190, 191, 192, 194, toute la partie sud-est du lot No. 195 jusqu'au trait-carré du lot No. 197, les lots Nos. 196, 201, 203, toute la partie sud-est des lots Nos. 205 et 206, jusqu'au trait-carré du lot No. 204, toute la partie sud-est du lot No. 210, jusqu'au trait-carré du lot No. 214, les lots Nos. 211, 212, 213, 217 et 218, le lot No. 484, du lot No. 486 au lot No. 491 inclusivement, du lot No. 494 au lot No. 500 inclusivement, et des lots Nos. 506 et 508, et borné comme suit, à savoir : vers le nord-ouest par les municipalités scolaires du bas et du haut de la Côte St-Louis ci-après décrites, vers le nord-est par la municipalité scolaire du village St-Laurent ci-après décrites, vers le sud-est par la municipalité scolaire de la Côte de Notre-Dame de Liesse ci-après décrite, et vers le sud-ouest par la municipalité scolaire de la Côte St-François, ci-après décrite.

1122-90.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 21 août courant (1890), d'ériger la municipalité scolaire du village Saint-Laurent, qui comprendra toute cette partie de la paroisse Saint-Laurent renfermant les terres connues et désignées sous les numéros suivants aux plan officiel et livre de renvoi pour la dite paroisse : les lots Nos. 3, 11, 12, la partie sud-est du lot No. 19, appartenant aux représentants de Louis Cousineau, toute la partie sud-est du lot No. 26 en arrière des parties du dit lot appartenant à MM. Cousineau et Pepin respectivement, les lots Nos. 221, 222, 225, 226, 230, 231, du lot No. 233 au lot No. 237 inclusivement, du lot No. 239 au lot No. 266 inclusivement, les lots Nos. 364 et 365, du lot No. 367 au lot No. 483 inclusivement, et du lot No. 574 au lot No. 618 inclusivement, et borné comme suit, à savoir : vers le nord-ouest partie par les municipalités scolaires du bas de la Côte Saint-Louis ci-après décrite et de Cartierville ci-dessus décrite, et partie par les terres de la paroisse du Sault-au-Récollet, vers le nord-est par la municipalité scolaire de la Côte Saint-Laurent ci-dessus décrite, vers le sud-est partie par les terres du village de la Côte des Neiges et partie par les terres de la Côte Saint-Luc, et vers le sud-ouest, par les municipalités scolaires de la Côte de Notre-Dame de Liesse ci-après décrite, et de la Côte Notre-Dame de Vertu ci-dessus décrite.

931-89.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by an order in Council, dated the 21st August instant (1890), to erect the school municipality of the Côte de Notre-Dame de Vertu, which will comprise all that part of the parish Saint Laurent, including the lands known and designated under the following numbers on the official plan and in the book of reference for the said parish : the lots Nos. 182, 183, 189, 190, 191, 192, 194, all the south-east part of lot No. 195, until the rectangular line of lot No. 197, the lots Nos. 196, 201, 203, all the south-east part of the lots Nos. 205 and 206, as far as the rectangular line of lot No. 204, all the south-east part of lot No. 210, as far as the rectangular line of lot No. 214, the lots Nos. 211, 212, 213, 217 and 218, the lot No. 484, from lot No. 486 to lot No. 491 inclusively, from lot No. 494 to lot No. 500 inclusively, and the lots No. 506 and 508, and bounded as follows, to wit : towards the north-west, by the school municipalities of the lower and upper part of the Côte Saint Louis hereinafter described, towards the north-east by the school municipality of the village Saint Laurent hereinafter described, towards the south-east by the school municipality of the Côte de Notre-Dame de Liesse hereinafter described, and towards the south-west by the school municipality of the Côte Saint François hereinafter described.

1122-90.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honour the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in Council, dated the 21st August, instant (1890), to erect the school municipality of the village Saint Laurent, which will comprise all that part of the parish Saint Laurent, containing the lands known and designated under the following numbers on the official plan and in the book of reference for the said parish : the lots Nos. 3, 11, 12, the south-east part of lot No. 19, belonging to the representatives of Louis Cousineau, all the south-east part of lot No. 26 in rear of the parts of the said lot belonging to Messrs. Cousineau and Pepin respectively, the lots Nos. 221, 222, 225, 226, 230, 231, from lot No. 233 to lot No. 237 inclusively, from lot No. 239 to lot No. 266 inclusively, the lots Nos. 364 and 365, from lot No. 367 to lot No. 483 inclusively, and from lot No. 574 to lot No. 618 inclusively, and bounded as follows, to wit : towards the north-west partly by the school municipalities of the lower part of the Côte Saint Louis hereinafter described and Cartierville hereinafter described and partly by the lands of the parish of Sault-au-Récollet, towards the north-east by the school municipality of la Côte Saint Laurent hereinafter described, towards the south-east partly by the lands of village de la Côte-des-Neiges, and partly by the lands of la Côte Saint Luc, and towards the south-west by the school municipalities of the Côte de Notre-Dame de Liesse hereinafter described, and of the Côte Notre-Dame de Vertu hereinafter described.

932-89.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 21 août courant (1890), d'ériger la municipalité scolaire de Côte Saint-François, qui comprendra toute cette partie de la paroisse Saint-Laurent renfermant les terres connues et désignées sous les numéros suivants aux plan officiel et livre de renvoi pour la dite paroisse : du lot No. 141 au lot No. 181 inclusivement, et les lots Nos. 184, 188 et 193, et borné comme suit, à savoir : vers le nord-ouest partie de la municipalité scolaire du haut de la Côte Saint-Louis ci-après décrite, et partie par les terres de la paroisse de la Pointe-Claire, vers le nord-est par la municipalité scolaire de la Côte de Notre-Dame de Vertu ci-dessus décrite, vers le sud-est partie par la municipalité scolaire de la Côte de Notre-Dame de Liesse ci-après décrite, et partie par toutes les terres de la dite Côte de Liesse faisant partie de la paroisse de Lachine, et vers le sud-ouest par les terres de la paroisse de la Pointe-Claire.

1313-90

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 21 août courant (1890), d'ériger la municipalité scolaire de la Côte Saint-Laurent, qui comprendra toute cette partie de la paroisse Saint-Laurent, renfermant les terres connues et désignées sous les numéros suivants aux plan officiel et livre de renvoi pour la dite paroisse : du lot No. 267 au lot No. 366 inclusivement, et du lot No. 620 au lot No. 2630 inclusivement, et borné comme suit : vers le nord-ouest partie par la municipalité scolaire du village Saint-Laurent ci-dessus décrite et partie par les terres de la paroisse du Sault-au-Récollet, vers le nord-est par les terres de la dite paroisse du Sault-au-Récollet, vers le sud-est par les terres des villages de Saint-Louis du Mile-End, Outremont, et de la Côte des Neiges, et vers le sud-ouest par la dite municipalité du village Saint-Laurent ci-dessus décrite.

933-89

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 21 août courant (1890), d'ériger la municipalité scolaire du haut de la Côte Saint-Louis, qui comprendra toute cette partie de la paroisse Saint-Laurent, renfermant les terres connues et désignées sous les numéros suivants, aux plan officiel et livre de renvoi pour la dite paroisse : le lot No. 102, du lot No. 104 au lot No. 140 inclusivement, du lot No. 185 au lot No. 187 inclusivement, toute la partie nord-ouest du lot No. 195, jusqu'au trait-carré du lot No. 196, les lots Nos. 195a, 195b, 195c, 197, 198, 199, 200, 204, 207, toute la partie nord-ouest des lots Nos. 205 et 206 jusqu'au trait-

932-89.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honour the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in Council, dated the 21st August, instant, (1890), to erect the school municipality of the Côte Saint François, which will comprise all that part of the parish Saint Laurent, including all the lands known and designated under the following numbers, on the official plan and in the book of reference for the said parish : from lot No. 141 to the lot No. 181 inclusively, and the lots Nos. 184, 188 and 193, and bounded as follows, to wit : towards the north-west partly by the school municipality of the upper part of the Côte Saint Louis hereinafter described, and partly by the lands of the parish of Pointe Claire, towards the north-east by the school municipality of the Côte de Notre-Dame de Vertu hereinabove described, towards the south-east partly by the school municipality of the Côte de Notre-Dame de Liesse hereinafter described, and partly by all the lands of the said Côte de Liesse, being part of the parish of Lachine, and towards the south-west by the lands of the parish of Pointe Claire.

1313-90.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honour the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in Council, dated the 21st August instant (1890), to erect the school municipality of the Côte Saint Laurent, which will comprise all that part of the parish Saint Laurent, including the lands known and designated under the following numbers, on the official plan and in the book of reference for the said parish : from lot No. 267 to lot No. 366 inclusively, and from lot No. 620 to lot No. 2630 inclusively, and bounded as follows : towards the north-west partly by the school municipality of the village Saint Laurent hereinabove described and partly by the lands of the parish of Sault-au-Récollet, towards the north-east by the lands of the said parish of Sault-au-Récollet, towards the south-east by the lands of the villages of Saint Louis du Mile-End, Outremont, and of the Côte-des-Neiges, and towards the south west by the said municipality of the village Saint Laurent, hereinabove described.

933-89

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by an order in Council, dated the 21st August instant (1890), to erect the school municipality of the upper part of the Côte Saint Louis, which will comprise all that part of the parish of Saint Laurent, including the lands known and designated under the following numbers, on the official plan and in the book of reference, for the said parish : the lot No. 102, from lot No. 104 to the lot No. 140 inclusively, from lot No. 185 to lot No. 187 inclusively, all the north-west part of lot No. 195, as far as the rectangular line of the lot No. 196, the lots Nos 195a, 195b, 195c, 197, 198, 199, 200, 204, 207, of the north-west part of lots

carré du lot No. 204, et borné comme suit, à savoir : vers le nord-ouest par la rivière des Prairies, vers le nord-est par la municipalité scolaire du bas de la Côte Saint-Louis ci-dessus décrite, vers le sud-est par les municipalités scolaires de la Côte de Notre-Dame de Vertu et de la Côte Saint-François ci-dessus décrites, et vers le sud-ouest par les terres de la paroisse de Sainte-Geneviève.

930-89

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 21 août courant (1890), d'ériger la municipalité scolaire de la Côte de Notre-Dame de Liesse, qui comprendra toute cette partie de la paroisse Saint-Laurent, renfermant les terres connues et désignées sous les numéros suivants, aux plan officiel et livre de renvoi pour la dite paroisse : les lots numéros 485, 492, 493, du lot No. 501 au lot No. 505 inclusivement, le lot No. 507, du lot No. 509 au lot No. 515 inclusivement, du lot No. 550 au lot No. 573 inclusivement, et borné comme suit, à savoir : vers le nord-ouest par les municipalités scolaires de la Côte de Notre-Dame de Vertu et de la Côte Saint-François ci-dessus décrites, vers le nord-est par la municipalité scolaire du village Saint-Laurent ci-dessus décrite, vers le sud-est par les terres de la Côte Saint-Luc, et vers le sud-ouest par les terres de la Côte Notre-Dame de Liesse faisant partie de la paroisse de Lachine.

1165-89

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 21 août courant (1890), d'ériger la municipalité scolaire du bas de la Côte Saint-Louis, qui comprendra toute cette partie de la paroisse Saint-Laurent renfermant les terres connues et désignées sous les numéros suivants, aux plan officiel et livre de renvoi pour la dite paroisse : les lots Nos. 42, 43, 71 et 72, les parties sud-est des lots Nos. 73, 77, 78 et 82 du lot No. 83 au lot No. 101, les lots Nos. 103, 208, 209, toute la partie nord-ouest du lot No. 210 jusqu'au trait-carré des lots Nos. 214, 216 et 219, puis les lots Nos. 214, 216, 219, 220, 223, 224, 227, 228, 229, et 232, et borné comme suit, à savoir : vers le nord-est par la municipalité scolaire de Cartierville ci-dessus décrite, vers le sud-est par la municipalité scolaire du village Saint-Laurent ci-dessus décrite et par la municipalité scolaire de la Côte de Notre-Dame de Vertu ci-dessus décrite, et vers le sud-ouest par la municipalité scolaire du haut de la Côte Saint-Louis, ci-dessus décrite.

3803

Nos. 205 and 206, as far as the rectangular line of the lot No. 204, and bounded as follows, to wit : towards the north-west by the Prairies river, towards the north-east by the school municipality of the lower part of the Côte Saint-Louis hereinafter described, towards the south-east by the school municipalities of the Côte de Notre-Dame de Vertu and the Côte Saint-François, hereinabove described, and towards the south-west by the lands of the parish of Sainte-Geneviève.

930.89.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by an order in Council, dated the 21st August instant (1890), to erect the school municipality of the Côte de Notre-Dame de Liesse, which will comprise all that part of the parish of Saint Laurent, including the lands known and designated under the following numbers, on the official plan and in the book of reference for the said parish : the lots numbers 485, 492, 493 from lot No. 501 to lot 505 inclusively, the lot No. 507, from lot No. 509 to lot No. 515 inclusively, from lot No. 550 to lot No. 573 inclusively, and bounded as follows, to wit : towards the north-west by the school municipalities of the Côte de Notre-Dame de Vertu and the Côte Saint-François hereinabove described, towards the north-east by the school municipality of the village Saint-Laurent hereinabove described, towards the south-east by the lands of the Côte Saint-Luc, and towards the south-west by the lands of the Côte de Notre-Dame de Liesse, being part of the parish of Lachine.

1165-89.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by an order in Council, dated the 21st August instant (1890), to erect the school municipality of the lower part of the Côte Saint-Louis, which will comprise all this part of the parish Saint Laurent, including the lands known and designated under the following numbers, on the official plan and in the book of reference for the said parish : the lots Nos. 42, 43, 71 and 72, the south-east parts of the lots 73, 77, 78 and 82, from lot No. 83 to the lot No. 101, the lots Nos. 103, 208, 209, all the north-west part of lot No. 210, as far as the rectangular line of the lots Nos. 214, 216 and 219, and the lots Nos. 214, 216, 219, 220, 223, 224, 227, 228, 229 and 232, and bounded as follows, to wit : towards the north-east by the school municipality of Cartierville above described, towards the south-east by the school municipality of the village Saint-Laurent above described, and by the school municipality of the Côte de Notre-Dame de Vertu hereinabove described, and towards the south-west by the school municipality of the upper part of the Côte Saint-Louis hereinabove described.

3804

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 18 août 1890.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée, à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par Ernest F. de Varennes, écuyer, notaire, de Waterloo, comté de Shefford, district de Bedford, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoires et index de feu Thomas Brassard, de feu L. P. Tremblay, en leur vivant, notaires du même lieu, et de Joseph H. Lefebvre, éc., notaire, du même lieu, en vertu des dispositions du Code du notariat.

3581 2

JOS. BOIVIN,  
Assistant-Secrétaire.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

## AVIS PUBLIC.

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., chap. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Canton Avantjish.

Rang S. O.

Lot No. 93, à Solomon Parent.

" 94, à Frs. Saucier.

Canton Lepage.

1er rang.

La partie en arrière du lot No. 74, à L. A. Robitaille.

Canton Neigette.

1er rang.

La partie nord des lots Nos. 65 et 66, à Régis Roy.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne

Québec, 22 août 1890.

3735 2

No. 849.90.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités.

Détacher de la municipalité d'Armagh, dans le comté de Bellechasse, le territoire borné comme suit : au nord, par la ligne qui sépare le neuvième du dixième rang de Saint-Cajétan ; à l'est, par la ligne seigneuriale ; au sud, par la même ligne seigneuriale qui sépare Saint-Cajétan de Notre-Dame de Buckland, à l'ouest, par la ligne qui sépare le lot No. 962 du lot 963, du onzième rang de Saint-Damien, et le lot 883 du lot 884 du dixième rang de la seigneurie de Saint-Lazare, et l'annexer pour les fins scolaires à "Saint-Damien de Buckland," dans le même comté.

3665 2

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 21 août 1890.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par ordre en date du 21 courant, de permettre que les minutes, répertoire et index de feu Romuald Gagnon, en son vivant, éc., notaire, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, soient remis à François Xavier Archambault, éc., notaire, du même lieu, en vertu des dispositions du Code du notariat.

3741 2

JOS. BOIVIN,  
Assistant-Secrétaire.

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÈGLEMENTS  
DU CONSEIL LÉGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la

## SECRETARY'S OFFICE.

Notice is hereby given that a petition has been presented, to His Honour the Lieutenant-Governor, by Ernest F. de Varennes, Esquire, notary, of Waterloo, county of Shefford, district of Bedford, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late of Thomas Brassard, of the late L. P. Tremblay, in their lifetime, notaries, of the same place, and of Joseph H. Lefebvre, Esq., notary, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial Code.

3582

JOS. BOIVIN,  
Assistant Secretary.

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

## PUBLIC NOTICE.

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list:

Township Avantjish.

S.-W. Range.

Lot No. 93, to Solomon Parent.

" 94, to Frs. Saucier.

Township Lepage.

1st Range.

Rear part of lot No. 74, to L. A. Robitaille.

Township Neigette.

1st Range.

A part of lots Nos. 65 and 66, to Régis Roy.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,

Quebec, 22nd August, 1890.

3736

No. 849.90.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Delimitation of municipalities.

To detach from the municipality of Armagh, in the county of Bellechasse, the territory bounded as follows : to the north, by the line which divides the ninth from the tenth range of Saint-Cajétan ; to the east, by the seigniorial line ; to the south, by the same seigniorial line which divides Saint-Cajétan from Notre Dame of Buckland, to the west, by the line which divides the lot No. 962 from lot 963, of the eleventh range of Saint-Damien, and the lot 883 from lot 884, of the tenth range of the Saint-Lazare seignior, and to annex it for school purposes to "Saint-Damien of Buckland," in the same county.

3666

## SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 21st August, 1890.

Public notice is hereby given that His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by an Order in Council, dated the 21st instant, to allow that the minutes, repertory and index of the late Romuald Gagnon, in his lifetime, esq., notary, of the town of Saint Johns, district of Iberville, be transferred to Francois Xavier Archambault, esq., notary, of the same place, under the provisions of the notarial Code.

3742

JOS. BOIVIN,  
Assistant Secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of

Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des

the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway; a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works, the grantin of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for all other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of one hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which

chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre

LOUIS FRECHETTE,

1697

G. C. L.

# ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

## Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réajustage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition, et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en

such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1698

G. C. L.

# LEGISLATIVE ASSEMBLY.

## Private Bills

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time

même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en précisant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés.

Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

L. DELORME,

1699 2

Greffier de l'Assemblée Législative

### Avis Divers

#### DISTRICT ELECTORAL D'IBERVILLE.

Election d'un député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral d'Iberville, tenue les dix et dix-sept juin dernier (1890.)

Dépenses d'élection du candidat élu, François Gosselin.

|                                                              |                 |
|--------------------------------------------------------------|-----------------|
| Dépenses personnelles du candidat.....                       | \$5 90          |
| Payé pour coût de copies de listes électorales.....          | 3 50            |
| Impressions.....                                             | 31 50           |
| Payé à M. Marier pour ses services comme orateur.....        | 16 25           |
| Pour salles de comité meublées, éclairées, et entretien..... | 50 00           |
|                                                              | <b>\$107 15</b> |

(Vérfié et signé).

Iberville, le 13 août 1890.

FRS. GOSSELIN, M. P. P.,

Pour les dépenses personnelles, \$5.90.

E. N. CHEVALIER,

Agent.

Vraie copie,

M. A. BESSETTE,

Officier-Rapporteur.

3779

deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in english and 550 copies in French, and also \$2 par page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. DELORME,

1700

Clerk of the Legislative Assembly

### Miscellaneous Notices

#### ELECTORAL DISTRICT OF IBERVILLE.

Election of a member for the Legislative Assembly of Québec, for the electoral district of Iberville, held on the tenth and seventeenth of June last (1890).

Election expenses of the elected candidate, François Gosselin.

|                                                                        |                 |
|------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Personal expenses of the candidate.....                                | \$5 90          |
| Paid for copy of electoral lists.....                                  | 3 50            |
| Printing.....                                                          | 31 50           |
| Paid to M. Marier, as speaker.....                                     | 16 25           |
| For committee rooms with furnitures, lighted and keeping in order..... | 50 00           |
|                                                                        | <b>\$107 15</b> |

(Verified and signed).

Iberville, 13th August, 1890.

FRS. GOSSELIN, M. P. P.,

For personal expenses, \$5.90.

E. N. CHEVALIER,

Agent.

True copie,

M. A. BESSETTE,

Returning Officer.

3780

## DISTRICT ELECTORAL DE BROME.

Etat des dépenses de John Sewell Williams, candidat à l'élection des 10 et 17 juin 1890.

|                                            |         |
|--------------------------------------------|---------|
| Télégrammes, téléphone et port de lettres. | \$ 3 55 |
| Impressions                                | 32 50   |
| Louage de voitures                         | 52 00   |
| Loyer de salles de comités                 | 65 00   |
| Secrétaire de comité, papier, etc.         | 7 00    |

\$160 05

Dépenses personnelles du candidat..... 30 00

\$190 05

H. A. HONEYMAN,  
Agent de John Sewell Williams.

Knowlton, 15 août 1890.

3783 H. S. FOSTER,  
Officier-Rapporteur.

## DISTRICT ELECTORAL DE BROME.

Etat des dépenses de Rufus Nelson England, candidat à l'élection des 10 et 17 juin 1890.

|                                |          |
|--------------------------------|----------|
| Télégrammes et port de lettres | \$ 19 00 |
| Louage de voitures             | 178 25   |
| Loyer de salles de comité      | 30 00    |
| Pension des orateurs et clerc  | 20 00    |
| Impressions                    | 40 05    |
| Clerc ou secrétaire            | 15 00    |

\$302 30

Dépenses personnelles du candidat..... 14 50

\$316 80

M. H. BEDEE,  
Agent de Rufus Nelson England.

Knowlton, 15 août 1890.

3781 H. S. FOSTER,  
Officier-Rapporteur.

## DISTRICT ELECTORAL DE CHAMPLAIN.

Extrait de l'état des dépenses d'élection faites par le candidat, Ferdinand Trudel, écuyer.

|                                                                                |          |
|--------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Dépenses personnelles                                                          | \$122 00 |
| Dépenses pour les orateurs, télégrammes, loyers de maisons et copies de listes | 448 58   |

\$570 58

Saint-Stanislas, 19 août 1890.

RAOUL RINFRET,  
Agent.

Sainte-Geneviève de Batiscan, le 19 août 1890.

3789 G. H. DUFRESNE,  
Officier-Rapporteur.

Extrait de l'état des comptes des dépenses du candidat, Pierre Grenier, éc., à l'élection du 17 juin 1890, pour le district électoral de Champlain.

|                                                                  |          |
|------------------------------------------------------------------|----------|
| Listes électorales                                               | \$ 14 15 |
| Loyers                                                           | 12 00    |
| Correspondances, postages et télégrammes etc                     | 15 50    |
| Convocation d'assemblées                                         | 5 00     |
| Dépenses personnelles du candidat pour charretiers, pension, etc | 59 50    |

\$106 15

DONAT BARIBEAU,  
Agent.

Sainte-Geneviève de Batiscan, 16 août 1890.

G. H. DUFRESNE,  
Officier-Rapporteur.  
Sainte-Geneviève, de Batiscan, 16 août 1890.  
3787

## ELECTORAL DISTRICT OF BROME.

Statement of the expenses of John Sewell Williams, a candidate in the election of 10th & 17th June, 1890.

|                                        |         |
|----------------------------------------|---------|
| Telegrams, telephone and postages      | \$ 3 55 |
| Printing                               | 32 50   |
| Livery hire                            | 52 00   |
| Use of committee rooms                 | 65 00   |
| Secretary of the committee, paper, &c. | 7 00    |

\$ 160 05

Personal expenses of candidate..... 30 00

\$ 190 05

H. A. HONEYMAN,  
Agent for John Sewell Williams.

Knowlton, 15th August, 1890.

3784 H. S. FOSTER,  
Returning Officer.

## ELECTORAL DISTRICT OF BROME.

Statement of the expenses of Rufus Nelson England, a candidate in election of 10th and 17th June, 1890.

|                                   |          |
|-----------------------------------|----------|
| Telegrams and postages            | \$ 19 00 |
| Livery hire                       | 178 25   |
| Rent of halls and committee rooms | 30 00    |
| Board of speakers and clerk       | 20 00    |
| Printing                          | 40 05    |
| Clerk or secretary                | 15 00    |

\$302 30

Personal expenses of candidate..... 14 50

\$316 80

M. H. BEDEE,  
Agent for Rufus Nelson England.

Knowlton, 15th August, 1890.

3782 H. S. FOSTER,  
Returning Officer.

## ELECTORAL DISTRICT OF CHAMPLAIN.

Extract from the statement of the election expenses of the candidate, Ferdinand Trudel, Esquire.

|                                                                      |          |
|----------------------------------------------------------------------|----------|
| Personal expenses                                                    | \$122 00 |
| Expenses for speakers, telegrams, rent of houses and copies of lists | 448 58   |

\$570 58

Saint Stanislas, 19th August, 1890.

RAOUL RINFRET,  
Agent.

Sainte Geneviève de Batiscan, 19th August, 1890.

3790 G. H. DUFRESNE,  
Returning Officer.

Extract from statement of expenses incurred by candidate, Pierre Grenier, Esquire, at the election of 17th June, 1890, for the electoral district of Champlain.

|                                                          |          |
|----------------------------------------------------------|----------|
| Electoral lists                                          | \$ 14 15 |
| Rents                                                    | 12 00    |
| Letters, postages, telegrams &c                          | 15 50    |
| Calling of meetings                                      | 5 00     |
| Personal expenses of the candidate for carter, board, &c | 59 50    |

\$106 15

DONAT BARIBEAU,  
Agent.

Sainte Geneviève of Batiscan, 16th August, 1890.

G. H. DUFRESNE,  
Returning Officer.  
Sainte Geneviève, of Batiscan, 16th August, 1890.  
3788

# **DISTRICT ELECTORAL DE SAINT-HYACINTHE.**

Extrait de l'état détaillé des dépenses du candidat  
O. Desmarais, Ecr :

|                                        |          |
|----------------------------------------|----------|
| Liste électorales et impressions.....  | \$ 70 40 |
| Charretiers.....                       | 311 25   |
| Loyer de salle de comité.....          | 30 50    |
| Dépenses personnelles du candidat..... | 30 00    |

**\$442 15**

**L. V. BENOIT,**  
Agent.

Certifié véritable, **J. NAULT,**  
Officier-Rapporteur.

Saint-Hyacinthe, 23 août 1890. 3777

## **DISTRICT ELECTORAL DE SAINT-MAURICE**

Extrait de l'état fourni par l'agent de L. T. N. L.  
Duplessis, candidat à l'élection du dix-sept juin  
1890, pour dépenses d'élection.

|                                           |          |
|-------------------------------------------|----------|
| Pour charretiers.....                     | \$ 58 70 |
| Pour dépenses personnelles du candidat... | 93 15    |

**\$151 85**

Yamachiche, 16 août 1890.  
**MOISE CARBONNEAU,**  
Agent d'élection de L. T. N. L. Duplessis.  
3833

## **DISTRICT ELECTORAL DE ROUVILLE.**

Dépenses d'élection du candidat Alfred Girard, de  
Marieville, avocat.

|                                              |         |
|----------------------------------------------|---------|
| Impressions.....                             | \$16 50 |
| Dépenses de comités, listes électorales..... | 25 50   |
| Papeterie et messages.....                   | 7 94    |

**\$49 94**

**JACQUES FRANCHERE,**  
Agent.

3799

## **DISTRICT ELECTORAL DE BEAUHARNOIS.**

Extrait de l'état détaillé des dépenses du candidat  
Joseph Tassé, Ecr :

|                               |          |
|-------------------------------|----------|
| Impressions.....              | \$100.00 |
| Orateurs.....                 | 229.00   |
| Loyers.....                   | 91.00    |
| Voitures.....                 | 302.95   |
| Frais d'hôtel et pension..... | 73.75    |
| Divers items.....             | 66.69    |

**\$863.39**

(Certifié véritable)

**JOS. MAYER,**  
Officier-Rapporteur.

Beauharnois, le 18 août 1890. 3831

## **DISTRICT ELECTORAL DE BEAUHARNOIS.**

Extrait de l'état détaillé des dépenses du candidat  
E. H. Bisson, Ecr.

|                         |          |
|-------------------------|----------|
| Orateurs.....           | \$ 15 00 |
| Charretiers.....        | 56 95    |
| Listes électorales..... | 20 00    |
| Télégrammes.....        | 3 96     |
| Divers items.....       | 13 20    |

**\$109 11**

(Certifié véritable)

**JOS. MAYER,**  
Officier-Rapporteur.

Beauharnois, le 18 août 1890. 3829

# **ELECTORAL DISTRICT OF SAINT-HYACINTHE.**

Extract of the statement of expenses by the  
candidate O. Desmarais, Esq :

|                                         |          |
|-----------------------------------------|----------|
| Voters' lists and printing.....         | \$ 70 40 |
| Carters.....                            | 311 25   |
| Rent of committee rooms.....            | 30 50    |
| Personal expenses of the candidate..... | 30 00    |

**\$442 15**

**L. V. BENOIT,**  
Agent.

Certified correct, **J. NAULT,**  
Returning Officer.

Saint Hyacinthe, 23rd August, 1890. 3778

## **ELECTORAL DISTRICT OF SAINT-MAURICE.**

Extract of the statement of the expenses of the  
election of the candidate L. T. N. L. Duplessis,  
on the 17th June, (1890), filed by his agent.

|                                         |          |
|-----------------------------------------|----------|
| For carters.....                        | \$ 58 70 |
| Personal expenses of the candidate..... | 93 15    |

**\$ 151 85**

Yamachiche, 16th August, 1890.  
**MOISE CHARBONNEAU,**  
Agent of L. T. N. L. Duplessis.  
3834

## **ELECTORAL DISTRICT OF ROUVILLE.**

Expenses for the election of the candidate Alfred  
Girard, of Marieville, advocate.

|                                            |         |
|--------------------------------------------|---------|
| Printing.....                              | \$16 50 |
| Committees expenses and voters' lists..... | 25 50   |
| Stationery and telegrams.....              | 7 94    |

**\$49 94**

**JACQUES FRANCHERE,**  
Agent.

3800

## **ELECTORAL DISTRICT OF BEAUHARNOIS.**

Statement of the expenses of the candidate Jo-  
seph Tassé, Esq :

|                               |          |
|-------------------------------|----------|
| Printing.....                 | \$100.00 |
| Speakers.....                 | 229.00   |
| Rents.....                    | 91.00    |
| Carriages.....                | 302.95   |
| Hotel and board expenses..... | 73.75    |
| Sundries items.....           | 66.69    |

**\$863.39**

(Certified correct)

**JOS. MAYER,**  
Returning-Officer.

Beauharnois, 18th August, 1890. 3832

## **ELECTORAL DISTRICT OF BEAUHARNOIS.**

Statement of the expenses of the candidate E. H.  
Bisson, Ecr :

|                     |          |
|---------------------|----------|
| Speakers.....       | \$ 15 00 |
| Carters.....        | 56 95    |
| Voters' lists.....  | 20 00    |
| Telegrams.....      | 3 96     |
| Sundries items..... | 13 20    |

**\$ 109 11**

(Certified correct)

**JOS. MAYER,**  
Returning Officer.

Beauharnois, 18th August, 1890. 3830

Etat des dépenses du candidat Louis Georges Desjardins, à l'élection d'un député pour le district électoral de Montmorency, à l'assemblée législative de la province de Québec, en juin 1890.

|                                                                                                                                                            |          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Dépenses personnelles du candidat :                                                                                                                        |          |
| Pour frais de voyage et pension.....                                                                                                                       | \$133.96 |
| Autres dépenses :                                                                                                                                          |          |
| Pour frais de voyage et pension, convocations d'assemblées, salles de comités et d'assemblées, distribution d'imprimés, copies des listes électorales..... | 720.30   |
| Montant .....                                                                                                                                              | \$854.26 |

(Signé) THS. M. W. PAMPALON,  
Agent du candidat.

(Vraie copie) G. DICK,  
Officier-Rapporteur.  
Québec, 20 août, 1890. 3801

#### COMTE DE VAUDREUIL,

Dépenses d'élection du candidat Emery Lalonde, M. D.

|                                                                |          |
|----------------------------------------------------------------|----------|
| Dépenses personnelles du candidat pour voyages à Montréal..... | \$ 28 00 |
| Dépenses du candidat pendant la campagne électorale.....       | 68 00    |
| Charretiers.....                                               | 30 00    |
| Télégrammes.....                                               | 6 25     |
| Montant .....                                                  | \$132 25 |

Vaudreuil, 20 août 1890.

AUG. C. DENIS, M. D.,  
Agent.

EMERY LALONDE, M. D.,  
Candidat.

3825 (Copie) F. DE S. BASTIEN,  
Officier-Rapporteur.

Compte d'élection de Charles Thibault, candidat dans le comté de Drummond.—Election du 17 juin 1890, (pour la chambre de Québec).

Etat détaillé des dépenses personnelles du candidat Charles Thibault, payées par lui-même. 1890

|          |                                                              |         |
|----------|--------------------------------------------------------------|---------|
| 10 juin. | Passage de Waterloo à Drummondville.....                     | \$0 90  |
| 11 "     | Payé deux jours de pension à Hébert Hot.....                 | 2 00    |
| 12 "     | Charretier pour aller à Kingsey Falls.....                   | 3 00    |
| 12 "     | 1 souper et coucher à Richmond.....                          | 0 60    |
| 13 "     | Voiture de Kingsey Falls à la station.....                   | 1 00    |
| 14 "     | Passage de Kingsey à Durham et à Drummondville.....          | 1 00    |
| 15 "     | Voiture pour aller à Saint-Germain et coucher à Wickham..... | 1 90    |
| 16 "     | Coucher et voiture à Hébert pour Saint-Cyrille.....          | 2 00    |
| 18 "     | Passage de Drummondville à Waterloo.....                     | 0 90    |
|          |                                                              | \$13 30 |

Certifié correct et exact.

(Signé) CHS. THIBAUT,  
Candidat.

AD. LAFONTAINE,  
Agent. 3827

Statement of the expenses of the candidate Louis Georges Desjardins, at the election of a member for the electoral district of Montmorency, for the Legislative Assembly, of the Province of Quebec, in June, 1890.

|                                                                                                             |          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Personal expenses of the candidate :                                                                        |          |
| Travelling and board expenses.....                                                                          | \$133.96 |
| Others expenses :                                                                                           |          |
| Travelling and board, meetings, committees rooms, delivering, printing, copies of the electoral lists ..... | 720.30   |
| Amount.....                                                                                                 | \$854.26 |

(Signed) THS. M. W. PAMPALON,  
Agent of the candidate.

(True copy) G. DICK,  
Returning Officer.  
Quebec, 20th August, 1890. 3802

#### COUNTY OF VAUDREUIL.

Election expenses of the candidate Emery Lalonde, M. D.

|                                                               |          |
|---------------------------------------------------------------|----------|
| Personal expenses of the candidate for trips to Montreal..... | \$ 28 00 |
| Expenses of the candidate during the election.....            | 68 00    |
| Carters.....                                                  | 30 00    |
| Telegrams.....                                                | 6 25     |
| Amount.....                                                   | \$132 25 |

Vaudreuil, 20th August, 1890.

AUG. C. DENIS, M. D.,  
Agent.

EMERY LALONDE, M. D.,  
Candidate.

3826 (Copy) F. DE S. BASTIEN,  
Returning Officer.

Statement of the expenses of the election of Charles Thibault, candidate for the county of Drummond, at the election of the 17th June, 1890, (for the Legislative Assembly of Quebec.)

Personal expenses of the candidate Charles Thibault, paid by himself. 1890

|            |                                                                        |         |
|------------|------------------------------------------------------------------------|---------|
| 10th June. | Fare from Waterloo to Drummondville.....                               | \$0 90  |
| 11th "     | Paid for two days board at Hébert Hot.....                             | 2 00    |
| 12th "     | Carter for driving to Kingsey Falls.....                               | 3 00    |
| 12th "     | Supper and lodging at Richmond.....                                    | 0 60    |
| 13th "     | Carriage hire from Kingsey Falls to the station.....                   | 1 00    |
| 14th "     | Fare from Kingsey to Durham and Drummondville.....                     | 1 00    |
| 15th "     | Carriage hire for driving to Saint Germain and lodging at Wickham..... | 1 90    |
| 16th "     | Lodging and carriage at Hébert for Saint Cyrille.....                  | 2 00    |
| 18th "     | Fare from Drummondville to Waterloo.....                               | 0 90    |
|            |                                                                        | \$13 30 |

Certified correct.

(Signed) CHS. THIBAUT,  
Candidate.

AD. LAFONTAINE,  
Agent. 3828

Compte des dépenses de M. A. D. Girard, comme candidat à l'Assemblée Législative de Québec, pour le comté de Saint-Jean, durant les élections générales du 17 juin dernier.

|                                                                                                                |         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Dépenses d'installation du comité central à Saint-Jean.....                                                    | \$ 7 65 |
| Dépenses personnelles du candidat pour frais de voyage, frais de pension etc., durant la lutte électorale..... | 86 80   |
| Loyer de salles pour assemblées publiques.....                                                                 | 11 50   |
| Impressions.....                                                                                               | 65 00   |

\$170 95

Saint-Jean, 16 août 1890.

Pour extrait,

JULES QUESNEL, JR.,

3821

Agent.

#### DISTRICT ELECTORAL DE CHAMBLY.

Extrait de l'état détaillé des dépenses du candidat P. B. Lamarre, écr.

|                                                                                     |          |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Location de salles.....                                                             | \$ 68 50 |
| Impressions.....                                                                    | 15 00    |
| Charretiers.....                                                                    | 5 00     |
| Divers items.....                                                                   | 15 20    |
| Dépenses personnelles du candidat, pour charretiers, hôtellerie et divers items.... | 43 95    |

\$147 65

(Signé) ALEXANDRE JODOIN,

Agent.

(Vraie copie) J. T. V. ROBERT,

Officier-Rapporteur.

Longueuil, 26 août 1890.

3319

A M. A. B. Longpré, Officier-Rapporteur à l'élection du 17 juin 1890, pour le district électoral de Montréal, division No. 2.

Etat des dépenses encourues par le candidat Joseph Brunet, au sujet de la dit élection, par l'entremise de l'agent soussigné.

|                                                                                                            |          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Pour salles de comité.....                                                                                 | \$ 79 50 |
| Pour impressions d'annonces d'assemblées, de pamphlets, de lettres, d'avis, de cartes et de pancartes..... | 397 25   |
| Pour copies et impressions des listes électorales.....                                                     | 267 50   |
| Pour salaire des secrétaires d'élection....                                                                | 225 50   |

\$ 969 75

Certifié conforme aux pièces justificatives.

Montréal, 22 juillet 1890.

HONORÉ GERVAIS,

Agent du candidat Joseph Brunet.

Reçu et certifié conforme aux pièces justificatives.

Montréal, 26 juillet 1890.

A. B. LONGPRÉ,

Officier-Rapporteur pour le district de Montréal, division No. 2.

3879

Etat des dépenses faites à l'élection du district électoral des Trois-Rivières, du dix-sept juin mil huit cent quatre-vingt-dix, pour le candidat l'honorable A. R. Turcotte, par son agent :

|                                  |          |
|----------------------------------|----------|
| Loyers et garde des comités..... | \$780 23 |
| " salle de l'Hôtel de Ville..... | 20 00    |
| Compte de papeterie.....         | 6 94     |
| " d'impressions.....             | 3 00     |
| " du crieur public.....          | 13 50    |

\$823 67

(Signé) T. L. CLAIR,

Agent d'élection pour l'honorable A. R. Turcotte

Vraie copie)

(Signé) CHARLES DUMOULIN,

Officier-Rapporteur.

Trois-Rivières, 16 août 1890.

3883

Statement of the expenses of M. A. D. Girard, candidate for the Legislative Assembly of Quebec, for the county of Saint John, during the general election of the 17th June last.

|                                                                                     |         |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Expenses for the opening of the central committee at Saint John.....                | \$ 7 65 |
| Personal expenses of the candidate for travelling and board during the election.... | 86 80   |
| Rent of halls for public meetings.....                                              | 11 50   |
| Printing.....                                                                       | 65 00   |

\$ 170 95

Saint John, 16th August, 1890.

For extract,

JULES QUESNEL, JR.,

3822

Agent.

#### ELECTORAL DISTRICT OF CHAMBLY.

Extract of the statement of the expenses of the candidate P. B. Lamarre, Esq.

|                                                                               |          |
|-------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Rent of committee rooms.....                                                  | \$ 68 50 |
| Printing .....                                                                | 15 00    |
| Carters.....                                                                  | 5 00     |
| Sundry items.....                                                             | 15 20    |
| Personal expenses of the candidate for carters, boarding and sundry items.... | 43 95    |

\$147 65

(Signed) ALEXANDRE JODOIN,

Agent

(True copy) J. T. V. ROBERT,

Returning Officer.

Longueuil, 26th August, 1890.

3820

To Mr. A. B. Longpré, Returning-Officer at the election on the 17th June, 1890, for the electoral district of Montreal, Division No. 2.

Statement of the expenses incurred by the candidate Joseph Brunet, at the said election, by the undersigned agent :

|                                                                                  |          |
|----------------------------------------------------------------------------------|----------|
| For committee rooms.....                                                         | \$ 79 50 |
| For printing notices of meetings, pamphlets, letters, notices, cards, bills..... | 397 25   |
| For copies and voters' lists .....                                               | 267 50   |
| For salaries of the secretaries .....                                            | 225 50   |

\$969 75

Certified according to the vouchers.

Montreal, 22nd July, 1890.

HONORÉ GERVAIS,

Agent of the candidate Joseph Brunet.

Received and certified according to the vouchers.

Montreal, 26th July, 1890.

A. B. LONGPRÉ,

Returning-Officer for the electoral district of Montreal, Division No. 2.

3880

Statement of the expenses for the election of the electoral district of Three Rivers, on the seventeenth day of June, one thousand eight hundred and ninety, for the candidate the Honorable A. R. Turcotte, by his agent :

|                                       |           |
|---------------------------------------|-----------|
| Rents and keeping the committees..... | \$ 780 23 |
| " of the City Hall.....               | 20 00     |
| Stationery account.....               | 6 94      |
| Printing .....                        | 3 00      |
| Public crier .....                    | 13 50     |

\$ 823 67

(Signed) T. L. CLAIR,

Agent for the Hon. A. R. Turcotte.

(True copy)

(Signed) CHARLES DUMOULIN,

Returning Officer.

Three Rivers, 16th August, 1890.

3884

## DISTRICT ELECTORAL DE MEGANTIC.

Etat des dépenses d'Andrews S. Johnson, candidat élu à l'élection provinciale de 1890.

Dépenses de voyages, listes électorales, pension des orateurs et agents, avocats pour le décompte des bulletins et dépenses personnelles ..... \$280 85  
(Signé) A. S. JOHNSON, Candidat.

D. MOFFAT,  
Agent.

Certifié correct.

W. H. LAMBLY,  
Officier-Rapporteur.  
3893

Inverness, 25 août 1890.

## DISTRICT ELECTORAL DES TROIS-RIVIERES.

Extrait de l'état fourni par l'agent de T. E. Normand, écuyer, candidat à l'élection du dix-sept juin 1890, pour dépenses d'élection.

Impressions, papeterie, etc. .... \$105 69  
Police, salaire, etc. .... 299 00  
Charretiers ..... 93 70  
Crieur public ..... 10 50  
Gardien et messager ..... 35 00  
Loyer de salles ..... 43 00  
Distribution de journaux ..... 6 25  
Télégrammes ..... 6 10

\$599 24

Dépenses personnelles du candidat : Nulles.

(Signé) J. M. DESILETS,  
Agent d'élection de T. E. Normand, écuyer.  
Vraie copie,  
(Signé) CHARLES DUMOULIN,  
Officier-Rapporteur.

Trois-Rivières, 13 août 1890.

3885

## PROVINCE DE QUÉBEC.

## DISTRICT ELECTORAL D'YAMASKA.

Extrait de l'état détaillé des dépenses d'élection du candidat Joseph Nestor Duguay, à l'élection du 17 juin 1890.

Orateurs ..... \$ 46 50  
Dépenses d'hôtelleries ..... 12 00  
Loyers de maisons et accessoires ..... 19 00  
Charretiers ..... 10 00  
Impressions ..... 1 75  
Copies de listes électorales ..... 25 00  
Dépenses personnelles du candidat, télégrammes, pension, charretiers ..... 50 00

Total ..... \$164 25  
(Signé) J. LOUIS LEMIRE,  
Agent.

(Signé) J. N. DUGUAY,  
Candidat.

(Vrai copie)

3881

Z. BARIL,  
Officier-Rapporteur.

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
No. 1272.

Cour Supérieure.

Dame Marie Anodine Fairant, des cité et district de Montréal, épouse de George Robin dite Lapointe, entrepreneur-menuisier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

JEANNOTTE & HEBERT,

Avocats de la Demanderesse.  
Montréal, 22 août 1890. 3791

## ELECTORAL DISTRICT OF MEGANTIC.

Statement of the expenses of Andrews S. Johnson, Candidate elected at the provincial election of 1890

Travelling expenses, voters' lists, board of speakers and agents, lawyers at recount and personal expenses ..... \$280 85  
(Signed) A. S. JOHNSON, Candidate.

D. MOFFAT,  
Agent.

Certified correct.

W. H. LAMBLY,  
Returning Officer.  
3894

Inverness, 25th August, 1890.

## ELECTORAL DISTRICT OF THREE RIVERS.

Statement of the expenses filed by the agent of T. E. Normand, Esq., candidate at the election of the 17th June, 1890 :

Printing and stationery, etc. .... \$105 69  
Paid for police, etc. .... 299 00  
Carters ..... 93 70  
Public crier ..... 10 50  
Guardian and messenger ..... 35 00  
Hall rent ..... 43 00  
Delivering newspapers ..... 6 25  
Telegrams ..... 6 10

\$599

Personal expenses of the candidate, None.

(Signed) J. M. DESILETS,  
Agent of T. E. Normand.

True copy,  
(Signed) CHARLES DUMOULIN,  
Returning Officer.

Three Rivers, 13th August, 1890.

3886

## PROVINCE OF QUEBEC.

## ELECTORAL DISTRICT OF YAMASKA.

Statement of the election expenses of the candidate Joseph Nestor Duguay, at the election of the 17th June, 1890.

Speakers ..... \$ 46 50  
Hotel expenses ..... 12 00  
Rent of house and accessories ..... 19 00  
Carters ..... 10 00  
Printing ..... 1 75  
Copies of voters lists ..... 25 00  
Personal expenses of the candidate, telegrams, board, carters ..... 50 00

Total ..... \$164 25  
(Signed) J. LOUIS LEMIRE,  
Agent.

(Signed) J. N. DUGUAY,  
Candidate.

(True copy)

3882

Z. BARIL,  
Returning Officer.

Province of Québec, }  
District of Montréal. }  
No. 1272.

Superior Court.

Dame Marie Anodine Fairant, of the city and district of Montreal, wife of George Robin dit Lapointe, builder, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

JEANNOTTE & HEBERT,

Attorneys for Plaintiff.  
Montreal, 22nd August, 1890. 3792

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Martine Chagnon, de Montréal, dans le district de Montréal, épouse de Aimé Sénécal, laitier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Aimé Sénécal, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-cinq août courant.

PREFONTAINE, ST. JEAN & GOUIN,  
Avocats de la Demanderesse.  
Montréal, 25 août 1890. 3793

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Mde Martine Chagnon, of Montreal, in the district of Montreal, wife of Aimé Sénécal, milkman, of the same place, duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs.

The said Aimé Sénécal, Defendant.  
An action for separation of property has been instituted in this case, the twenty-fifth August instant.

PREFONTAINE, ST. JEAN & GOUIN,  
Attorneys for Plaintiff.  
Montreal, 25th August, 1890. 3794

Avis est par le présent donné que les soussignés, Thomas Logan, de Windsor Mills, manufacturier ; Jean Udoré Messier, du canton de Cleveland, cultivateur ; John Cyrille Bédard, marchand de bois ; Joseph Bédard, membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec ; George A. Bédard, boulanger ; Léopold Jutras, marchand, et John William Jones, carrier, tous de la ville de Richmond, dans la province de Québec, ont l'intention de demander des Lettres-Patentes en vertu des sections 4696 et suivantes, des Statuts révisés de la dite province, les constituant et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé en vertu des dits statuts, sous le nom de "The Richmond Slate Quarrying and Manufacturing, and Asbestos Company."

L'objet de la dite compagnie est d'extraire, manufacturer et vendre de l'ardoise pour les toits, plaques et autres produits de l'ardoise, asbestos et autres minéraux.

Le principal bureau et la place d'affaires de la dite compagnie seront à Richmond, dans la province de Québec.

Le montant du fond social sera de cent cinquante mille piastres, divisé en trois mille actions de cinquante piastres chacune.

Les personnes ci-dessus nommées sont tous sujets de Sa Majesté et seront les directeurs provisoires de la dite compagnie.

Richmond, 30 juillet 1890.

THOMAS LOGAN,  
JOHN C. BÉDARD,  
JOSEPH BÉDARD,  
GEORGE A. BÉDARD,  
JEAN U. MESSIER,  
LEOPOLD JUTRAS,  
JOHN W. JONES.

Par W. E. JONES,  
Secrétaire *pro tem.*  
Procureur des Requérants.

3919

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Bedford. }

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en Conseil, par les requérants ci-après nommés, en vertu de l'acte des compagnies à fonds social, pour obtenir des Lettres Patentes, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la dite compagnie devant être créée par telles Lettres-Patentes, en corps politique et incorporé sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Township Printing Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de faire les affaires d'impression et de publication de journaux hebdomadaires et semi-hebdoma-

3

Notice is hereby given that the undersigned, Thomas Logan, of Windsor Mills, manufacturer ; Jean Udoré Messier, of the township of Cleveland, farmer ; John Cyrille Bédard, lumber dealer, Joseph Bédard, Member of the Legislative Assembly of the province of Quebec ; George A. Bédard, baker ; Leopold Jutras, merchant and John William Jones, quarryman, all of the town of Richmond, in the Province of Quebec, intend to apply for Letters Patent in virtue of sections 4696 and following, of the Revised Statutes of said Province, to constitute them, and all other persons who may become shareholders, a body corporate and politic under the name of "The Richmond Slate Quarrying and Manufacturing, and Asbestos Company."

Its object to be the quarrying, manufacturing and selling of roofing slate, slabs and other products of slate and of pottery, clay, asbestos and other minerals.

The principal office and place of business of the said company to be at Richmond, in the Province of Quebec.

The amount of the capital stock to be one hundred and fifty thousand dollars, to be divided into three thousand shares of fifty dollars each.

The above named persons, all subjects of Her Majesty, to be the provisional directors of said Company.

Richmond, 30th July, 1890.

THOMAS LOGAN,  
JOHN C. BÉDARD,  
JOSEPH BÉDARD,  
GEORGE A. BÉDARD,  
JEAN U. MESSIER,  
LEOPOLD JUTRAS,  
JOHN W. JONES.

By W. E. JONES,  
Secretary, *pro tem.*  
Attorney for Applicants.

3920

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Bedford. }

Notice is hereby given that, within one month after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor, in Council, by the applicants hereinafter named, in pursuance of the Joint Stock Companies Act for Letters Patent constituting them and such others as may become shareholders in the said Company to be created by such Letters Patent, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1° The proposed name of the Company is "The Township Printing Company."

2° The object for which the incorporation is sought is to carry on the business of printing and publishing weekly and semi-weekly newspapers, book, pam-

daïres, livres, pamphlets, blancs, et de faire les affaires en général d'impression et de publication.

3° La princip. place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de Cowansville, dans le district de Bedford.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de vingt cinq mille piastres, divisé en cinq cents actions de cinquante piastres chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des dits requérants sont comme suit : Marvin D. Corey, de la ville de Bedford, dans le district de Bedford, imprimeur et éditeur ; Elijah Edmund Spencer, M. P. P., de la paroisse de Saint Armand Est, dans le district de Bedford, cultivateur ; Harvey Beatty, du canton de Stanbridge, dans le district de Bedford, cultivateur ; Jacob Nyles Galer, du village de Dunham, dans le dit district, gentilhomme ; James Mackinnon, gérant de banque, et James C. Williams, imprimeur et éditeur, tous deux du susdit village de Cowansville ; Hiram Sewell Foster, du village de Knowlton, dans le dit district de Bedford, registrateur ; John S. Hall, jr., des cité et district de Montréal, écrivain, M. P. P., avocat et Conseil de la Reine, et George B. Baker, du village de Sweetsburg, dans le district de Bedford, écrivain, avocat, et Conseil de la Reine.

Les dits Jacob N. Galer, James Mackinnon, John S. Hall, jr., Hiram Sewell Foster et George B. Baker seront les premiers directeurs et directeurs provisoires, tous sont sujets anglais et résidents en Canada.

BAKER & MARTIN,

Procureurs des Requérants.

Sweetsburg, 14 juillet 1890. 3453 4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du présent avis, une demande sera faite pour obtenir des Lettres Patentes en vertu des dispositions de l'Acte des Compagnies à fonds social.

1° Le nom incorporé de la Compagnie proposée sera "The Standard Agency Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de faire des affaires d'agence en général, de charger sur commission comme agents, d'acheter, acquérir, manufacturer et vendre toutes espèces de marchandises et propriétés, de prêter, faire des avances et emprunter sur icelle et de faire des affaires de commerce en général.

3° La principale place d'affaires sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cinquante mille piastres.

5° Il y aura cinq cents actions de cent piastres chacune.

6° Les requérants sont Sydney de Courcy Thompson, de Montréal, agent ; Percy Argyle Tucker, du même lieu, agent ; Vernon Herbert Tucker, d'Ottawa, dans la province d'Ontario, agent ; George Benson Thurber, de Upton, dans la province de Québec, gentilhomme, et James A. Ellis, d'Ottawa susdit, commis, lesquels sont tous sujets anglais et résidents en Canada. Les dits Sydney de Courcy Thompson, Percy Argyle Tucker et Vernon Herbert Tucker, seront les premiers directeurs de la Compagnie.

W. J. WHITE,

Solliciteur des Requérants.

Montréal, 13 août 1890. 3561 3

Canada,  
Province de Québec,  
District d'Ottawa.

Cour Supérieure.

Dame Angéline Gravelle, du canton de Ripon, dans le district d'Ottawa, (dument autorisée), a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari, Jacques Neveu, commerçant, du même lieu.

AUGUSTE MACKAY,

Procureur de la Demanderesse.

Aylmer, 13 août 1890. 3641 2

phlets, forms and carrying on of a general printing and publishing business.

3° The chief place of business of the said Company is to be in the village of Cowansville in the district of Bedford.

4° The capital stock of the said Company is to be twenty-five thousand dollars, divided into five hundred shares of fifty dollars each.

5° The names in full and the addresses and callings of the said applicants are as follows : Marvin D. Corey, of the town of Bedford, in the district of Bedford, printed and publisher, Elijah Edmund Spencer, M. P. P., of the parish of Saint Armand East, in the district of Bedford, farmer, Harvey Beatty, of the township of Stanbridge, in the district of Bedford, farmer, Jacob Nyles Galer, of the village of Dunham, in said district, gentleman, James Mackinnon Bank Manager, and James C. Williams, printer and publisher, both of the village of Cowansville aforesaid, Hiram Sewell Foster, of the village of Knowlton, in said district of Bedford, registrar, John S. Hall, Jr., of the city and district of Montreal, Esq. M. P. P., advocate and Queen's Counsel and George B. Baker, of the village of Sweetburg, in the district of Bedford, Esq., advocate and Queen's Counsel.

And of whom the said Jacob N. Galer, James Mackinnon, John S. Hall, Jr., Hiram Sewell Foster and George B. Baker shall be the first and provisional directors and all of whom are British subjects and residents in Canada.

BAKER & MARTIN,

Attorneys for Applicants.

Sweetsburg, 14th July, 1890. 3454

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, application will be made for Letters Patent, under the provisions of the Joint Stock Companies incorporation Act.

1° The corporate name of the proposed Company is the "Standard Agency Company."

2° The object for which incorporation is sought is to transact a general agency business, to handle on commission as agents, to purchase, acquire, manufacture and sell all kinds of merchandise and property, to lend, make advances and borrow on the same and to transact a general mercantile business.

3° The chief place business is to be the city of Montreal.

4° The proposed amount of the capital stock is fifty thousand dollars.

5° There shall be five hundred shares of one hundred dollars each.

6° The applicants are Sydney de Courcy Thompson, of Montreal, agent ; Percy Argyle Tucker of the same place, agent ; Vernon Herbert Tucker, of Ottawa, in the Province of Ontario, agent ; George Benson Thurber of Upton, in the Province of Quebec, gentleman ; and James A. Ellis of Ottawa aforesaid, clerk ; all of whom are British subjects and resident in Canada.—The said Sydney de Courcy Thompson ; Percy Argyle Tucker and Vernon Herbert Tucker, shall be the first directors of the Company.

W. J. WHITE,

Solicitor for Applicants.

Montreal, 13th August, 1890. 3562

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Ottawa.

Superior Court.

Dame Angéline Gravelle, of the township of Ripon, in the district of Ottawa, (duly authorized), has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Jacques Neveu, of the same place, trader.

AUGUSTE MACKAY,

Attorney for Plaintiff.

Aylmer, 13th August, 1890. 3642

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Dans la Cour Supérieure.*  
Olivia M. Hitchcock, du canton d'Hatley, dans le district de Saint-François, épouse de James Edson, d'Hatley susdit, cultivateur et dûment autorisée par un des juges de Sa Majesté de la Cour Supérieure à ester en justice, Demanderesse ;

vs.  
Le dit James Edson, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée dans cette cause.

WHITE & CATE,  
Procureurs de la Demanderesse.

Sherbrooke, 16 août 1890. 3691 2

Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
No. 4464.

Dame Flavir Domingue, de la partie est du township de Farnham, dans le dit district, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux Joseph Messier, carrossier, du même lieu.

BAKER & MARTIN,  
Procureurs de la Demanderesse.

Sweetsburg, 19 août 1890. 3693 2

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Gaspé. } *Cour Supérieure, siégeant à Percé.*  
No. 340.

Dame M. Hélène Têtu, épouse de Charles LeBoutillier, marchand, du Bassin de Gaspé, dans le dit district, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

D. C. DUMAS,  
Procureur de la Demanderesse.

Percé, 7 août 1890. 3535 3

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Montréal } *Cour Supérieure.*  
No. 1108.

Dame Claudia Gareau, des cité et district de Montréal, épouse de Hermas Riopelle, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Z. RENAUD,  
Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 11 août 1890. 3507 3

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Malvina Gagnon, du township de Barnston, district de Saint-François, épouse de Ernest Lamoureux, cultivateur du même lieu, Demanderesse ;

vs.  
Ernest Lamoureux, du même lieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée dans cette cause.

P. BROUILLET,  
Avocat de la Demanderesse.

Sherbrooke, 17 juillet 1890 3483 3

Province de Québec, }  
District de St-Hyacinthe. } *Dans la Cour Supérieure.*  
No. 1035.

Dame Valérie Lemaire, de la paroisse de Saint-Césaire, dans le district de Saint-Hyacinthe, épouse communée en bien de Téléphore Bousquet, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.  
Le dit Téléphore Bousquet, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a, ce jour, été instituée dans cette cause.

GIRARD & QUESNEL,  
Procureurs de la Demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 23 juillet 1890. 3415 4

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *In the Superior Court*  
Olivia M. Hitchcock, of the township of Hatley in the district of Saint Francis, wife of James Edson, of Hatley aforesaid, farmer and duly authorized by one of Her Majesty's Justices of the Superior Court to ester en justice, Plaintiff ;

vs.  
The said James Edson, Defendant.  
An action en separation de biens has, this day, been instituted in this cause.

WHITE & CATE,  
Attorneys for Plaintiff.

Sherbrooke, 16th August, 1890. 3692

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *Superior Court.*  
No. 4464.

Dame Flavir Domingue, of the east part of the township of Farnham, in said district, has, this day, instituted an action in separation as to property, against her husband Joseph Messier, carriage maker, of the same place.

BAKER & MARTIN,  
Attorneys for plaintiff.

Sweetsburg, 19th August, 1890. 3694

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Gaspé. } *In the Superior Court, sitting at Percé.*  
No. 340.

Dame M. Hélène Têtu, wife of Charles LeBoutillier, merchant, of Gaspé Basin, in the said district has, this day, instituted an action for separation of property against her said husband.

D. C. DUMAS,  
Attorney for Plaintiff.

Percé, 7th August, 1890. 3536

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1108.

Dame Claudia Gareau, of the city and district of Montreal, wife of Hermas Riopelle, of the same place, trader, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation, as to property, against her said husband.

Z. RENAUD,  
Attorney for the Plaintiff.

Montreal, 11th August, 1890. 3508

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Dame Marie Malvina Gagnon, of the township of Barnston, district of Saint Francis, wife of Ernest Lamoureux, of the same place, farmer, Plaintiff

vs.  
The said Ernest Lamoureux, Defendant  
An action in separation as to property has been instituted in this cause.

P. BROUILLET,  
Attorney for Plaintiff.

Sherbrooke, 17th July, 1890. 3484

Province of Quebec, }  
District of St Hyacinthe. } *In the Superior Court.*  
No. 1035.

Dame Valérie Lemaire, of the parish of Saint Césaire, in the district of Saint Hyacinthe, wife commune en biens of Téléphore Bousquet, farmer, of this place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.  
The said Téléphore Bousquet, Defendant.  
An action en separation de biens has, this day, been instituted in this cause.

GIRARD & QUESNEL,  
Attorneys for Plaintiff.

Saint Hyacinth, 23rd July, 1890. 3416

## Avis de Faillite

Province de Québec, }  
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Gédéon Genest, Saint-Thomas de  
Pierreville, Québec, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 23ème jour  
d'août 1890, par ordre de la Cour, nous avons été  
nommé curateurs-conjoints des biens du susdit failli,  
qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le  
bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans notre  
bureau sous un mois.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs-conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
7, Place d'Armes.  
Montréal, 25 août 1890.

3795

Dans l'affaire de Victor Turcotte, de Sherbrooke,  
P. Q., Failli.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et  
dernier bordereau de dividendes a été déclaré dans  
cette affaire et sera payable, le ou après le 8 septem-  
bre 1890, à mon bureau.

JOHN McD. HAINS,  
Curateur.  
Montréal, 21 août 1890.

3785

Province de Québec, }  
District de Saguenay. } *Cour Supérieure.*  
In re François Bourgoing, marchand-général, de  
Tadoussac, Failli.

Je, soussigné, Napoléon Matte, comptable, de  
Québec, ai été nommé curateur aux biens du dit  
Frs. Bourgoing, de Tadoussac, failli, par décision  
de la Cour, en date du 23 août 1890.

Les créanciers du dit Frs. Bourgoing sont requis  
de produire leurs réclamations, à mon bureau, dans  
un délai de trente jours à compter de la date du  
présent avis.

N. MATTE,  
Curateur.

Bureau : 113, rue Saint-Pierre,  
Québec, 23 août 1890.

3775

Canada, }  
Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 150.

Dans l'affaire de John McNiece, marchand de tabac,  
Failli ;

Samuel Davis *et al.*, et Requérents ;

Eugène H. Davis, Curateur.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article  
770 du Code de procédure civile, que, le vingt-sixième  
jour d'août mil huit cent quatre-vingt-dix, je, le dit  
Eugène H. Davis, de la cité de Montréal, manufac-  
turier de cigares, ai été nommé curateur des biens du  
dit failli, le tout tel que pourvu par le dit Code.

Les créanciers du dit failli sont par le présent no-  
tifiés de produire leurs réclamations devant moi, à  
mon bureau, No. 43, rue Cotté, dans la cité de  
Montréal, sous trente jours.

EUGÈNE H. DAVIS,  
Curateur.

Daté en la cité de Montréal, ce 26e jour d'août  
mil huit cent quatre-vingt-dix.

3823

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Richelieu. } *Superior Court.*  
In re Gédéon Genest, Saint Thomas de Pierreville,  
Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 23rd day of  
August, 1890, by order of the Court, we were  
appointed joint curators to the estate of the above  
named, who has made a judicial abandonment of all  
his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one  
month.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
7, Place d'Armes.

Montreal, 25th August, 1890.

3796

In the matter of Victor Turcotte, of Sherbrooke,  
P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that a second and final  
dividend has been declared in this matter and will  
be payable, on and after the 8th September, 1890,  
at my office.

JOHN McD. HAINS,  
Curator.

3786

Province of Quebec, }  
District of Saguenay. } *Superior Court.*  
In re François Bourgoing, general merchant, of  
Tadoussac, Insolvent.

I, the undersigned, Napoléon Matte, accountant,  
of Quebec, have been appointed curator to the estate  
of the said François Bourgoing, general merchant,  
of Tadoussac, insolvent, by decision of the Court,  
dated the 23rd of August, 1890.

The creditors of the said Frs. Bourgoing, are  
requested to file their claims, in my office, within  
thirty days from the date of this notice.

N. MATTE,  
Curator.

Office : 113, Saint Peter street,  
Quebec, 23rd August, 1890.

3776

Canada, }  
Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *In the Superior Court.*  
No. 150.

In the matter of John McNiece, of the city and  
district of Montreal, tobacconist, Insolvent ;

Samuel Davis, *et al.*, and Petitioners ;

Eugène H. Davis, Curator.

Notice is hereby given, in pursuance of article 770  
of the Code of Civil Procedure, that, on the twenty-  
sixth day of August, one thousand eight hundred  
and ninety, I, the said Eugène H. Davis, of the  
city of Montreal, cigar manufacturer, was duly  
appointed curator to the property of the said insol-  
vent, the whole as by said Code provided.

The creditors of the said insolvent are hereby  
notified to file their claims with me, at my office,  
number forty-three (43), Cotté street, in the city of  
Montreal, within a delay of thirty days.

EUGÈNE H. DAVIS,  
Curator.

Signed at the city of Montreal, this twenty-sixth  
day of August, one thousand eight hundred and  
ninety.

3824

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 144.

Dans l'affaire de William Rourke et William Simpson Hogg, épiciers, faisant affaires sous le nom de William Rourke, de la rue Sainte-Catherine, Montréal

et  
J. N. Fulton, Curateur.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article 770 du Code de Procédure Civile, que, le 22e jour d'août 1890, je, John Napier Fulton, du No. 11 rue de l'Hôpital, Montréal, comptable, par ordre de M. le Juge de Lorimier, ai été nommé curateur des biens et effets, meubles et immeubles des dits faillis, abandonnés par les dits faillis pour le bénéfice de leurs créanciers, le tout tel que pourvu par le dit Code.

Les créanciers des dits faillis sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

Daté à Montréal, ce 25e jour d'août 1890.

J. N. FULTON,  
3837 Curateur.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
In re C. M. Lavigne, Failli ;

et  
Chs. Desmarteau, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 15e jour d'août 1890 après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No. 1598, rue Notre-Dame, Montréal.

C. DESMARTEAU,  
3841 Curateur.

Province de Québec, }  
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
J. L. Peltier, Demandeur ;

vs.  
P. P. Lanoie, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la Cour, le 23e jour d'août 1890, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

C. DESMARTEAU,  
Curateur.

Nos. 1598 et 1608 rue Notre-Dame, Montréal.  
3843

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
In re Alf. Laurin, Failli ;

et  
Chs. Desmarteau, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 15e jour d'août 1890, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

C. DESMARTEAU,  
Curateur.

3839 1598, rue Notre-Dame, Montréal.

Province de Québec, }  
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*  
No. 285.

In re Norbert Lemaitre Duhaime, Failli ;

et  
Hubert Hébert, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé en cette cause et sera sujet à objection jusqu'au 22 septembre courant ; après cette date les collocations seront payables à mon bureau, à Montmagny.

H. HEBERT,  
Curateur.

Montmagny, 6 septembre 1890.

3895

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 144.

In the matter of William Rourke and William Simpson Hogg, trading as William Rourke, of Saint Catherine street, Montreal, grocers,

and  
J. N. Fulton, curator.

Notice is hereby given, in pursuance of article 770 of the Code of Civil Procedure, that, on the 22nd day of August, 1890, I, John Napier Fulton, of No. 11 Hospital street, Montreal, accountant, was, by order of Mr. Justice de Lorimier, appointed to be curator to the property and effects, real and personal of the said insolvents, abandoned by them the said insolvents for the benefit of their creditors, the whole as by said Code provided.

The creditors of the said insolvents are hereby notified to file their claims with me within a delay of thirty days.

Dated at Montreal, this 25th August, 1890.

J. N. FULTON,  
3838 Curator.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In re C. M. Lavigne, Insolvent ;

and  
Chs. Desmarteau, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until the 15th day of August, 1890, after which date dividend will be payable at my office, No. 1598, Notre Dame street, Montreal.

CHS. DESMARTEAU,  
3842 Curator.

Province of Quebec, }  
District of Richelieu. } *Superior Court.*  
J. L. Peltier, Plaintiff ;

vs.  
P. P. Lanoie, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 23rd day of August, 1890, by order of the Court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

C. DESMARTEAU,  
Curator.

Nos. 1598 and 1608 Notre Dame Street, Montreal.  
3844

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In re Alf. Laurin, Insolvent ;

and  
Chs. Desmarteau, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until the 15th day of August, 1890, after which date dividend will be payable at my office.

C. DESMARTEAU,  
Curator.

3840 1598, Notre Dame street, Montreal.

Province of Quebec, }  
District of Montmagny. } *Superior Court.*  
No. 285.

In re Norbert Lemaitre Duhaime, Insolvent ;

and  
Hubert Hébert, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 22nd of September instant ; after which date the dividend will be payable in my office, at Montmagny.

H. HEBERT,  
Curator.

Montmagny, 6th September, 1890.

3896

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
Jos. Gravelle, Demandeur ;

Cour Supérieure.

vs.

Philip A. Donais, de la ville de Sainte-Cunégonde,  
marchand-tailleur, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le dit défendeur a, ce jour, fait un abandon judiciaire complet de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la dite Cour

BEAUDIN & CARDINAL,

Procureurs du Demandeur.

Montréal, 26 août 1890.

3845

Province de Québec, }  
District de Trois-Rivières. }  
In re C. H. Craig & Cie., Insolubles.

Cour Supérieure.

Je, soussigné, F. Valentine, comptable, de la cité de Trois-Rivières, ai été nommé curateur à la faillite de C. H. Craig & Cie., par décision de la Cour Supérieure, datée le 27 août 1890.

Les créanciers des dits C. H. Craig & Cie., sont requis de produire leur réclamations dans les trente jours qui suivront la date du présent avis.

F. VALENTINE,

Curateur.

Bureau de F. Valentine,  
Comptable,

30, rue Royale, Trois-Rivières. 3865

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
In re R. T. Dinahan, Insolvable ;

Cour Supérieure.

et

Bilodeau & Renaud, Curateurs.

Un premier bordereau de collocations a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à nos bureaux à partir du 10<sup>e</sup> jour de septembre prochain.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

BILODEAU & RENAUD,

Curateurs.

15, rue Saint-Jacques,

Montréal, 26 août 1890.

3867

#### ACTE DE FAILLITE DE 1875 ET SES AMENDEMENTS.

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
Dans l'affaire de Damase Gareau, Failli ;

Cour Supérieure.

et

O. Lecours, Syndic.

Avis est par le présent donné aux créanciers que les soussignés feront application à la dite Cour, mercredi, le dixième jour de septembre prochain, à dix heures et demie A. M., pour obtenir la décharge du dit failli

T. C. & R. G. DELORIMIER,

Procureurs du Failli.

Montréal, 5 août 1890.

3427 4

#### Règles de Cour

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
No. 346.

Cour Supérieure.—Montréal.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation pour l'ouverture de la rue Sainte-Catherine, depuis la rue du Havre, jusqu'à la rue Déséry, dans le quartier Hochelaga, dans la cité de Montréal ;

et

La Compagnie des chars urbains de Montréal,

Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné que la requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requé-

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }  
Jos. Gravelle, Plaintiff

Superior Court.

vs.

Philip A. Donais, of the town of Sainte-Cunégonde,  
merchant-tailor, Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made, in the office of the prothonotary of said Court, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

BEAUDIN & CARDINAL,

Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 26th August, 1890.

3846

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. }  
In the matter of C. H. Craig & Co., Insolvents.

Superior Court.

I, the undersigned, F. Valentine, accountant, of the city of Three Rivers, have been appointed curator to the estate of the said C. H. Craig & Co., by decision of the Superior Court, dated 27th August, 1890.

The creditors of the said C. H. Craig & Co., are requested to file their claims in my office within thirty days from the date of this notice.

F. VALENTINE,

Curator.

Office of F. Valentine,  
Accountant,

30, Royal St., Three Rivers. 3866

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }  
In re R. F. Dinahan, Insolvent ;

Superior Court

and

Bilodeau & Renaud, Curators.

A first bordereau of collocations has been prepared in this cause ; the collocations will be payable at our offices from the 10th day of September next.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

BILODEAU & RENAUD,

Currtor.

15 Saint James Street.

Montreal, 2 th August, 1890.

3868

#### INSOLVENCY ACT OF 1875 AND ITS AMENDMENTS.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }  
In the matter of Damase Gareau, Insolvent ;

Superior Court.

and

O. Lecours, Assignee.

Notice is hereby given to the creditors of the insolvent that the undersigned will make application at the said Court, on Wednesday, the tenth of September next, at half past ten o'clock A. M., for the discharge of the said insolvent.

T. C. & R. G. DELORIMIER,

Attorneys for Insolvent.

Montreal, 5th August, 1890.

3428

#### Rules of Court

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }  
No. 346.

Superior Court—Montreal.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation for the opening of Sainte Catherine street, from Harbour street to Déséry street, in the Hochelaga ward of the said city of Montreal ;

and

The Montreal Street Railway Company,

Indemnitaire.

Public notice is hereby given that the petitioner hath deposited, in the office of the prothonotary of the said Court, the price and compensation for the

rante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit : Une partie du lot portant le No. 163 du cadastre pour le quartier Hochelaga, dans la dite cité de Montréal.

Et sur la requête de la dite indemnitaire, il est ordonné que, par avis à être inséré deux fois par semaine durant deux semaines dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion, dans la *Gazette Officielle*, du dit avis, à défaut de quoi il sera procédé, sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

D. MESSIER,  
Député-protonotaire.

Bureau du Protonotaire,  
Montréal, 26 août 1890.

3811

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.—Montréal.*  
No. 390.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérente en expropriation pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, entre la rue McGill et la rue des Inspecteurs, dans les quartiers Sainte-Anne et Saint-Antoine de la dite cité de Montréal ;

et

John H. Wilson, marchand, de la cité et du district de Montréal, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné que la requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit : La partie nord-est du lot portant le No. 1879 du cadastre pour le quartier Sainte-Anne, dans la dite cité de Montréal.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que, par avis à être inséré deux fois par semaine durant deux semaines dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion, dans la *Gazette Officielle*, du dit avis, à défaut de quoi il sera procédé, sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

ARTHUR TURCOTTE,  
Protonotaire.

Bureau du Protonotaire,  
Montréal, 26 août 1890.

3813

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.—Montréal.*  
No. 346.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérente en expropriation pour l'ouverture de la rue Sainte-Catherine, de la rue Havre à la rue Déséry, dans le quartier Hochelaga, dans la dite cité de Montréal ;

et

Adolphe David *alias* Davis, bourgeois, des cité et district de Montréal, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné que la requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit : La partie nord-ouest du lot portant le No. 91 du cadastre pour le quartier Hochelaga, dans la dite cité de Montréal.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que, par avis à être inséré deux fois par semaine durant deux semaines dans deux journaux publiés l'un en français et l'autre en anglais, à

property hereinafter described, acquired by said petitioner by forced expropriation, namely : The piece of land being a portion of lot cadastral No. 163 on the official plan and book of reference for the Hochelaga ward of the said city of Montreal.

And upon the petition of the said indemnitaire, it is ordered that, by a notice to be inserted twice a week during two consecutive weeks in two daily newspapers published in Montreal, one in the English and the other in the French language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice, in the said *Official Gazette*, on default whereof proceedings will be had, without respect to any rights they may have.

D. MESSIER,  
Deputy prothonotary.

Prothonotary's Office,  
Montreal, 26th August 1890

3812

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.—Montreal.*  
No. 390.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation for the widening of Notre-Dame street, between McGill and Inspector streets, in the St. Ann and St. Antoine wards of the said city of Montreal ;

and

John H. Wilson, merchant, of the said city and district of Montreal, Indemnitaire.

Public notice is hereby given that the petitioner hath deposited, in the office of the prothonotary of the said Court, the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner by forced expropriation, namely : A piece of land being the north-west portion of lot cadastral No. 1879, on the official plan and book of reference for the St. Ann's ward of the said city of Montreal.

And upon the petition of the said indemnitaire, it is ordered that, by a notice to be inserted twice a week during two consecutive weeks in two daily newspapers published in Montreal, one in the English and the other in the French language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice, in the said *Official Gazette*, on default whereof proceedings will be had, without respect to any rights they may have.

ARTHUR TURCOTTE,  
Prothonotary.

Prothonotary's Office,  
Montreal, 26th August, 1890,

3814

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.—Montreal.*  
No. 346.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation for the opening of Saint Catherine street, from Harbour street to Déséry street, in the Hochelaga ward, of the said city of Montreal ;

and

Adolphe David, *alias* Davis, gentleman, of the city and district of Montreal, Indemnitaire.

Public notice is hereby given that the petitioner hath deposited, in the office of the prothonotary of the said Court, the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner by forced expropriation, namely : The piece of land being the north-west portion of lot cadastral No. 91 on the official plan and book of reference for the Hochelaga ward, of the said city of Montreal ;

And upon the petition of the said indemnitaire, it is ordered that, by a notice to be inserted twice a week during two consecutive weeks, in two daily news-

Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle* à défaut de quoi il sera procédé, sans égard aux droits qu'ils eussent y avoir.

ARTHUR TURCOTTE,  
Prothonotaire.

Bureau du Prothonotaire,  
Montréal, 26 août, 1890.

3815

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.—Montréal.*  
No. 346.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation pour l'ouverture de la rue Sainte-Catherine, entre la rue du Havre et la rue Déséry, dans le quartier Hochelaga, de la dite cité de Montréal ;

et

Antoine Léonidas Hurtubise, marchand, de la cité et du district de Montréal, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné que la requérante a déposé au greffe de cette Cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit : Un lot de terre faisant partie des subdivisions Nos. 94, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 114 et 119 du lot du cadastre No. 148 au plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Hochelaga, en la dite cité de Montréal.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que par avis à être inséré deux fois par semaine durant deux semaines dans deux journaux publiés l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi il sera procédé, sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

ARTHUR. TURCOTTE,  
Prothonotaire.

L. P. BRODEUR

Avocat de l'Indemnitaire.

Bureau du Prothonotaire,  
Montréal, 26 août 1890.

3817

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.—*  
No. 346. *Montréal.*

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation pour l'ouverture de la rue Sainte-Catherine, entre les rues du Havre et Déséry, dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal ;

et

Henry Hogan, de la cité et du district de Montréal, hôtelier, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné, que la requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les prix et compensation des immeubles acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit :

1° Un morceau de terrain faisant partie des subdivisions Nos. 63, 64, 65, 72, 77, 71, 78, 79, 80, 81 et 82 du lot portant le No. 148 du cadastre pour le quartier Hochelaga, de la dite cité de Montréal ;

papers published in Montreal, one in the English and the other in the French language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof proceedings will be had, without respect to any rights they may have.

ARTHUR TURCOTTE,  
Prothonotaire.

Prothonotary's Office,  
Montreal, 26th August, 1890.

3816

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.—Montreal.*  
No. 346.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation for the opening of Sainte Catherine street, between Harbour street and Déséry street, in Hochelaga ward, of the said city of Montreal ;

and

Antoine Leonidas Hurtubise, of the city and district of Montreal, merchant, Indemnitaire.

Public notice is hereby given that the petitioner hath deposited, in the office of the prothonotary of the said Court, the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner by forced expropriation, namely : A piece of land being portions of subdivisions Nos. 94, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 114 add 119 of lot cadastral No. 148 on the official plan and book of reference for the Hochelaga ward, of the said city of Montreal.

And upon the petition of the said indemnitaire, it is ordered that, by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published in Montreal, one in the English and the other in the French language, and once in the "*Quebec Official Gazette*," the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof, proceedings will be had, without respect to any rights they may have.

ARTHUR. TURCOTTE,  
Prothonotaire.

L. P. BRODEUR,

Attorney for the Indemnitaire.

Prothonotary's Office,  
Montreal, 26th August, 1890.

3818

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.—*  
No. 346. *Montreal.*

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation for the opening of Saint Catherine street, from Harbour street to Déséry street, in the Hochelaga ward, of the said city of Montreal ;

and

Henry Hogan, of the city and district of Montreal, hotel proprietor, Indemnitaire.

Public notice is hereby given, that the petitioner hath deposited, in the office of the prothonotary of the said Court, the price and compensation for the properties hereinafter described, acquired by said Petitioner by forced expropriation, namely :

1° A piece of land being portion of subdivisions Nos. 63, 64, 65, 72, 77, 71, 78, 79, 80, 81 and 82 of lot cadastral No. 148 on the official plan and book of reference for the Hochelaga ward, of the said city of Montreal ;

2° Un morceau de terrain étant une partie de la subdivision No. 83 du lot portant le No. 148 du cadastre pour le quartier Hochelaga, de la dite cité de Montréal ;

3° Un morceau de terrain étant des parties des subdivisions, Nos. 122, 127, 128 et 129 du lot portant le No. 148 du cadastre pour le quartier Hochelaga, de la dite cité de Montréal ;

4° Un morceau de terrain étant le résidu, après l'expropriation, de la subdivision No. 78 du lot portant le No. 148 du cadastre pour le quartier Hochelaga, de la dite cité de Montréal ;

5° Un morceau de terrain étant le résidu, après l'expropriation, de la subdivision No. 79 du lot portant le No. 148 du cadastre, pour le quartier Hochelaga, de la dite cité de Montréal ;

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que, par avis à être insérée deux fois par semaine, durant deux semaines, dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la "*Gazette Officielle de Québec*," les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

P. M. SAUVALLE,  
Député-protonotaire.

Bureau du protonotaire,  
Montréal, 26 août 1890.

3873

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*—  
District de Montréal. } *Montréal.*  
No. 390.

Dans l'affaire de la cité de Montréal, Requé-  
rante en expropriation pour l'élargissement  
de la rue Notre-Dame, entre les rues McGill  
et Inspecteur ;

et

Joseph Cyprien Cholette, teneur de livre, de la  
cité et du district de Montréal, en sa qualité  
d'exécuteur testamentaire et administrateur  
de la succession de feu Samuel Biron, en son  
vivant, marchand, du même lieu,

Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné, que la  
requérante a déposé, au greffe de cette Cour,  
les prix et compensation des immeubles acquis  
par la dite requérante par voie d'expropriation  
forcée, et dont la description est comme suit :

1° La partie nord-ouest du lot No. 1874, aux  
plan et sur le livre de renvoi officiels pour le  
quartier Sainte-Anne, de la dite cité de Mont-  
réal, et

2° la partie nord-ouest du lot No. 1791, sur  
les dits plan et livre de renvoi officiels pour le  
dit quartier Sainte-Anne ;

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est  
ordonné que, par avis à être inséré deux fois par  
semaine, durant deux semaines, dans deux jour-  
naux publiés, l'un en français et l'autre en an-  
glais, à Montréal, et une fois dans la "*Gazette  
Officielle de Québec*," les créanciers soient appe-  
lés à produire leurs réclamations au greffe de la

2° A piece of land being a portion of subdivi-  
sion No. 83 of lot cadastral No. 148 on the offi-  
cial plan and book of reference for the Hoche-  
laga ward, of the said city of Montreal ;

3° A piece of land being portions of subdivi-  
sions Nos. 122, 127, 128 and 129 of lot cadas-  
tral No. 148 on the official plan and book of  
reference for the Hochelaga ward, of the said  
city of Montreal ;

4° A piece of land being the residue, after the  
said expropriation, of subdivision No. 78 of lot  
cadastral No. 148 on the official plan and book  
of reference for the Hochelaga ward, of the said  
city of Montreal ;

5° A piece of land being the residue, after the  
said expropriation, of subdivision No. 79 of lot  
cadastral No. 148 on the official plan and book  
of reference for the Hochelaga ward, of the said  
city of Montreal ;

And upon the petition of the said *indemni-  
taire*, it is ordered that by a notice to be in-  
serted twice a week, during two consecutive  
weeks, in two daily newspapers published, in  
Montreal, one in the English and the other in  
the French language, and once in the "*Quebec  
Official Gazette*," the creditors be notified and  
required to signify their oppositions and file the  
same in the office of the prothonotary of the said  
Superior Court, at Montreal, within fifteen days  
from the date of the insertion of said notice in  
the said *Official Gazette*, on default whereof, pro-  
ceedings will be had without respect to any  
rights they may have.

P. M. SAUVALLE,  
Deputy-prothonotary

Prothonotary's Office,  
Montreal, 26th August, 1890.

3874

Province of Quebec, } *Superior Court.*—  
District of Montreal. } *Montreal.*  
No. 390.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner  
in expropriation for the widening of Notre-  
Dame street, between McGill and Inspector  
streets ;

and

Joseph Cyprien Cholette, of the city and district  
of Montreal, book-keeper, in his quality of  
testamentary executor and administrator of  
the estate of late Samuel Biron, in his lifetime  
of the same place, merchant, *Indemnitaire*.

Public notice is hereby given, that the peti-  
tioner hath deposited, in the office of the pro-  
thonotary of the said Court, the price and com-  
pensation for the properties hereinafter described,  
acquired by said petitioner by forced expropria-  
tion, namely :

1° The north-west portion of lot cadastral  
No. 1874 on the official plan and book of  
reference for the Saint Ann's ward, of the said  
city of Montreal ;

2° The north-west portion of lot cadastral No.  
1791 on the said official plan and book of  
reference for the said Saint Ann's ward.

And upon the petition of the said *indemni-  
taire*, it is ordered that, by a notice to be inserted  
twice a week, during two consecutive weeks, in  
two daily newspapers published, in Montreal,  
one in the English and the other in the French  
language, and once in the *Quebec Official Gazette*,  
the creditors be notified and required to signify

dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

D. MESSIER,  
Député-protonotaire.

Bureau du protonotaire,  
Montréal, 25 août 1890.

3915

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*—  
District de Montréal. } *Montréal.*  
No. 346.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation pour l'ouverture de la rue Sainte-Catherine, entre la rue du Havre et la rue Déséry, dans le quartier Hochelaga, dans la dite cité de Montréal ;

et

Thomas C. Aylwin, écuyer, avocat, de la cité de Québec, dans le district de Québec,

Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné que, la requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit : Deux morceaux de terre étant deux parties du lot cadastral No. 76, au plan et livre de renvoi officiels du quartier Hochelaga, dans la dite cité de Montréal ;

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que, par avis à être inséré deux fois par semaine, durant deux semaines, dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

D. MESSIER,  
Député-protonotaire.

Bureau du protonotaire,  
Montréal, 25 août 1890.

3861

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*—  
District de Montréal. } *Montréal.*  
No. 346

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation sur la rue Sainte-Catherine, entre les rues du Havre et Déséry,

et

Céline Pepin, de la paroisse de La Longue Pointe, district de Montréal, épouse séparée de biens de Octave Pepin, charpentier, du même lieu,

Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné que la requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit : Un morceau de terrain étant une partie de la partie nord-ouest du lot cadastral No. 83 des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, maintenant le quartier d'Hochelaga, dans la cité de Montréal.

Et sur la requête de la dite indemnitaire, il est ordonné que, par avis à être inséré deux fois par semaine durant deux semaines, dans deux journaux publiés l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*,

their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof, proceedings will be had without respect to any rights they may have.

D. MESSIER,  
Deputy prothonotary.

Prothonotary's Office,  
Montreal, 25th August, 1890.

3916

Province of Quebec, } *Superior Court.*—  
District of Montreal. } *Montreal.*  
No. 346.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation for the opening of Saint Catherine street, from Harbour street to Déséry street, in the Hochelaga ward, of the said city of Montreal ;

and

Thomas C. Aylwin, of the city and district of Quebec, Esquire, advocate, *Indemnitaire.*

Public notice is hereby given, that the petitioner hath deposited, in the office of the prothonotary of the said Court, the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner by forced expropriation, namely : Two pieces of land being two portions of lot cadastral No. 76 on the official plan and book of reference for the Hochelaga ward, of the said city of Montreal ;

And upon the petition of the said *indemnitaire*, it is ordered that, by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published in Montreal, one in the English and the other in the French language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof, proceedings will be had, without respect to any rights they may have.

D. MESSIER,  
Deputy prothonotary.

Prothonotary's Office,  
Montreal, 25th August, 1890.

3862

Province of Quebec, } *Superior Court.*—  
District of Montreal. } *Montreal.*  
No. 346.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation in Sainte Catherine street, between Harbour and Déséry streets ;

and

Céline Pepin, of the parish of La Longue Pointe, district of Montreal, wife separated as to property of Octave Pepin, of the same place. carpenter.

*Indemnitaire.*

Public notice is hereby given, that the petitioner hath deposited, in the office of the prothonotary of the said Court, the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner by forced expropriation, namely : a piece of land being a part of the north-west portion of lot cadastral No. 83, of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, now the Hochelaga ward, in the city of Montreal.

And upon the petition of the said *indemnitaire*, it is ordered that, by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published in Montreal, one in the english and the other in the french language, and

les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

D. MESSIER,  
Député-protonotaire

JULES ALLARD,  
Avocat de la Requérante.  
Bureau du protonotaire.  
Montréal, 25 août 1890.

3853

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.—Montréal.*  
No. 346.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation sur la rue Sainte-Catherine, entre les rues du Havre et Déséry ;

et

Jean Louis Levesque, entrepreneur, des cité et district de Montréal, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné que la requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit : No. 58 des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, maintenant le quartier d'Hochelaga, dans la cité de Montréal.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que, par avis à être inséré deux fois par semaine durant deux semaines dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

D. MESSIER,  
Député-protonotaire.

JULES ALLARD,  
Avocat de l'Indemnitaire,

Bureau du protonotaire,  
Montréal, 25 août 1890.

3859

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.—Montréal.*  
No. 346.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation sur la rue Sainte-Catherine entre les rues du Havre et Déséry ;

et

Henri Lamarche, commerçant, des cité et district de Montréal, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné que la requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit : No. 59 des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, maintenant le quartier d'Hochelaga, dans la cité de Montréal.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que, par avis à être inséré deux fois par semaine durant deux semaines dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à dater de l'insertion du dit avis dans

once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof, proceedings will be had without respect to any rights they may have.

D. MESSIER,  
Deputy prothonotary.

JULES ALLARD,  
Atty for Petitioner.  
Prothonotary's Office.  
Montreal, 25th August, 1890.

3854

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.—Montreal.*  
No. 346.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation in Sainte Catherine street, between Harbour and Déséry streets,

and

Jean Louis Levesque, of the city and district of Montreal, contractor, Indemnitaire.

Public notice is hereby given, that the petitioner hath deposited in the office of the prothonotary of the said Court, the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner by forced expropriation, namely : No. 58 of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, now the Hochelaga ward, in the city of Montreal.

And upon the petition of the said indemnitaire, it is ordered that by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published in Montreal, one in the english and the other in the french language, and once in the "*Quebec Official Gazette*," the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof, proceedings will be had without respect to any rights they may have.

D. MESSIER,  
Deputy prothonotary.

JULES ALLARD,  
Attorney for Indemnitaire.

Prothonotary's Office,  
Montreal, 25th August, 1890.

3860

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.—Montreal.*  
No. 346.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation in Sainte Catherine street, between Harbour and Déséry streets,

and

Henri Lamarche, of the city and district of Montreal, trader, Indemnitaire.

Public notice is hereby given, that the petitioner hath deposited, in the office of the prothonotary of the said Court, the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner by forced expropriation, namely : No. 59 of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, now the Hochelaga ward, in the city of Montreal.

And upon the petition of the said indemnitaire, it is ordered that, by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published in Montreal, one in the english and the other in the french language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said

la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

D. MESSIER,  
Député-protonotaire

JULES ALLARD,  
Av. de l'Indemnitaire.  
Bureau du protonotaire.  
Montréal, 25 août 1890.

3855

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.—Montréal.*  
No. 346.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation sur la rue Sainte-Catherine, entre les rues du Havre et Déséry ;

et

François Gervais, journalier, des cité et district de Montréal, Indemnitaire.

Avis est par le présent donné que la requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit : No. 60 des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, maintenant le quartier d'Hochelaga, dans la cité de Montréal.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que, par avis à être inséré deux fois par semaine durant deux semaines dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

D. MESSIER,  
Député-protonotaire.

JULES ALLARD,  
Avocat de l'Indemnitaire.  
Bureau du protonotaire,  
Montréal, 25 août 1890.

3857

Province de Québec, } *Cour Supérieure.—*  
District de Montréal. } *Montréal.*  
No. 390.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, entre la rue McGill et la rue Inspecteur

et

Nicholas Métayer dit St-Onge, bourgeois, de la cité et du district de Montréal,

Indemnitaire,

Avis public est par le présent donné, que la requérante a déposé au greffe de cette Cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit : Un morceau de terrain étant la partie nord-ouest d'une avenue en commun (bâtie au-dessus) tel que désignée au plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, en la cité de Montréal.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que, par avis à être inséré deux fois par semaine, durant deux semaines, dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à

Superior Court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof, proceedings will be had without respect to any rights they may have.

D. MESSIER,  
Deputy protonotary.

JULES ALLARD,  
Atty. for the Indemnitaire.  
Prothonotary's Office,  
Montreal, 25th August, 1890.

3856

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.—Montreal.*  
No. 346.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation in Sainte Catherine street, between Harbour and Déséry streets,

and

François Gervais, of the city and district of Montreal, laborer, Indemnitaire.

Public notice is hereby given, that the petitioner hath deposited, in the office of the prothonotary of the said Court, the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner by forced expropriation, namely : No. 60, of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, now the Hochelaga ward, in the city of Montreal.

And upon the petition, of the said indemnitaire, it is ordered that, by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published in Montreal, one in the english and the other in the French language, and one in the "*Quebec Official Gazette*," the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof, proceedings will be had, without respect to any rights they may have.

D. MESSIER,  
Deputy protonotary.

JULES ALLARD,  
Attorney for Indemnitaire.  
Prothonotary's Office.  
Montreal, 25th August, 1890.

3858

Province of Quebec, } *Superior Court.—*  
District of Montreal. } *Montreal.*  
No. 390.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation for the widening of Notre Dame street, between McGill and Inspector streets,

and

Nicholas Métayer dit St-Onge, gentleman, of the city and district of Montreal, Indemnitaire,

Public notice is hereby given, that the petitioner hath deposited, in the office of the prothonotary of the said Court, the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner by forced expropriation, namely : The piece of land being the north-west portion of a lane in common (built over) as shown on the official plan and book of reference for the Saint Ann's ward of the city of Montreal.

And upon the petition of the said indemnitaire, it is ordered that, by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks in two daily newspapers published, in Montreal, one in the English and the other in the French language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office

compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

T. POIRIER,  
Député-protonotaire.

CRESSÉ & DESCARRIES,  
Avocats de l'Indemnitaire.

Bureau du protonotaire,  
Montréal, 27 Août 1890. 3899

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*—  
District de Montréal. } *Montréal.*  
No. 390.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requé-  
rante en expropriation pour l'élargissement  
de la rue Notre-Dame, entre la rue McGill et  
la rue Inspecteur,

et

Dame Julia Shaughnessy, de la cité et du district  
de Montréal, veuve de feu Thomas Kelly,  
Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné, que la  
requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les  
prix et compensation de l'immeuble acquis par la  
dite requérante par voie d'expropriation forcée,  
et dont la description est comme suit : La partie  
nord-ouest du lot No. 1783 au plan et livre de  
renvoi officiels du quartier Sainte Anne, en la  
cité de Montréal.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est  
ordonné que, par avis à être inséré deux fois par  
semaine durant deux semaines, dans deux jour-  
naux publiés, l'un en français et l'autre en anglais,  
à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle*  
de Québec, les créanciers soient appelés à pro-  
duire leurs réclamations au greffe de la dite  
Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours  
à compter de l'insertion du dit avis dans la dite  
*Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé  
sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

T. POIRIER,  
Député protonotaire.

CRESSÉ & DESCARRIES,  
Avocats de l'Indemnitaire.

Bureau du protonotaire,  
Montréal, 27 août 1890. 3905

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*—  
District de Montréal. } *Montréal.*  
No. 390.

Dans l'affaire de la cité de Montréal, Requé-  
rante en expropriation pour l'élargissement  
de la rue Notre-Dame, entre les rues McGill  
et Inspecteur,

et

Nicolas Métayer dit Saint-Onge, bourgeois, de  
la cité et du district de Montréal,  
Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné, que la  
requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les  
prix et compensation de l'immeuble acquis par la  
dite requérante par voie d'expropriation forcée,  
et dont la description est comme suit : La partie  
nord-ouest du lot No. 1785 sur le plan et au

of the prothonotary of the said Superior Court,  
at Montreal, within fifteen days from the date  
of the insertion of said notice in the said *Official*  
*Gazette*, on default whereof, proceedings will be  
had without respect to any rights they may  
have.

T. POIRIER,  
Deputy prothonotary.

CRESSÉ & DESCARRIES,  
Attorneys for the Indemnitaire.

Prothonotary's Office,  
Montreal, 27th August, 1890. 3900

Province of Quebec, } *Superior Court.*—  
District of Montreal. } *Montreal.*  
No. 390.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner  
in expropriation for the widening of Notre-  
Dame street, between McGill and Inspector  
streets,

and

Dame Julia Shaughnessy, of the city and district  
of Montreal, widow of late Thomas Kelly,  
Indemnitaire.

Public notice is hereby given, that the peti-  
tioner hath deposited in the office of the protho-  
notary of the said Court, the price and compen-  
sation for the property hereinafter described,  
acquired by said petitioner by forced expro-  
piation, namely : The north-west portion of  
lot cadastral No. 1783, on the official plan and  
book of reference for Saint Ann's ward, of the  
said city of Montreal.

And upon the petition of the said *indemnitaire*,  
it is ordered that by a notice to be inserted  
twice a week, during two consecutive weeks, in  
two daily newspapers published, in Montreal,  
one in the English and the other in the French  
language, and once in the *Quebec Official Gazette*,  
the creditors be notified and required to signify  
their oppositions and file the same in the office  
of the prothonotary of the said Superior Court,  
at Montreal, within fifteen days from the date  
of the insertion of said notice in the said *Official*  
*Gazette*, on default whereof, proceedings will be  
had without respect to any rights they may  
have.

T. POIRIER,  
Deputy prothonotary.

CRESSÉ & DESCARRIES,  
Attorneys for the Indemnitaire.

Prothonotary's Office,  
Montreal, 27th August, 1890. 3906

Province of Quebec, } *Superior Court.*—  
District of Montreal. } *Montreal.*  
No. 390.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner  
in expropriation for the widening of Notre-  
Dame street, between McGill and Inspector  
streets ;

and

Nicolas Métayer dit St. Onge, of the city and  
district of Montreal, gentleman,  
Indemnitaire.

Public notice is hereby given, that the peti-  
tioner hath deposited, in the office of the protho-  
notary of the said Court, the price and compen-  
sation for the property hereinafter described,  
acquired by said petitioner by forced expro-  
piation, namely : "The north-west portion of

livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal.

Et sur la requête du dit indemnitaires, il est ordonné que, par avis à être inséré deux fois par semaine, durant deux semaines, dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la "*Gazette Officielle de Québec*," les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

T. POIRIER,  
Député protonotaire.

CRESSÉ & DESCARRIES,  
Avocats de l'Indemnitaires.

Bureau du protonotaire,  
Montréal, 27 août 1890. 3907

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*—  
District de Montréal. } *Montréal.*  
No. 346.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation sur la rue Sainte-Catherine, entre les rues du Havre et Déséry ;  
et

Pierre Filion et Avila Fortin, tous deux épiciers, des cité et district de Montréal,  
Indemnités.

Avis public est par le présent donné, que la requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit : Un morceau de terrain étant une partie de la partie nord-ouest du lot cadastral No. 83 des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, maintenant le quartier d'Hochelaga, dans la cité de Montréal.

Et sur la requête des dits indemnitaires, il est ordonné que, par avis à être inséré deux fois par semaine, durant deux semaines, dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

D. MESSIER,  
Député-protonotaire.

JULES ALLARD,  
Avocat des dits Indemnités.

Bureau du protonotaire,  
Montréal, 25 août 1890. 3847

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*—  
District de Montréal. } *Montréal.*  
No. 390.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, entre les rues McGill et Inspecteur ;  
et

William McIntosh, marchand, de la cité de

lot cadastral No. 1755 on the official plan and book of reference for the Saint Ann's ward of the said city of Montreal.

And upon the petition of the said *indemnitaire*, it is ordered that, by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks in two daily newspapers published, in Montreal, one in the English and the other in the French language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof, proceedings will be had without respect to any rights they may have.

T. POIRIER,  
Deputy prothonotary.

CRESSÉ & DESCARRIES,  
Attorneys for the *Indemnitaire*.

Prothonotary's Office,  
Montreal, 27th August, 1890. 3908

Province of Quebec, } *Superior Court.*—  
District of Montreal. } *Montreal.*  
No. 346.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation in Sainte Catherine street, between Harbour and Déséry streets,  
and

Pierre Filion and Avila Fortin, both of the city and district of Montreal, grocers,  
*Indemnités.*

Public notice is hereby given, that the petitioner hath deposited, in the office of the prothonotary of the said Court, the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner by forced expropriation, namely : A piece of land being a part of the north-west portion of lot cadastral No. 83 of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, in the city of Montreal.

And upon the petition of the said *indemnitaire*, it is ordered that, by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published, in Montreal, one in the English and the other in the French language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof, proceedings will be had without respect to any rights they may have.

D. MESSIER,  
Deputy prothonotary.

JULES ALLARD,  
Attorney for the *Indemnités*.

Prothonotary's Office,  
Montreal, 25th August, 1890. 3848

Province of Quebec, } *Superior Court.*—  
District of Montreal. } *Montreal.*  
No. 390.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation for the widening of Notre-Dame street, between McGill and Inspector streets ;  
and

William McIntosh, of the city of Montreal,

Montreal, personnellement et en sa qualité de cessionnaire et procureur, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné, que la requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit : La partie nord ouest du lot No. 1790 sur le plan et au livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal ;

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que, par avis à être inséré deux fois par semaine, durant deux semaines, dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

D. MESSIER,  
Député-protonotaire.

CRESSÉ & DESCARRIES,  
Avocats de l'Indemnitaire.  
Bureau du protonotaire,  
Montréal, 25 août 1890.

3909

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*—  
District de Montréal. } *Montréal.*  
No. 390.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante expropriation pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, entre les rues McGill et Inspecteur ;

et

James Shanks Evans, marchand, de la cité et du district de Montréal. Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné que, la requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit : La partie nord-ouest du lot No. 1884, sur le plan et au livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Anne, de la dite cité de Montréal.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que, par avis à être inséré deux fois par semaine, durant deux semaines, dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

D. MESSIER,  
Député-protonotaire.

CRESSÉ & DESCARRIES,  
Avocats de l'Indemnitaire.  
Bureau du protonotaire,  
Montréal, 25 août 1890.

3897

merchant, as well personally as in his quality of transferee and attorney, *Indemnitaire*.

Public notice is hereby given, that the petitioner hath deposited, in the office of the prothonotary of the said Court, the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner by forced expropriation, namely : The north-west portion of lot cadastral No. 1790 on the official plan and book of reference for the Saint Ann's ward, of the said city.

And upon the petition of the said *indemnitaire*, it is ordered that, by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published, in Montreal, one in the English and the other in the French language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof, proceedings will be had without respect to any rights they may have.

D. MESSIER,  
Deputy prothonotary.

CRESSÉ & DESCARRIES,  
Attorneys for the *Indemnitaire*.  
Prothonotary's Office.  
Montreal, 25th August, 1890.

3910

Province of Quebec, } *Superior Court.*—  
District of Montreal. } *Montreal.*  
No. 390.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation for the widening of Notre Dame street, between McGill and Inspector streets,

and

James Shanks Evans, of the city and district of Montreal, merchant, *Indemnitaire*.

Public notice is hereby given, that the petitioner hath deposited, in the office of the prothonotary of the said Court, the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner by forced expropriation, namely : The north-west portion of lot cadastral No. 1884, on the official plan and book of reference for the Saint Ann's ward, of the said city of Montreal.

And upon the petition of the said *indemnitaire*, it is ordered that, by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published, in Montreal, one in the English and the other in the French language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof, proceedings will be had, without respect to any rights they may have.

D. MESSIER,  
Deputy prothonotary.

CRESSÉ & DESCARRIES,  
Attorneys for the *Indemnitaire*.  
Prothonotary's Office.  
Montreal, 25th August, 1890.

3898

Province de Québec, } *Cour Supérieure,—*  
District de Montréal. } *Montréal.*  
No. 390.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requé-  
rante en expropriation pour l'élargissement de  
la rue Notre-Dame entre la rue McGill et la  
rue Inspecteur, dans les quartiers Sainte-  
Anne et Saint-Antoine, de la dite cité de  
Montréal;

et

Jacob Henry Joseph, de la cité et du district de  
Montréal, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné que la  
requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les  
prix et compensation de l'immeuble acquis par la  
dite requérante par voie d'expropriation forcée,  
et dont la description est comme suit : La partie  
nord-ouest du lot portant le No. 1883 du cadastre  
pour le quartier Sainte-Anne, dans la cité de  
Montréal.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est  
ordonné que, par avis à être inséré deux fois par  
semaine, durant deux semaines, dans deux jour-  
naux publiés, l'un en français et l'autre en anglais  
à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle*  
de Québec, les créanciers soient appelés à pro-  
duire leurs réclamations au greffe de la dite Cour  
Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à  
compter de l'insertion du dit avis dans la dite  
*Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé  
sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

ARTHUR TURCOTTE,

Protonotaire.

Bureau du protonotaire,  
Montréal, 26 août 1890.

3869

Province de Québec, } *Cour Supérieure,—*  
District de Montréal. } *Montréal.*  
No. 390.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requé-  
rante en expropriation pour l'élargissement  
de la rue Notre-Dame, entre les rues McGill  
et Inspecteurs;

et

Isaac Henry Stearns, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné, que la  
requérante a déposé, au greffe de cette Cour,  
les prix et compensation de l'immeuble acquis  
par la dite requérante par voie d'expropriation  
forcée, et dont la description est comme suit :  
La partie nord-ouest du lot portant le No. 1873  
du cadastre pour le quartier Sainte-Anne, de la  
dite cité de Montréal.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est  
ordonné que, par avis à être inséré deux fois par  
semaine, durant deux semaines, dans deux jour-  
naux publiés, l'un en français et l'autre en an-  
glais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Offi-  
cielle de Québec*, les créanciers soient appelés à  
produire leurs réclamations au greffe de la dite  
Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours  
à compter de l'insertion du dit avis dans la dite  
*Gazette Officielle*, à défaut de quoi il sera procédé  
sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

P. M. SAUVALLE,

Député-protonotaire.

Bureau du protonotaire,  
Montréal, 27 août 1890.

3871

Province of Quebec, } *Superior Court.—*  
District of Montreal. } *Montreal.*  
No. 390.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner  
in expropriation for the widening of Notre-  
Dame street, between McGill and Inspector  
streets, in Sainte Ann's and Saint Antoine  
wards of the said city of Montreal;

and

Jacob Henry Joseph, of the city and district of  
Montreal, Indemnitaire.

Public notice is hereby given, that the peti-  
tioner hath deposited, in the office of the protho-  
notary of the said Court, the price and compen-  
sation for the property hereinafter described,  
acquired by said petitioner by forced expropri-  
ation, namely: the piece of land being the  
north-west portion of lot cadastral No. 1883 on  
the official plan and book of reference for the  
Sainte Ann's ward, of the said city of Montreal.

And upon the petition of the said indemni-  
taire, it is ordered that, by a notice to be inserted  
twice a week, during two consecutive weeks, in  
two daily newspapers published in Montreal,  
one in the English and the other in the French  
language, and once in the *Quebec Official Gazette*,  
the creditors be notified and required to signify  
their oppositions and file the same in the office  
of the prothonotary of the said Superior Court,  
at Montreal, within fifteen days from the date  
of the insertion of said notice in the said *Official  
Gazette*, on default whereof, proceedings will be  
had without respect to any rights they may  
have.

ARTHUR TURCOTTE,

Prothonotary.

Prothonotary's Office,  
Montreal, 26th August, 1890.

3870

Province of Quebec, } *Superior Court.—*  
District of Montreal. } *Montreal.*

In the matter of the city of Montreal, Petitioner  
in expropriation for the widening of Notre  
Dame street, between McGill and Inspector  
streets;

and

Isaac Henry Stearns, Indemnitaire.

Public notice is hereby given, that the peti-  
tioner hath deposited, in the office of the protho-  
notary of the said Court, the price and compen-  
sation for the property hereinafter described,  
acquired by said petitioner by forced expropri-  
ation, namely: A piece of land being the north-  
west portion of lot cadastral No. 1873 on the  
official plan and book of reference for the Saint  
Ann's ward of the said city of Montreal.

And upon the petition of the said indemni-  
taire, it is ordered that, by a notice to be inserted  
twice a week, during two consecutive weeks, in  
two daily newspapers published, in Montreal, one  
in the English and the other in the French lan-  
guage, and once in the *Quebec Official Gazette*,  
the creditors be notified and required to signify  
their oppositions and file the same in the office  
of the prothonotary of the said Superior Court,  
at Montreal, within fifteen days from the date  
of the insertion of said notice in the said *Official  
Gazette*, on default whereof, proceedings will be  
had, without respect to any rights they may  
have.

P. M. SAUVALLE,

Deputy prothonotary.

Prothonotary's Office,  
Montreal, 27th August, 1890.

3872

Province de Québec, } *Cour Supérieure.—*  
 District de Montréal. } *Montréal.*  
 No. 345.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation pour l'élargissement de la rue Sainte-Catherine, entre les rues du Havre et Déséry,

et

Dame Margaret Logan, veuve de Richard Lang, et Albert Lang, bourgeois, tous de Montréal, Indemnitaires.

Avis public est par le présent donné, que la requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit : "La partie ouest du lot cadastral No. 140 du quartier d'Hochelaga, en la cité de Montréal, et les résidus du dit lot."

Et sur la requête des dits indemnitaires, il est ordonné que, par avis à être inséré deux fois par semaine durant deux semaines dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

T. POIRIER,  
 Député protonotaire

CRESSÉ & DESCARRIES,  
 Avocats des Indemnitaires.  
 Bureau du protonotaire,  
 Montréal, 27 août 1890.

3911

Province de Québec, } *Cour Supérieure.—*  
 District de Montréal. } *Montréal.*  
 No. 390.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, entre les rues McGill et Inspecteur,

et

Dame Marguerite Deguire dit Larose, de la ville de Saint-Henri, dans le district de Montréal, veuve de feu Gabriel Métayer dit St. Onge, en son vivant du même lieu, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné, que la requérante a déposé, au greffe de cette cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit : La partie nord-ouest du lot cadastral No. 1781 du quartier Sainte-Anne, de la dite cité de Montréal.

Et sur la requête de la dite indemnitaire, il est ordonné que, par avis à être inséré deux fois par semaine durant deux semaines dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera

Province of Quebec, } *Superior Court.—*  
 District of Montreal. } *Montreal.*  
 No. 345.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation for the widening of Sainte Catherine street, between Harbour street and Déséry street,

and

Dame Margaret Logan, widow of Richard Lang, and Albert Lang, gentleman, all of Montreal, Indemnitaires.

Public notice is hereby given, that the petitioner hath deposited, in the office of the prothonotary of the said court, the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner by forced expropriation, namely : "The piece of land being the west portion of the cadastral lot No. 140 of the Hochelaga ward, in the city of Montreal, and the residues of the said lot."

And upon the petition of the said indemnitaires, it is ordered that, by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published, in Montreal, one in the English and the other in the French language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof, proceedings will be had without respect to any rights they may have

T. POIRIER,  
 Deputy prothonotary.

CRESSÉ & DESCARRIES,  
 Attorneys for the Indemnitaires.  
 Prothonotary's Office,  
 Montreal, 27th August, 1890.

3912

Province of Quebec, } *Superior Court.—*  
 District of Montreal. } *Montreal.*  
 No. 390.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation for the widening of Notre-Dame street, between McGill and Inspector streets,

and

Dame Marguerite Deguire dit Larose, of the town of Saint Henry, in the district of Montreal, widow of late Gabriel Métayer dit Saint Onge, in his lifetime of the same place, Indemnitaire.

Public notice is hereby given, that the petitioner hath deposited, in the office of the prothonotary of the said Court, the price and compensation of the property hereinafter described, acquired by said petitioner by forced expropriation, namely : The north-west portion of lot cadastral No. 1781 of Saint Ann's ward, of the said city of Montreal.

And upon the petition of the said indemnitaire, it is ordered that by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published, in Montreal, one in the English and the other in the French language, and in once in the "*Quebec Official Gazette*", the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within fifteen days

procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

D. MESSIER,  
Député protonotaire.

CRESSÉ & DESCARRIÈRES,  
Avocats de l'Indemnitaire.  
Bureau du protonotaire.  
Montréal, 25 août 1890. 3901

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*—  
District de Montréal. } *Montréal.*  
No. 390.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requé-  
rante en expropriation pour l'élargissement de  
la rue Notre-Dame, entre la rue McGill et la  
rue Inspecteur, dans les quartiers Sainte-  
Anne et Saint-Antoine, de la dite cité de  
Montréal;

et

Hollis Shorey, marchand, des cité et district de  
Montréal, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné, que la  
requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les  
prix et compensation de l'immeuble acquis par la  
dite requérante par voie d'expropriation forcée,  
et dont la description est comme suit : La partie  
nord-ouest du lot portant le No. 1882 du  
cadastre pour le quartier Sainte-Anne, dans la  
cité de Montréal.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est  
ordonné que, par avis à être inséré deux fois par  
semaine durant deux semaines dans deux jour-  
naux publiés, l'un en français et l'autre en anglais,  
à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle*  
de Québec, les créanciers soient appelés à pro-  
duire leurs réclamations au greffe de la dite  
Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours  
à compter de l'insertion du dit avis dans la dite  
*Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé  
sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

D. MESSIER,  
Député protonotaire.

CRESSÉ & DESCARRIÈRES,  
Avocats de l'Indemnitaire.  
Bureau du protonotaire,  
Montréal, 25 août 1890. 3903

Province de Québec, } *Cour Supérieure* —  
District de Montréal. } *Montréal.*  
No. 390.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requé-  
rante en expropriation pour l'élargissement de  
la rue Notre-Dame, entre les rues McGill et  
Inspecteur,

et

Herman H. Forrance, Sanford K. Forrance,  
gentilhomme, et Dame Sarah C. Forrance,  
veuve de feu R. S. Fisk, tous trois de Keese-  
ville, dans les États-Unis d'Amérique,  
Indemnitaires.

Avis public est par le présent donné que la  
requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les  
prix et compensation de l'immeuble acquis par  
la dite Requérente par voie d'expropriation for-  
cée, et dont la description est comme suit : La

from the date of the insertion of said notice in  
the said *Official Gazette*, on default whereof, pro-  
ceedings will be had without respect to any  
rights they may have.

D. MESSIER,  
Deputy prothonotary.

CRESSÉ & DESCARRIÈRES,  
Attorneys for the Indemnitaires.  
Prothonotary's Office,  
Montreal, 25th August, 1890. 3902

Province of Quebec, } *Superior Court.*—  
District of Montreal. } *Montreal.*  
No. 390.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner  
in expropriation for the widening of Notre  
Dame street, from McGill street to Inspector  
street, in Sainte Anne and Saint Antoine  
wards, of the said city of Montreal ;  
and

Hollis Shorey, merchant, of the city and district  
of Montreal, Indemnitaire.

Public notice is hereby given that, the peti-  
tioner hath deposited, in the office of the protho-  
notary of the said Court, the price and compen-  
sation for the property hereinafter described,  
acquired by said petitioner by forced expro-  
priation, namely : A piece of land being a part  
of lot and northwestern portion of lot cadastral  
No. 1882 on the official plan and book of refe-  
rence for the Saint Ann's ward, of the city of  
Montreal.

And upon the petition of the said indemni-  
taire, it is ordered that, by a notice to be inserted  
twice a week, during two consecutive weeks, in  
two daily newspapers published, in Montreal,  
one in the English and the other in the French  
language, and once in the *Quebec Official Gazette*,  
the creditors be notified and required to signify  
their oppositions and file the same in the office  
of the prothonotary of the said Superior Court,  
at Montreal, within fifteen days from the date  
of the insertion of said notice in the said *Official*  
*Gazette*, on default whereof, proceedings will be  
had without respect to any rights they may  
have.

D. MESSIER,  
Deputy prothonotary.

CRESSÉ & DESCARRIÈRES,  
Attorneys for the Indemnitaire.  
Prothonotary's Office,  
Montreal, 25th August, 1890. 3904

Province of Quebec, } *Superior Court* —  
District of Montreal. } *Montreal.*  
No. 390.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner  
in expropriation for the widening of Notre  
Dame street, between McGill and Inspector  
street ;

and

Herman H. Forrance, Sanford K. Forrance,  
gentlemen, and Dame Sarah C. Forrance,  
widow of late R. S. Fisk, all three of Keese-  
ville, in the United States of America,  
Indemnitaires.

Public notice is hereby given, that the peti-  
tioner hath deposited, in the office of the protho-  
notary of said Court, the price and compensa-  
tion of the property hereinafter described, ac-  
quired by the said petitioner by forced expro-

partie nord-ouest du lot No. 1901 aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Anne, de la dite cité de Montréal.

Et sur la requête des dits indemnitaires, il est ordonné que, par avis à être inséré deux fois par semaine durant deux semaines dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

T. POIRIER,  
Député protonotaire.

CRESSÉ & DESCARRIES,  
Avocats des Indemnitaires.  
Bureau du protonotaire,  
Montréal, 25 août 1890. 3913

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*—  
District de Montréal. } *Montréal.*  
No. 390.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requé-  
rante en expropriation pour l'élargissement de  
la rue Notre-Dame, entre la rue McGill et la  
rue des Inspecteurs, dans les quartiers Sainte-  
Anne et Saint-Antoine, de la dite cité de  
Montréal,

et

L'honorable James McShane, l'un des membres  
de l'Assemblée Législative pour la province  
de Québec, et Dame Joséphine Miron, sa  
femme séparée de biens, tous deux de la cité  
et du district de Montréal, Indemnitaires.

Avis public est par le présent donné, que la  
requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les  
prix et compensation de l'immeuble acquis par  
la dite requérante par voie d'expropriation for-  
cée, et dont la description est comme suit : La  
partie nord-ouest du lot portant le No. 1787 du  
cadastre pour le quartier Sainte-Anne, de la dite  
cité de Montréal;

Et sur la requête des dits indemnitaires, il est  
ordonné que par avis à être inséré deux fois par  
semaine, durant deux semaines, dans deux jour-  
naux publiés, l'un en français et l'autre en  
anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette  
Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés  
à produire leurs réclamations au greffe de la  
dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze  
jours à compter de l'insertion du dit avis dans la  
dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera  
procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y  
avoir.

ARTHUR TURCOTTE,  
Protonotaire.

Bureau du protonotaire,  
Montréal, 26 août 1890. 3939

priator, namely : The north-west portion of lot  
cadastral No. 1901 on the official plan and book  
of reference for Saint Ann's ward of the said  
city of Montreal.

And upon the petition of said *indemnitaires*,  
it is ordered that, by a notice to be inserted  
twice a week, during two consecutive weeks, in  
two daily newspapers published, in Montreal, one  
in the English and the other in the French lan-  
guage, and once in the *Quebec Official Gazette*,  
the creditors be notified and required to signify  
their oppositions and file the same in the office  
of the prothonotary of said Superior Court, at  
Montreal, within fifteen days from the date of  
the insertion of said notice in the said *Official  
Gazette*, on default whereof, proceeding will be  
had without respect to any rights they may  
have.

T. POIRIER,  
Deputy prothonotary.

CRESSÉ & DESCARRIES,  
Attorneys for the *Indemnitaires*.  
Prothonotary's Office.  
Montreal, 25th August, 1890. 3914

Province of Quebec, } *Superior Court.*—  
District of Montréal. } *Montreal.*  
No. 390.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner  
in expropriation for the widening of Notre  
Dame street, between McGill and Inspector  
streets, in the Sainte Anne and Saint Antoine  
wards, of the said city of Montreal;

and

The Honorable James McShane, one of the  
members of the Legislative Assembly for the  
Province of Quebec, and Dame Joséphine  
Miron, his wife from him separated as to  
property, both of the city and district of  
Montreal, *Indemnitaires*.

Public notice is hereby given, that the peti-  
tioner hath deposited, in the office of the protho-  
notary of the said Court, the price and compen-  
sation for the property hereinafter described,  
acquired by said petitioner by forced expropria-  
tion, namely : A piece of land being the north-  
west portion of lot cadastral No. 1787 on the  
official plan and book of reference for the Sainte  
Ann's ward, of the said city of Montreal.

And upon the petition of the said *indemni-  
taires*, it is ordered that, by a notice to be in-  
serted twice a week, during two consecutive  
weeks, in two daily newspapers published, in  
Montreal, one in the English and the other in  
the French language, and once in the *Quebec  
Official Gazette*, the creditors be notified and  
required to signify their oppositions and file the  
same in the office of the prothonotary of the  
Superior Court, at Montreal, within fifteen days  
from the date of the insertion of said notice in  
the said *Official Gazette*, on default whereof, pro-  
ceedings will be had without respect to any  
rights they may have.

ARTHUR TURCOTTE,  
Prothonotary.

Prothonotary's Office.  
Montreal, 26th August, 1890. 3940

Province de Québec, } *Cour Supérieure.—*  
 District de Montréal. } *Montréal.*  
 No. 390.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requé-  
 rante en expropriation pour l'élargissement de  
 la rue Notre-Dame, entre la rue McGill et la  
 rue des Inspecteurs, dans les quartiers Sainte-  
 Anne et Saint-Antoine, de la dite cité de  
 Montréal;

et

Dennis Barry, magistrat de district, de la cité et  
 du district de Montréal, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné, que la  
 requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les  
 prix et compensation de l'immeuble acquis par  
 la dite requérante par voie d'expropriation forcée,  
 et dont la description est comme suit : La partie  
 nord ouest du lot portant le No. 1788 du cadas-  
 tre pour le quartier Sainte-Anne, de la dite cité  
 de Montréal.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est  
 ordonné que, par avis à être inséré deux fois par  
 semaine, durant deux semaines, dans deux jour-  
 naux publiés, l'un en français et l'autre en anglais  
 à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle*  
 de Québec, les créanciers soient appelés à pro-  
 duire leurs réclamations au Greffe de la dite  
 Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours  
 à compter de l'insertion du dit avis dans la dite  
*Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé  
 sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

P. M. SAUVALLE,  
 Député-Protonotaire.

Bureau du Protonotaire.  
 Montréal, 26 août 1890. 3935

Province de Québec, } *Cour Supérieure.—*  
 District de Montréal. } *Montréal.*  
 No. 390.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requé-  
 rante en expropriation pour l'élargissement de  
 la rue Notre-Dame, entre la rue McGill et la  
 rue des Inspecteurs, dans les quartiers Sainte-  
 Anne et Saint-Antoine, de la cité de Mont-  
 réal ;

et

Dame Ellen McShane, épouse séparée de biens  
 de Michael J. Dunn, avocat, tous deux de la  
 ville de Chicago, dans l'Etat de l'Illinois, l'un  
 des Etats-Unis d'Amérique,

Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné que, la  
 requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les  
 prix et compensation de l'immeuble acquis par  
 la dite requérante par voie d'expropriation for-  
 cée, et dont la description est comme suit :

1° La partie nord-ouest du lot portant le No.  
 1787 du cadastre pour le quartier Sainte-Anne,  
 dans la cité de Montréal ;

2° Un morceau de terrain étant résidue, après  
 expropriation, de la partie du lot No. 1787 du  
 cadastre pour le quartier Sainte-Anne, dans la  
 dite cité de Montréal ;

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est  
 ordonné que, par avis à être inséré deux fois par

Province of Quebec, } *Superior Court.—*  
 District of Montreal. } *Montreal.*  
 No. 390.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner  
 in expropriation for the widening of Notre-  
 Dame street, between McGill and Inspector  
 streets, in the Sainte Anne and Saint Antoine  
 wards of the said city of Montreal :

and

Dennis Barry, district magistrate, of the city and  
 district of Montreal, Indemnitaire.

Public notice is hereby given, that the peti-  
 tioner hath deposited, in the office of the protho-  
 notary of the said Court, the price and compen-  
 sation for the property hereinafter described,  
 acquired by said petitioner by forced expro-  
 priation, namely : A piece of land being the  
 north-west portion of lot cadastral No. 1788 on  
 the official plan and book of reference for the  
 Saint Ann's ward, of the said city of Montreal.

And upon the petition of the said indemni-  
 taire, it is ordered that, by a notice to be inserted  
 twice a week, during two consecutive weeks, in  
 two daily newspapers published, in Montreal,  
 one in the English and the other in the French  
 language, and once in the *Quebec Official Gazette*,  
 the creditors be notified and required to signify  
 their oppositions and file the same in the office  
 of the prothonotary of the Superior Court, at  
 Montreal, within fifteen days from the date of  
 the insertion of said notice in the said *Official*  
*Gazette*, on default whereof, proceeding will be  
 had, without respect to any rights they may  
 have.

P. M. SAUVALLE,  
 Deputy-prothonotary.

Prothonotary's Office.  
 Montreal, 26th August, 1890, 3836

Province of Quebec, } *Superior Court.—*  
 District of Montreal. } *Montreal.*  
 No. 390.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner  
 in expropriation for the widening of Notre-  
 Dame street between McGill and Inspector  
 streets, in the Saint Ann and Saint Antoine  
 wards, of the said city of Montreal ;

and

Dame Ellen McShane, wife separated as to  
 property of Michael J. Dunn, advocate, of the  
 town of Chicago, in the state of Illinois, one  
 of the United States of America,

Indemnitaire.

Public notice is hereby given, that the peti-  
 tioner hath deposited, in the office of the protho-  
 notary of the said Court, the price and compen-  
 sation for the property hereinafter described,  
 acquired by said petitioner, by forced expro-  
 priation, namely :

1° A piece of land being the north-west  
 portion of lot cadastral No. 1787 on the official  
 plan and book of reference for Saint Ann's  
 ward, of the said city of Montreal ;

2° A piece of land being, after the expro-  
 priation, the residue of a portion of lot cadastral  
 No. 1787 on the official plan and book of  
 reference for the Saint Ann's ward, of the said  
 city of Montreal ;

And upon the petition of the said indemni-  
 taire, it is ordered that, by a notice to be inserted

semaine, durant deux semaines, dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la "*Gazette Officielle de Québec*," les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

ARTHUR TURCOTTE,  
Prothonotaire.

Bureau du prothonotaire,  
Montréal, 26 août 1890. 3937

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.—Montréal.*  
No. 346.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation sur la rue Sainte-Catherine, entre les rues du Havre et Déséry ;  
et

John Bombray, entrepreneur, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné, que la requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit : No 139 des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, maintenant le quartier Hochelaga, dans la cité de Montréal.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que, par avis à être inséré deux fois par semaine, durant deux semaines, dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

D. MESSIER,  
Député-prothonotaire.

JULES ALLARD,  
Avocat du Requérant.  
Bureau du prothonotaire,  
Montréal, 25 août 1890. 3851

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.—Montréal.*  
No. 346.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation sur la rue Sainte-Catherine, entre les rues du Havre et Déséry ;  
et

Ferdinand Dagenais, menuisier, des cité et district de Montréal, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné, que la requérante a déposé, au greffe de cette Cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit :

Un morceau de terrain étant une partie de la partie nord-ouest du lot cadastral No. 83 des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, maintenant le quartier d'Hochelaga, dans la cité de Montréal.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que, par avis à être inséré deux fois par semaine, durant deux semaines, dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion

twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published, in Montreal, one in the English and the other in the French language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof, proceedings will be had without respect to any rights they may have.

ARTHUR TURCOTTE,  
Prothonotaire.

Prothonotary's Office,  
Montreal, 26th August, 1890. 390

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.—Montreal.*  
No. 346.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation in Sainte Catherine street, between Harbour and Déséry streets ;  
and

John Bombray, of the town of Maisonneuve, district of Montreal, contractor, Indemnitaire.

Public notice is hereby given, that the petitioner hath deposited, in the office of the prothonotary of the said Court, the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner by forced expropriation, namely : No. 139 of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, now the Hochelaga ward, in the city of Montreal.

And upon the petition of the said indemnitaire, it is ordered that, by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published, in Montreal, one in the English and the other in the French language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof, proceedings will be had without respect to any rights they may have.

D. MESSIER,  
Deputy prothonotary.

JULES ALLARD,  
Atty. for Petitioner.  
Prothonotary's Office,  
Montreal, 25th August, 1890. 3852

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.—Montreal.*  
No. 346.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation in Sainte Catherine street, between Harbour and Déséry streets ;  
and

Ferdinand Dagenais, of the city and district of Montreal, joiner, Indemnitaire.

Public notice is hereby given, that the petitioner hath deposited, in the office of the prothonotary of the said Court, the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner, by forced expropriation namely :

A piece of land being a part of the north-west portion of lot cadastral No. 83 of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, now the Hochelaga ward, in the city of Montreal.

And upon the petition of the said indemnitaire, it is ordered that, by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published, in Montreal, one in the English and the other in the French language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary

du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi, il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

D. MESSIER,  
Député protonotaire,

JULES ALLARD,  
Avocat de l'Indemnitaire.  
Bureau du protonotaire,  
Montréal, 25 août 1890.

3849

### Ventes par le Sherif—Arthabaska

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant le quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-Hyacinthe.  
Arthabaska, à savoir : } **ABRAHAM LABOS**,  
No. 920. } **ASIERE**, ès-qualité,  
Demandeur; contre **ALEXANDRE ALIAS ALEXIS GENDRON**, Défendeur.

1° Le lot de terre numéro deux cent trente-six (236), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska—avec maison et autres bâtisses y érigées.

2° Le lot numéro trois cent douze (312), du cadastre officiel de Victoriaville—circonstances et dépendances.

3° Les numéros trois cent quatre-vingt-dix-huit et trois cent quatre-vingt-dix-neuf (398 et 399), du cadastre officiel de Victoriaville—avec maison et autres bâtisses y érigées.

4° Une terre connue sous le numéro quatre cent cinquante-trois (453), du cadastre officiel de Victoriaville—avec maison et autres bâtisses y érigées.

5° Une terre connue sous le numéro quatre cent cinquante-quatre (454), du cadastre officiel de Victoriaville—avec une grange y érigée.

Pour être vendus, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire, le TREIZIEME jour, de SEPTEMBRE prochain à DEUX heures de l'après-midi. Le bref rapportable le vingt-cinquième jour de septembre prochain.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 11 juillet 1890. 3107 2  
[Première publication, 12 juillet 1890.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.  
Arthabaska, à savoir : } **CAMILLE GELINAS**,  
No. 65. } **CHAMILLE**, Demandeur; contre  
**XAVIER CHAMPAGNE**, Défendeur.

Une terre formant partie du lot de terre numéro trois du sixième rang du canton de Horton, contenant quarante-cinq acres en superficie; borné en front à la branche sud-ouest de la rivière Nicolet, en profondeur aux lots de l'augmentation du dit canton de Horton, au nord à Luc Champagne, et au sud à William Cyr, maintenant connue comme étant le numéro deux cent quarante-huit (248), du cadastre

of the said Superior Court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the *Official Gazette*, on default whereof, proceedings will be had without respect to any rights they may have.

D. MESSIER,  
Deputy prothonotary.

JULES ALLARD,  
Attorney for the Indemnitaire.  
Prothonotary's Office,  
Montreal, 25th August, 1890.

3850

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale: oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint-Hyacinthe.  
Arthabaska, to wit : } **ABRAHAM LABOS**,  
No. 920. } **ASIERE**, ès-qualité,  
Plaintiff; against **ALEXANDRE ALIAS ALEXIS GENDRON**, Defendant.

1° Lot of land number two hundred and thirty six (236), of the official cadastre for the parish of Saint Norbert d'Arthabaska—with a house and other buildings thereon erected.

2° Lot number three hundred and twelve (312), of the official cadastre for Victoriaville—circumstances and dependencies.

3° Numbers three hundred and ninety-eight and three hundred and ninety-nine (398 and 399), of the official cadastre for Victoriaville—with a house and other buildings thereon erected.

4° A piece of land known as number four hundred and fifty-three (453), of the official cadastre for Victoriaville—with a house and other buildings thereon erected.

5° A piece of land known as number four hundred and fifty-four (454), of the official cadastre for Victoriaville—with a barn thereon erected.

To be sold, at the parochial church door of Sainte Victoire, on the THIRTEENTH day, of SEPTEMBER next at TWO o'clock in the afternoon. The writ returnable on the twenty-fifth day of September next.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.  
Arthabaskaville, 11th July, 1890. 3108  
[First published, 12th July, 1890.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.  
Arthabaska, to wit : } **CAMILLE GELINAS**,  
No. 65. } **CHAMILLE**, Plaintiff; against  
**XAVIER CHAMPAGNE**, Defendant.

A land forming part of the lot of land number three, in the sixth range of the township of Horton, containing forty-five acres in superficies; bounded in front by the south-westerly branch of the Nicolet River, in depth by the lots of the augmentation of said township of Horton, northerly by Luc Champagne, and southerly by William Cyr, now known as being number two hundred and forty-eight (248),

officiel du dit canton de Horton—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Clotilde de Horton, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1890, à MIDI. Le dit bref rapportable le treizième jour de septembre prochain 1890.

P. L. O. MILOT,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, 5 juillet 1890. 3015 3  
[Première publication, 5 juillet 1890.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District de Beauce.*

Arthabaska, à savoir : } JEAN BILOBEAU,  
No. 37. } écuyer, Deman-  
deur ; contre PIERRE FORTIER, fils de Joseph, Défendeur.

La moitié sud-ouest du lot de terre numéro neuf du troisième rang du canton de Thetford—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre de Broughton, le TROISIEME jour d'OCTOBRE prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour d'octobre prochain.

P. L. O. MILOT,  
Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Arthabaskaville, le 1er août 1890. 3323 2  
[Première publication, 2 août 1890.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } P. E. CREPEAU, écr.  
No. 64. } L. avocat, conseil de la  
Reine, Demandeur ; contre JOSEPH CHAMPAGNE, fils de Joseph, Défendeur.

Une terre faisant partie des lots numéro neuf, dix et onze du deuxième rang du canton de Horton, étant le numéro cinquante sept (57) du cadastre officiel du canton de Horton, avec maison et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sainte-Clotilde de Horton, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain à MIDI. Le bref rapportable le treizième jour de septembre prochain.

P. L. TOUSIGNANT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 5 juillet 1890. 3017 3  
[Première publication, 5 juillet 1890.]

### Ventes par le Shérif—Beauce

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les **ATERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS.

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } MATHEW MOODY ET  
No. 1815. } HENRY MOODY, tous  
deux de la ville de Terrebonne, manufacturiers d'instruments agricoles, faisant affaires en société comme tels, à Terrebonne, sous les nom et raison de Mathew Moody & Sons, Demandeurs ; contre THOMAS

of the official cadastre for the said township of Horton—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Clotilde de Horton, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, 1890, at noon. The said writ returnable on the thirteenth day of September next, 1890.

P. L. O. MILOT,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 5th July, 1890. 3016  
[First published, 5th July, 1890.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Beauce.*

Arthabaska, to wit : } JEAN BILOBEAU, Es-  
No. 37. } quire, Plaintiff ; against  
PIERRE FORTIER, son of Joseph, Defendant.

The south-west half of the lot of land number nine, in the third range of the township of Thetford—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Pierre de Broughton, on the THIRD day of OCTOBER next, at NINE o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the tenth day of October next.

P. L. O. MILOT,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 1st August, 1890. 3324  
[First published, 2nd August, 1890.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } P. E. CREPEAU, esq.,  
No. 64. } L. advocate and Queen's  
Council, Plaintiff ; against JOSEPH CHAMPAGNE  
fils de Joseph, Defendant.

A piece of land forming part of lots numbers nine, ten and eleven in the second range of the township of Horton, being number fifty-seven (57) of the official cadastre for said township of Horton—with a house and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Clotilde de Horton, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at NOON. Writ returnable on the thirteenth day of September next.

P. L. TOUSIGNANT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaskaville, 5th July, 1890. 3018  
[First published, 5th July, 1890.]

### Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS.

*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } MATTHEW MOODY AND  
No. 1815. } HENRY MOODY, both  
of the town of Terrebonne, in the county of Terrebonne, manufacturers of agricultural implements, doing business in partnership as such, at Terrebonne, under the name and style of Matthew Moody &

GRONDIN, de la paroisse de Sainte-Marie, en le comté de Beauce, Défendeur, savoir :

1<sup>er</sup> Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Marie, au premier rang nord-est de la rivière Chaudière, en le comté de Beauce, de la contenance de six mille sept cent cinquante pieds en superficie, porté aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de Sainte-Marie de la Beauce, sous le numéro deux cent soixante et dix-neuf (279)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2<sup>e</sup> Un lot de terre de forme irrégulière, situé en la paroisse de Sainte-Marie, au premier rang nord-est de la rivière Chaudière, en le comté de Beauce, formant en superficie la contenance de mille quatre cent trente pieds, porté aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de Sainte-Marie de la Beauce, sous le numéro deux cent quatre-vingt-un (281)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de la Beauce, le SIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-septième jour de novembre prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Joseph Beauce, 25 août 1890. 3797  
[Première publication, 30 août 1890.]

#### FIERI FACIAS.

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } JEAN-BAPTISTE LACROIX,  
No. 1858. } marchand, de la paroisse de  
Saint-Elzéar, district de Beauce, Demandeur ; vs. FERDINAND GREGOIRE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Elzéar, dit district, Défendeur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Elzéar, district de Beauce, en la concession Saint-Olivier, de la contenance de trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée sous le numéro deux cent quatre-vingt-seize (296) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Saint-Elzéar—avec les bâtisses sus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elzéar, le NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le huitième jour d'octobre prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 2 juillet 1890. 3011 3  
[Première publication, 5 juillet 1890.]

#### Ventes par le Shérif—Beauharnois

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

Sons, Plaintiffs ; against THOMAS GRONDIN, of the parish of Sainte Marie, county of Beauce, Defendant, to wit :

1<sup>st</sup> A lot of land situate in the parish of Sainte Marie, on the first range north-east side of the Chaudière river, in the county of Beauce, containing six thousand seven hundred and fifty feet in superficies, entered on the official plan and in the book of reference of the official cadastre for Sainte Marie of Beauce, under number two hundred and seventy-nine (279)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2<sup>d</sup> A lot of land of irregular outline, situate in the parish of Sainte Marie, on the first range north-east side of the Chaudière river, in the county of Beauce, containing in superficies one thousand four hundred and thirty feet, entered on the official plan and in the book of reference of the official cadastre for Sainte Marie of Beauce, under number two hundred and eighty-one (281)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie of Beauce, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventeenth day of November next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Joseph Beauce, 25th August, 1890. 3798  
[First published, 30th August, 1890.]

#### FIERI FACIAS.

*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } JEAN BAPTISTE LACROIX,  
No. 1858. } merchant, of the parish of Saint  
Elzéar, district of Beauce, Plaintiff ; vs. FERDINAND GREGOIRE, farmer, of the said parish of Saint Elzéar, said district, Defendant, to wit :

A land situate in the parish of Saint Elzéar, district of Beauce, in the concession Saint Olivier, containing three arpents in front, by thirty arpent, in depth, more or less, known and designated under number two hundred and ninety-six (296) on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the said parish of Saint Elzéar—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish Saint Elzéar, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighth day of October next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Joseph Beauce, 2nd July 1890. 3012  
[First published, 5th July, 1890.]

#### Sheriff's Sales—Beauharnois

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

## WARRANT DE CURATEUR.

Province de Québec, }  
District de Beauharnois. } **MAGLOIRE BON-**  
et **AMBROISE L. KENT & ALPH. TURCOTTE,**  
Curateurs conjoints.

Un lot de terre ou emplacement, dans la paroisse de Saint-Etienne de Beauharnois, étant la partie nord-est du No. 121 des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Etienne; borné comme suit: au sud-est par le chemin public, au nord-est par le No. 122, au sud-ouest par la balance du No. 121, au nord-ouest par le No. 123; contenant soixante et neuf pieds de front par six perches et six pieds de profondeur, mesure française—avec une maison, boutique, remise et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Etienne de Beauharnois, VENDREDI, le TROISIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 29 juillet 1890. 3325 2  
[Première publication, 2 août 1890.]

## Ventes par le Shérif—Bedford

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit dans et pour le comté de Brome.—  
District de Bedford.

Province de Québec, }  
District de Bedford. } **HONORE DEXTRA-**  
No. 3469. } **DEUR, JR.,** ci-devant  
commerçant dans le canton de Brome, dans le comté de Brome, maintenant commis et commerçant du village de Shefford-Ouest, dans le dit district de Bedford, Demandeur; contre les terres et tenements de **SAMUEL A. BOOTH**, des canton et comté de Brome, dans le district de Bedford, Défendeur.

Ce certain morceau de terre connu sur le plan du cadastre et au livre de renvoi du canton de Brome, sous le numéro huit cent soixante et deux (862), étant partie du lot numéro vingt-six dans le septième rang du canton de Brome, (arpentage primitif) et comté de Brome et district de Bedford. Le dit morceau de terre contenant trois (3) acres en superficie, plus ou moins—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François Xavier de Shefford, dans le village de Shefford-Ouest, le VINGT-QUATRIEME jour d'octobre prochain 1890, à HUIT heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour d'octobre prochain 1890.

CHAS. S. COTTON,

Bureau Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 29 juillet 1890. 3331 2  
[Première publication, 2 août 1890.]

## CURATOR'S WARRANT.

Province of Quebec, }  
District of Beauharnois. } **MAGLOIRE BON-**  
and **AMBROISE L. KENT & ALPH. TUR-**  
**COTTE,** joint curators.

A lot of land or emplacement, in the parish of Saint Etienne of Beauharnois, being the north-east part of No. 121, on the official plan and in the book of reference for the said parish of Saint Etienne; bounded as follows; to the south-east by the public road, to the north-east by the No. 122, to the south-west by the remainder of No. 121, to the north-west by the No. 123; containing sixty-nine feet in front by six perches and six feet in depth, french measure—with a house, shop, shed and others buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Etienne of Beauharnois, on FRIDAY the THIRD day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 29th July, 1890. 3326  
[First published, 2nd August, 1890.]

## Sheriff's Sales—Bedford

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court in and for the county of Brome.—  
District of Bedford.

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } **HONORE DEXTRA-**  
No. 3469. } **DEUR, JR.,** formerly  
trader, in the township of Brome, in the county of Brome, and now clerk and trader, of the village of West Shefford, in said district of Bedford, Plaintiff; against the lands and tenements of **SAMUEL A. BOOTH**, of the township and county of Brome, in the district of Bedford, Defendant.

That certain piece of land known on the cadastral plan and book of reference of the township of Brome, as number eight hundred and sixty-two (862), being part of lot number twenty-six in the seventh range of the township of Brome, (primitive survey) and county of Brome and district of Bedford. Said piece of land containing three (3) acres in superficies, more or less—with all the improvements thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint François Xavier de Shefford, in the village of West Shefford, on the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER next, 1890, at the hour of EIGHT of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the thirtieth day of October next, 1890.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 29th July, 1890. 3332  
[First published, 2nd August, 1890.]

## Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Court de Circuit.*

Kamouraska, à savoir: **REGENT FORTIN**, No. 9887. **RE** marchand, de la paroisse de Saint-Alexandre, Demandeur; contre **BRUNO DUMONT**, cultivateur, du même lieu, Défendeur, c'est à savoir:

1° Un circuit de terre sis et situé sur le quatrième rang de la paroisse de Saint-Alexandre, de deux arpents de front sur cinq arpents de profondeur, et portant le numéro quatre cent quatre-vingt-quinze (495) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la paroisse de Saint-Alexandre.

2° Une terre située dans le cinquième rang de la dite paroisse de Saint-Alexandre, de deux arpents de terre de front sur trente et un arpents de profondeur, et portant le numéro sept cent trente et un (731) du même cadastre; à charge sur ce dernier lot, par l'acquéreur de payer et fournir à Thadée Landril, rentier, de Saint-Alexandre, la rente annuelle, soins et servitudes auxquels il a droit en vertu de sa donation à Johny Levasseur.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexandre, **VENDREDI**, le **TRENTE-UNIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures avant-midi. Bref rapportable le dix novembre aussi prochain.

**F. A. SIROIS,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 26 août 1890. 3863  
[Première publication, 30 août 1890.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civil du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

**FIERI FACIAS.***District de Montréal.*

Montréal, à savoir: **LE CREDIT FONCIER** No. 308. **LE** **FRANCO-CANADIEN**, corps politique et incorporé, ayant son

## Sheriff's Sales—Kamouraska

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Circuit Court.*

Kamouraska to wit: **REGENT FORTIN**, merchant, of the parish of Saint-Alexandre, Plaintiff; against **BRUNO DUMONT**, farmer, of the same place, Defendant, to wit:

1° A tract of land lying and situate on the fourth range of the parish Saint-Alexandre, of two arpents in front by five arpents in depth, bearing number four hundred and ninety-five (495), on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the parish of Saint-Alexandre.

2° A land situate in the fifth range of the said parish of Saint-Alexandre, of two arpents in front by thirty-one arpents in depth, and bearing number seven hundred and thirty-one (731) of the same cadastre, subject the purchaser to the charge on this last lot, to pay and furnish to Thadée Landril, gentleman, of Saint-Alexandre, the annual rent, care and servitude, due to him in virtue of his deed of donation to Johny Levasseur.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Alexandre, on **FRIDAY**, the **THIRTY-FIRST** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. Writ returnable on the tenth of November also next.

**F. A. SIROIS,**

Sheriff's Office, Shérif.  
Fraserville, 26th August, 1890. 3864  
[First published, 30th August, 1890.]

## Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS.***District of Montreal.*

Montreal, to wit: **LE CREDIT FONCIER** No. 308. **LE** **FRANCO-CANADIEN**, a body politic and corporate, having its chief

principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres de TOUSSAINT ODILON ALLAIRE, en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament de feu Dame Aurélie Beaudry, en son vivant de la cité de Montréal, veuve de feu François Guenette, en son vivant, forgeron, du même lieu, Demoiselle Malvina Guenette, fille majeure et usant de ses droits, Alfred Guenette, agent, Henri Paul Labelle, en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, Laura et Angélique Labelle, Dame Martha Guenette, veuve de feu Sieur Urgèle Renaud, en son vivant, de la cité de Montréal, tous de la dite cité de Montréal, district de Montréal, Dame Marie Louise Guenette, épouse de Joseph Achille Periard, de la ville d'Ottawa, dans la province d'Ontario, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse, la Révérende Sœur Delphine Guenette, à l'hospice d'Youville, division de Saint-Albert, district d'Alberta, dans les territoires du Nord-Ouest, fille majeure et usant de ses droits, et François alias Frank Guenette, de Yoka, comté de Siskyou, dans l'Etat de Californie, l'un des Etats-Unis d'Amérique, Défendeurs.

Saisie comme appartenant aux dits défendeurs héritiers, au terme du testament de feu Aurélie Beaudry, reçu devant Maître J. E. O. Labadie, notaire, à Montréal, le trente et un de mai 1867. Sur chacun d'eux un septième indivis de la moitié indivise de l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement situé en la cité de Montréal, de la contenance de quarante pieds de front sur quatre-vingt-sept pieds de profondeur, le tout plus ou moins ; borné en front par la rue Dorchester—avec une maison en brique à deux côtés et à trois étages, et autres bâtisses sus-érigées ; le dit emplacement est désigné comme étant le lot numéro trois cent quarante-deux (No. 342), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente et unième jour d'octobre prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 27 août 1890. 3875  
[Première publication, 30 août 1890.]

#### FIERI FACIAS

District de Montreal.

Montréal, à savoir : } THOMAS H. LOVE, gé-  
No. 2293. } rant de la Montreal Steam  
Laundry Company, de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de JAMES McVEY, propriétaire d'écuries de louage, de Montréal, Défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Antoine de la cité de Montréal, composé des parties de lots suivants, et étant :

1° Tout ce morceau de terre situé dans le quartier Saint-Antoine, et étant la partie sud-est du lot de terre portant le numéro treize cent soixante-et-six (1366) aux plan et livre de renvoi du cadastre du dit quartier, le dit morceau de terre étant borné comme suit : en front, au sud-ouest, par une ruelle, en arrière par la propriété connue comme la propriété des Bains Turcs, étant partie du lot numéro treize cent soixante-et-sept (1367), du côté sud-est par une autre partie du dit lot numéro treize cent soixante-et-sept (1367), appartenant au dit James

office and place of business, in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands of TOUSSAINT ODILON ALLAIRE, in his quality of curator to the substitution created by the testament of the late Dame Aurelie Beaudry, in her lifetime, of the city of Montreal, widow of the late François Guenette, in his lifetime, blacksmith, of the same place, Demoiselle Malvina Guenette, spinster and using of her rights, Alfred Guenette, agent, Henri Paul Labelle, in his quality of tutor to his minor children, Laura and Angélique Labelle, Dame Martha Guenette, widow of the late Sieur Urgèle Renaud, in his lifetime of the city of Montreal, all of the city of Montreal, district of Montreal, Dame Marie Louise Guenette, wife of Joseph Achille Periard, of the town of Ottawa, in the province of Ontario, and this last to authorize his said wife ; the Révérende Sœur Delphine Guenette, of l'Hospice d'Youville, Saint Albert division, district of Alberta, in the North-West territories, spinster and using of her rights, and François alias Frank Guenette, of Yoka, county of Siskyou, in the California State, one of United States of America, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants heirs, in virtue of the testament of the late Aurelie Beaudry ; passed before Maître J. E. O. Labadie, notary, at Montreal, on the thirty-first day of May, 1867. The undivided seventh of the undivided half against each of them of the following immoveable, to wit :

An emplacement situate in the city of Montreal, containing forty feet in front, by eighty-seven feet in depth, the whole, more or less ; bounded in front by Dorchester street—with a three story house two sides encased with bricks and others buildings thereon erected, the said emplacement is designated and known as being lot number three hundred and forty-two (No. 342), on the official plan and in the book of reference of Saint Louis ward, of the city of Montreal.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of October next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 27th August, 1890. 3876  
[First published, 30th August, 1890.]

#### FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } THOMAS H. LOVE, mana-  
No. 2293. } ger of the Montreal Steam  
Laundry Company of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of JAMES McVEY, proprietor of livery stables, of Montreal, Defendant.

An emplacement situate in the Saint Antoine ward of the city of Montreal, composed of the portion of the following lots and being :

1° All that certain piece or parcel of land situate in the said Saint Antoine ward and being the south-east portion of the lot of land bearing the number thirteen hundred and sixty-six (1366) on the official plan and book of reference of the cadastre of the said ward ; said piece of land being bounded as follows : in front, to the south-west, by a lane, in rear by the property known as the Turkish Bath property, being part of the lot number thirteen hundred and sixty-seven (1367), on the south-east side by another portion of said lot number thirteen hun-

McVey, laquelle partie est immédiatement ci-après décrite, et de l'autre côté, au nord-ouest, par une ruelle de huit pieds de largeur laquelle forme partie du dit lot numéro treize cent soixante-et-six (1366) et contenant environ trente-quatre pieds neuf pouces de front sur la dite ruelle, du côté sud-ouest dix-neuf pieds deux pouces en arrière, sur environ cinquante-six pieds de profondeur, sur la ligne de côté sud-est, voisin du dit lot numéro treize cent soixante-et-sept (1367), et cinquante-cinq pieds de profondeur sur la ligne du côté nord-ouest, voisin de la dite ruelle, formant partie du dit lot No. 1366, le tout mesure anglaise, mais sans garantie de mesure précise—avec toutes les bâtisses sus-érigées et le droit de passage pour toujours pour entrer dans et sur les dites deux ruelles ci-dessus mentionnées, et en sortir soit à pied ou en voiture, en commun avec les autres qui y ont droit.

2° Tout ce morceau de terre situé dans le dit quartier Saint-Antoine, formant partie du lot numéro treize cent soixante et sept (1367) des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier ; le dit morceau de terre borné comme suit : en front par une ruelle, en arrière par la propriété connue comme propriété des Bains Turcs, formant partie du dit lot numéro treize cent soixante et sept (1367), d'un côté, au nord-ouest, par la partie du dit lot numéro treize cent soixante et six (1366) ci-dessus décrit, et du côté sud-est par la partie ci-après décrite du lot officiel numéro treize cent soixante et huit du dit quartier et appartenant au dit James McVey, le dit morceau de terre maintenant décrit contenant environ quatre-vingts pieds de front sur la dite ruelle et soixante et dix-sept pieds en arrière sur environ soixante et deux pieds de profondeur sur la ligne de côté sud-est, voisin du dit lot numéro treize cent soixante et huit (1368) et environ cinquante-neuf pieds de profondeur sur la ligne de côté nord-ouest voisin du lot numéro treize cent soixante et six (1366), le tout mesure anglaise, mais sans garantie de mesure précise, et avec le privilège d'entrée et de sortie seulement dans la dite ruelle.

3° Toute cette étendue de terre de forme triangulaire située dans le quartier Saint-Antoine, étant partie du lot de terre connu sous le numéro treize cent soixante et huit (1368) des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, contenant environ dix-neuf pieds de largeur sur la ligne de côté nord-est, trois pieds quatre pouces de largeur sur la ligne de côté sud-ouest et soixante et six pieds six pouces de profondeur sur la ligne de côté nord-ouest et environ soixante et quatre pieds de profondeur sur la ligne de côté sud-est, le tout mesure anglaise, et contenant environ sept cent quatorze pieds en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise ; bornée du côté nord-est par une autre partie du dit lot numéro treize cent soixante et huit (1368), du côté sud-ouest par une ruelle en commun, du côté nord-ouest par cette partie du lot numéro treize cent soixante et sept (1367), ci-dessus en deuxième lieu décrite et appartenant au dit James McVey, et du côté sud-est par une autre partie du dit lot treize cent soixante et huit (1368), appartenant à Gilman Cheney, tel qu'indiqué sur un plan de la dite propriété fait par Jos. Rielle, A. P., pour Isaac J. Gibbon, le 18 juillet 1878—avec une bâtisse en briques etc., érigée sur le dit emplacement.

Pour être vendus, dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le TROISIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour d'octobre prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,

Montréal, 30 juillet 1890.

[Première publication, 2 août 1890]

Shérif.  
3319\_2

dred and sixty-seven (1367) ; belonging to the said James McVey, which portion is hereinafter immediately described, and on the other side to the north-west, by a lane of eight feet wide which forms part of the said lot number thirteen hundred and sixty-six (1366) and containing about thirty-four feet nine inches in front on said lane, on the south-west side, nineteen feet two inches in rear, by about fifty-six feet in depth, on the south-east side line, next to said lot number thirteen hundred and sixty-seven (1367) and fifty-five feet in depth, on the north-west side line next to said lane forming part of said lot No. 1366, all english measure without warranty as to precise measurement—with all the buildings thereon erected, and with the right of passage for ever to ingress and egress into and from the said two lanes above mentioned either on foot or with vehicles in common with others having right thereto.

2° All that certain piece of ground situate in the said Saint Antoine ward forming part of the lot number thirteen hundred and sixty-seven (1367) on the official plan and in the book of reference of said ward ; said piece of ground bounded as follows : in front by a lane, in rear by the property known as the Turkish Bath property, forming part of said lot number thirteen hundred and sixty-seven (1367), on one side, to north-west, by the portion of said lot number thirteen hundred and sixty-six (1366), above described, and on the south-east side by the portion hereinafter described of the official lot number thirteen hundred and sixty-eight of said ward and belonging to the said James McVey, said piece of ground now described containing about eighty feet in front on said lane and seventy-seven feet in rear by about sixty-two feet in depth on the south-east side line, next to said lot number thirteen hundred and sixty-eight (1368) and about fifty-nine feet in depth on the north-west side line, next to lot number thirteen hundred and sixty-six (1366), all english measure, but without warranty as to precise measurement and with the privilege to egress and ingress only in the said lane ;

3° All that certain piece, parcel or strip of land or ground of triangular shape situate in the said Saint Antoine ward being part or portion of the lot of land known as number thirteen hundred and sixty-eight (1368), on the official plan and in the book of reference of the said ward, containing about nineteen feet in width, on the north-east side line, three feet four inches in width on the south-west side line and sixty-six feet six inches in depth, on the north-west side line and about sixty-four feet in depth, on the south-east side line, the whole english measure, and containing about seven hundred and fourteen feet in superficies, more or less, without warranty as to precise measurement ; bounded to the north-east side by another portion of said lot number thirteen hundred and sixty-eight (1368), to the south-west side by a lane in common, to the north-west side by that portion of lot number thirteen hundred and sixty-seven (1367) secondly above described and belonging to the said James McVey, and on the south-east side by another portion of said lot number thirteen hundred and sixty-eight (1368), belonging to Gilman Cheney, as indicated upon a plan of said property made by Jos. Rielle, P. L. S., for Isaac J. Gibbon, the 18th July, 1878—with a brick building, etc., erected on said emplacement.

To be sold, at my office, in the city of Montreal on the THIRD day of OCTOBER next, at TEN of the clock of the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of October next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Montreal, 30th July, 1890.

[First published, 2nd August, 1890.]

Sheriff  
3320

## FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : **LE REVEREND MAXIME PIETTE**, prêtre, ancien curé de la paroisse de Boucherville, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **CAMILLE FREDETTE**, ci-devant de la paroisse de Saint-Bazile le Grand, dit district, et maintenant absent aux Etats-Unis d'Amérique, Défendeur.

Une terre située dans la concession des Douze, dans la paroisse de Saint-Bruno, district de Montréal, contenant deux arpents de front sur douze arpents de profondeur, plus ou moins—avec une maison et autres bâties sus-érigées, le dit immeuble composé des terrains connus et désignés sous les numéros deux cent vingt-sept et deux cent vingt-huit (227 et 228), sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno, faits pour les fins d'enregistrement.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bruno, le TROISIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour d'octobre prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif.

Shérif.

Montréal, 30 juillet 1890.

3317 2

[Première publication, 2 août 1890.]

## FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : **JOSEPH URBAIN TURCOT**, des cité et district de Montréal, bourgeois, Demandeur ; contre les terres et tenements de **JEAN DOMINIQUE LIONAIS**, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le village de la Côte Saint-Louis, paroisse de Saint-Enfant Jésus, district de Montréal, étant connu et désigné sous le numéro sept (7) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, composé de mille trente-neuf (1039) lots de subdivision désignés sous tous les numéros depuis un jusqu'à mille trente-neuf inclusivement ; sauf et excepté du dit numéro officiel sept les numéros de subdivision suivants du dit numéro sept à savoir : les lots de subdivision un jusqu'à soixante C, inclusivement et les numéros cent cinq, cent quatorze, cent dix-sept, cent dix-huit, cent vingt-cinq, cent vingt-six, cent vingt-neuf, cent trente-et-un, cent trente-deux, cent trente-trois, cent trente-quatre, cent quarante-et-un, cent quarante-quatre, cent cinquante-deux, trois cent trois, trois cent treize, trois cent seize, trois cent vingt-deux, trois cent trente-et-un, trois cent soixante-et-quinze, quatre cents, quatre cent quatre et quatre cent neuf, (105, 114, 117, 118, 125, 126, 129, 131, 132, 133, 134, 141, 144, 152, 303, 313, 316, 322, 331, 375, 400, 404 et 409) ; borné en front par les numéros de subdivision officiels du susdit numéro sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante A, soixante B, soixante C, (58, 59, 60, 60A, 60B, 60C,) la propriété de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien.

Pour être vendu, en mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, comme un seul et même lot. Le dit bref rapportable le quatorzième jour d'octobre prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif.

Shérif.

Montréal, 6 août 1890.

3321 2

[Première publication, 9 août 1890.]

## FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : **THE REVEREND MAXIME PIETTE**, priest, formerly curate of the parish of Boucherville, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **CAMILLE FREDETTE**, heretofore of the parish of Saint Bazile le Grand, said district and now absent in the United States of America, Defendant.

A land situate in the concession des Douze, in the parish of Saint Bruno, district of Montreal, containing two arpents in front by twelve arpents in depth, more or less—with a house and other buildings thereon erected, the said immovable comprising the parcels of land known and designated under numbers two hundred and twenty-seven and two hundred and twenty-eight (227 and 228), on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint Bruno, made for the registration purposes.

To be sold at the parochial church door of the parish Saint Bruno, on the THIRD day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of October next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Montreal, 30th July, 1890.

3318

[First published, 2nd August, 1890.]

## FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : **JOSEPH URBAIN TURCOT**, gentleman of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JEAN DOMINIQUE LIONAIS**, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land being and situate in the village of Côte Saint Louis, parish of Saint Enfant Jesus, district of Montreal, being known and designated under number seven (7), on the official plan and in the book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, composed of one thousand and thirty-nine (1039) subdivision lots designated under all the numbers from one to one thousand and thirty-nine inclusive ; save and except from said official number seven, the following subdivision numbers of said number seven, to wit : the subdivision numbers one to sixty C, inclusive ; and the numbers one hundred and five, one hundred and fourteen, one hundred and seventeen, one hundred and eighteen, one hundred and twenty-five, one hundred and twenty-six, one hundred and twenty-nine, one hundred and thirty-one, one hundred and thirty-two, one hundred and thirty-three, one hundred and thirty-four, one hundred and forty-one, one hundred and forty-four, one hundred and fifty-two, three hundred and three, three hundred and thirteen, three hundred and sixteen, three hundred and twenty-two, three hundred and thirty-one, three hundred and seventy-five, four hundred, four hundred and four and four hundred and nine, (105, 114, 117, 118, 125, 126, 129, 131, 132, 133, 134, 141, 144, 152, 303, 313, 316, 322, 331, 375, 400, 404 and 409) ; bounded in front by the official subdivision numbers of the aforesaid number seven, fifty-eight, fifty-nine, sixty, sixty A, sixty B, sixty C, (58, 59, 60, 60 A, sixty B, sixty C,) the property of the Canadian Pacific Railway Company.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon, as one and single lot. The said writ returnable on the fourteenth day of October next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office.

Sheriff.

Montreal, 6th August, 1890.

3322

[First published, 9th August, 1890.]

## Ventes par le Shérif—Québec

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**  
*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC** ;  
No. 2582. } **contre THEOPHILE**  
**MICHON**, des cité et district de Québec, à savoir :

1° Le No. 2147 du cadastre officiel du quartier Saint-Pierre, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Pierre—avec bâtisses. Sujet à une rente constituée de \$90.00 au capital de \$1,500.00 payable aux représentants de P. Légaré, moitié au 20 juin, et moitié au 20 décembre de chaque année.

2° La moitié sud du lot No. 2142 du cadastre officiel du quartier Saint-Pierre, de la cité de Québec, étant un emplacement de 44 pieds de front sur la rue Saint-Pierre, sur 44 pieds et demi de profondeur; borné au nord par la moitié nord du dit No. 2142, au sud par le No. 2138, et à l'ouest par la place Notre Dame—avec bâtisses. Sujet à l'entretien du bail à H. A. Martineau, pour jusqu'au 30 avril 1893, et du bail à Wm. Doyle, pour jusqu'au 30 avril 1895.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Québec, le **TRENTE-UNIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le dix-septième jour de novembre prochain.

**ED. BEGIN,**

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Québec, 29 août 1890. 3917  
[Première publication, 30 août 1890.]

**ALIAS FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **DANS une cause où LA SO-**  
No. 474. } **CITE DE CONSTRU-**  
**CTION PERMANENTE DE QUEBEC**, corps poli-  
tique et incorporé, établi et faisant affaires en la  
cité de Québec, était Demanderesse; contre **DAME**  
**EMILY ANN DALKIN**, épouse séparée de biens,  
par contrat de mariage, de Hammond Gowen, écuyer,  
avocat, tous deux de la cité de Québec, et le dit  
Hammond Gowen, mis en cause pour assister sa dite  
épouse, étaient Défendeurs; la dite "**La Société de**  
**Construction Permanente de Québec**," contre la dite  
Dame Emily Anne Dalkin, à savoir :

1° Le No. 177 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch de Québec, village de Stadacona, un emplacement sur l'Avenue Huot.

2° Le No. 181 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch de Québec, village de Stadacona, un emplacement situé au coin de l'Avenue Huot et rue Montmorency.

3° Le No. 180 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch de Québec, village de Stadacona, un emplacement sur la rue Montmorency.

4° Le No. 179 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch de Québec, village de Stadacona, un emplacement sur la rue Montmorency.

5° Partie du No. 178 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch de Québec, village de Stada-

## Sheriff's Sales—Quebec

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS.**  
*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC** ;  
No. 2582. } **against THEOPHILE**  
**MICHON**, of the city and district of Québec, to wit :

1° The No. 2147 on the official cadastre of Saint-Peter's ward, of the city of Québec, being an emplacement situate on Saint Peter street,—with buildings. Subject to a constituted rent of \$90.00 to the capital of \$1,500.00, payable to the representatives of P. Légaré, half on the 20th of June, and half on the 20th of December, in each year.

The south half of lot No. 2142 on the official cadastre of Saint Peter's ward, of the city of Québec, being an emplacement of 44 feet in front on Saint Peter street, by 44 feet and a half in depth; bounded to the north half of the said No. 2142, to the south by the No. 2138, and to the west by the Place Notre-Dame,—with buildings. Subject to the condition of the lease of H. A. Martineau, to the 30th April 1893, and the lease of Wm. Doyle to the 30th April 1895.

To be sold in my office in the city of Québec, on the **THIRTY-FIRST** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventieth day of November next.

**ED. BEGIN,**

Sheriff's Office Deputy Sheriff.  
Québec, 29th August 1890. 3918  
[First published, 30th August 1890.]

**ALIAS FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } **IN a cause wherein THE QUE-**  
No. 474. } **BEC PERMANENT BUID-**  
**ING SOCIETY**, a body politic and incorporate established and doing business in the city of Québec, was Plaintiff; against **DAME EMILY ANN DALKIN**, wife separated as to property, by marriage contract, from Hammond Gowen, Esquire, advocate, both of the city of Québec, and the said Hammond Gowen, *mis en cause* to assist his said wife, were Defendants; the said "**Quebec Permanent Building Society**," against the said Dame Emily Ann Dalkin, to wit :

1° The No. 177 of the official cadastre of the parish Saint Roch of Québec, village Stadacona, an emplacement on the Huot Avenue.

2° The No. 181 of the official cadastre of the parish Saint Roch of Québec, village Stadacona, an emplacement being the corner of the Huot Avenue and Montmorency street.

3° The No. 180 of the official cadastre of the parish Saint Roch of Québec, village Stadacona, an emplacement on Montmorency street.

4° The No. 179 of the official cadastre of the parish Saint Roch of Québec, village Stadacona, an emplacement on Montmorency street.

5° Part of No. 178 of the official cadastre of the parish Saint Roch of Québec, village Stadacona,

cons, étant un lot de terre situé en arrière et au sud-est des Nos. 179 et 180, contenant 78 pieds de front sur 28 pieds de profondeur ; borné au nord-ouest par les dits Nos. 179 et 180, à l'est au No. 177, au sud et à l'ouest par le reste du dit No. 178.

Les lots premièrement, secondement, troisièmement, quatrième et cinquième décrits, pour être vendus en un seul et même lot—avec les bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Québec, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le huitième jour de septembre prochain.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Québec, 2 juillet 1890. 2991 3  
[Première publication, 5 juillet 1890.]

*Dans la Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **D**ANS l'affaire de ZEPHI-  
District de Québec, } **RIN VANDRY**, de  
No. 390. } Québec, ferblantier plombier,

Failli, et Napoléon Matte, de Québec, Curateur ;  
saïsi en vertu d'un mandat du curateur :

1° Le No. 4112 du cadastre officiel du quartier Montcalm, de la cité de Québec, un emplacement situé sur les coins des rues Saint-Jean, d'Youville et Saint-Joachim—avec bâtisses.

2° Le No. 3064 du cadastre officiel du quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un lot de terre sur le côté nord de la rue Saint-Jean, allant jusqu'à la rue Saint-Eustache—avec bâtisses ; sujet à une rente foncière annuelle de \$1.25, payable à l'Hôtel Dieu de Québec.

3° Le No. 147 des subdivisions du No. 98 du cadastre officiel de la paroisse ci-devant de Notre Dame de Québec, et maintenant paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Québec, banlieue, étant un lot de terre situé sur le côté est de l'Avenue des Erables—avec bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Québec, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Québec, 2 juillet 1890. 2993 3  
[Première publication, 5 juillet 1890.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **J**ACQUES MATHIEU, de  
No. 1456. } l'Ange-Gardien, menuisier,  
en sa qualité d'exécuteur testamentaire, de Jean Vézina, rentier, du même lieu ; contre **MARIE VERREAU**, veuve de Jérémie Lecourt et Michel Fecteau, cultivateur, tous deux de la paroisse de l'Ange-Gardien, ce dernier tant personnellement que comme tuteur nommé en justice à Napoléon et Arthur Fecteau, enfants mineurs issus de son mariage avec feu Sophie Lecourt, savoir :

Le numéro 10, du cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, comté Montmorency, étant une terre située dans la susdite paroisse contenant un arpent, cinq perches et six pieds de front et cent vingt-six arpents de profondeur ; donnant en superficie cent quatre-vingt-treize arpents et vingt perches ; bornée au sud au fleuve Saint-Laurent ; au sud-est par Jacques Huot ; au nord à la profondeur ; au nord-ouest partie à Jean Taillon et partie par Octave Laberge—avec bâtisses. A distraire 1° En faveur du défendeur Fecteau d'enlever, pendant le cours de l'hiver prochain, le bois de chauffage par lui coupé sur le dit terrain, le printemps dernier ; 2° En faveur de sieur Jacques Huot, cultivateur de l'Ange-Gardien, d'enlever la récolte sur la partie du dit terrain par lui ensemencée le printemps dernier.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de l'Ange-Gardien, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de septembre prochain.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Québec, 2 juillet 1890. 2994 3  
[Première publication, 5 juillet 1890.]

being a lot of land situated in rear and on the south-east of Nos. 179 and 180, containing 78 feet in front by 28 feet in depth ; bounded to the north-west by the said Nos. 179 and 180, to the east by No. 177, to the south and west by the residu of the said No. 178.

The lots firstly, secondly, thirdly, fourthly and fifthly described to be sold in one lot—with the buildings, circumstances and dependencies.

To be sold in my office, in the city of Quebec, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighth day of September next.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Quebec, 2nd July, 1890. 2992  
[First published, 5th July, 1890.]

*In the Superior Court.*

Province of Québec, } **I**N the matter of ZEPHI-  
District of Québec, } **RIN VANDRY**, of  
No. 390. } Québec, tinsmith plumber,

Insolvent, and Napoleon Matte, of Québec, Curator ;  
seized in virtue of a curator's warrant :

1° The No. 4112 of the official cadastre of Montcalm ward of the city of Québec, an emplacement situated at the corners of Saint John, d'Youville and Saint Joachim streets—with buildings.

2° The No. 3064 of the official cadastre of Saint John's ward, of the city of Québec, being an emplacement on the north side of Saint John street adjoining Saint Eustache street—with buildings ; subject to an annual ground rent of \$1.25, payable to the Hotel Dieu of Québec.

3° The No. 147 of the subdivisions of No. 98 of the official cadastre of the parish heretofore of Notre Dame of Québec, and now the parish of Saint Jean-Baptiste of Québec, *banlieue*, being a building lot situated on the east side of the Avenue des Erables—with buildings.

To be sold in my office, in the city of Québec, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Quebec, 2nd July, 1890. 2994  
[First published, 5th July, 1890.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } **J**ACQUES MATHIEU, of  
No. 1456. } l'Ange-Gardien, joiner,  
in his quality of testamentary executor of Jean Vézina, gentleman, of the same place ; against **MARIE VERREAU**, widow of Jérémie Lecourt and Michel Fecteau, farmer, both of the parish of l'Ange-Gardien, this last as well personally as tutor *nommé en justice*, to Napoléon and Arthur Fecteau, minor children issue of his marriage with the late Sophie Lecourt, to wit :

The No. 10 of the official cadastre of the parish of l'Ange Gardien, county of Montmorency, being a land situated in the aforesaid parish, containing one arpent five perches and six feet in front, and one hundred and twenty-six arpents in depth, being in superficies one hundred and ninety-three arpents and twenty perches, bounded to the south by the Saint Lawrence river, to the south-east by Jacques Huot, to the north by the depth, to the north-west partly by Jean Taillon and partly by Octave Laberge—with buildings. Reserving : 1° In favor of the defendant Fecteau, during the next winter, the firewood cut by him last spring on the said land ; 2° In favor of Sieur Jacques Huot, farmer, of l'Ange Gardien, to take away the harvest from that part of the said land by him sowed the last spring.

To be sold at the parochial church door of l'Ange-Gardien, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fourth day of September next.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Quebec, 2nd July, 1890. 2994  
[First published, 5th July, 1890.]

## Ventes par le Shérif—Richelieu

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## ALIAS FIERI FACIAS.

*Cour Supérieure du district de Joliette.*

Sorel, à savoir : **EDMOND ALLARD ET DAME No. 1879. ELIZABETH BONIN**, en leur qualité de tuteurs-conjoints à l'enfant mineur de feu Isaac Gadoury, Demandeurs; contre **SEVERIN MARION**, Défendeur.

Les quinze seizième indivis d'une terre située en la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, dans le quatrième rang du township Brandon, connue au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, sous le numéro cinq cent treize (No. 513), de deux arpents de front sur vingt-deux arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, le **TRENTE ET UNIEME** jour du mois d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour du mois de novembre prochain.

**P. GUEVREMONT,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 26 août 1890. 3835  
[Première publication, 30 août 1890.]

## FIERI FACIAS.

*Cour de Circuit du comté de Berthier.*

Sorel, à savoir : **CAMILLE PICHE**, Deman-  
No. 478. **deur; contre JOSEPH ULRIC BELIVEAU**, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, dans la concession Saint-David, de la contenance de quarante pieds de front sur cent trente-cinq pieds de profondeur; tenant devant au chemin public, en arrière à Pierre Chevalier, d'un côté à George Dubeau, et de l'autre côté à Théophile Fleury et Pierre Chevalier—avec les bâtisses y érigées; connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, comme faisant partie du lot cadastral numéro deux cent trente-deux, (pt. No. 232.)

A la charge, par l'adjudicataire du dit emplacement, de payer au premier de juin chaque année, à P. A. Monday, cultivateur, de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, une rente constituée de dix piastres courant.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, le **TROISIEME** jour du mois d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le huitième jour du mois d'octobre prochain.

**P. GUEVREMONT,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 30 juillet 1890. 3339 2  
[Première publication, 2 août 1890.]

## Sheriff's Sales—Richelieu

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## ALIAS FIERI FACIAS.

*Superior Court.—District of Joliette.*

Sorel, to wit : **EDMOND ALLARD AND DAME No. 1879. ELIZABETH BONIN**, in their quality of joint-curators to the minor child, of the late Isaac Gadoury, Plaintiffs; against **SEVERIN MARION**, Defendant.

The undivided fifteen sixteenth of a land situate in the parish of Saint Gabriel of Brandon, in the fourth range of the township Brandon, known on the official cadastre of the said parish of Saint Gabriel of Brandon, under number five hundred and thirteen (513), of two arpents in front, by twenty-two arpents of depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Gabriel of Brandon, on the **THIRTY-FIRST** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of November next.

**P. GUEVREMONT,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 26th August, 1890. 3836  
[First published, 30th August, 1890.]

## FIERI FACIAS.

*Circuit Court of the county of Berthier.*

Sorel, to wit : **CAMILLE PICHE**, Plaintiff;  
No. 478. **Against JOSEPH ULRIC BELIVEAU**, Defendant.

An emplacement situate in the parish of Saint-Gabriel of Brandon, in the Saint-David concession, containing forty feet in front, by one hundred and thirty-five feet in depth; bounded in front by the public highway, in rear by Pierre Chevalier, on one side by George Dubeau and on the other side by Théophile Fleury and Pierre Chevalier—with the buildings thereon erected; known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish of Saint-Gabriel of Brandon, as being part of lot cadastral number two hundred and thirty-two (pt. No. 232.)

Subject to payment, by the purchaser of the said emplacement, of a constituted rent of ten dollars currency, on the first day of June of each year, to P. A. Monday, farmer, of the parish of Saint-Gabriel of Brandon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Gabriel of Brandon, on the **THIRD** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighth day of October next.

**P. GUEVREMONT,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 30th July, 1890. 3340  
[First published, 2nd August, 1890.]

## Ventes par le Shérif—St-François

## Sheriff's Sales—St-Francis

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Saint-François, à savoir : **JOHN CURTIS ET AMOS B. CURTIS,**  
No. 646.

tous deux du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, cultivateurs, en leur qualité des deux survivants exécuteurs testamentaires de feu Amos Bigelow, du dit canton de Stanstead, maintenant décédé, Demandeurs; contre les terres et tenements de JAMES FORBES, du même lieu, Défendeur, à savoir :

Ces étendues de terre situées dans le dit canton de Stanstead, connues : Premièrement.—Comme partie du lot numéro deux dans le quatorzième rang de Stanstead susdit, étant toute cette partie du dit lot acquis par James Smith de l'honorable Timothy Lee Terrill, par acte passé devant C. A. Richardson, notaire et collègue, le douzième jour de novembre dix-huit cent soixante et quatre, (sauf et excepté ce qui est situé à l'ouest de la rivière Tomifobia, et les fondations et écluse du vieux moulin à scie, et le chemin sur le côté est de la dite rivière—avec le droit et privilège d'accès dans le but de construire de nouveau le dit moulin, écluse et chemin si nécessaire lequel est par le présent réservé.)

Et deuxièmement.—Toute cette partie du lot numéro un dans le dit quatorzième rang de Stanstead, laquelle est située au nord du chemin public conduisant à Holland Vermont, tel que les dites étendues de terre se poursuivent et comportent—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendues au bureau du registrateur de la division de Stanstead, à Stanstead Plain, dans le dit district de Saint-François, le TROISIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour d'octobre prochain.

C. W. WHITCHER,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Sherbrooke, 28 juillet 1890. 3307 2  
[Première publication, 2 août 1890.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Saint-François, à savoir : **DANS** une certaine  
No. 579.

cause où LA BANQUE NATIONALE, corps politique et dument incorporé suivant la loi, et ayant ses bureau et place d'affaires dans la cité de Québec, dans le district de Québec, était Demanderesse; et AUGUST WESTERGREN et C. O. SWANSON, tous deux du canton de Compton, dans le district de Saint-François, étaient Défendeurs, à savoir : Comme appartenant au dit C. O. Swanson.

Cette étendue ou morceau de terre sis et situé dans le village de Waterville, dans le dit canton de Compton, connu comme partie du lot numéro vingt-trois, dans le deuxième rang des lots du dit canton de Compton, borné et décrit comme suit : commençant au chemin public conduisant de Waterville à Compton, jusqu'à un poteau et pierre avec faïence

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Saint Francis, to wit : **JOHN CURTIS AND AMOS B. CURTIS,**  
No. 646.

both of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, farmers, in their qualities of the two surviving executors of the last will and testament of the late Amos Bigelow, of the said township of Stanstead, now deceased, Plaintiffs; against the lands and tenements of JAMES FORBES, of the same place, Defendant, to wit :

Those certain tracts of land situated in the said township of Stanstead, known : Firstly.—As part of lot number two in the fourteenth range of Stanstead aforesaid, being all that part of said lot acquired by James Smith from the Honorable Timothy Lee Terrill, by deed passed before C. A. Richardson, notary and colleague, on the twelfth day of November, eighteen hundred and sixty-four, (save and except what lies west of the Tomifobia river, and the old saw mill foundation and dam, and road on the east side of said river—with the right and privilege of access for the purpose of rebuilding said mill dam and road if necessary which is hereby reserved.)

And secondly.—All that part of lot number one in the said fourteenth range of Stanstead, which lies north of the highway leading to Holland Vermont, as the said tracts of land are and extend—together with the betterments, buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the Stanstead division registry office, at Stanstead Plain, in said district of Saint Francis, on the THIRD day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of October next.

C. W. WHITCHER,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Sherbrooke, 28th July, 1890. 3308  
[First published, 2nd August, 1890.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Saint Francis, to wit : **IN** a certain cause wherein  
No. 579.

LA BANQUE NATIONALE, a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having their office and place of business at the city of Quebec, in the district of Quebec, were Plaintiffs; and AUGUST WESTERGREN and C. O. SWANSON, both of the township of Compton, in the district of Saint Francis, were Defendants, to wit : As belonging to the said C. O. Swanson.

That certain tract or parcel of land situate and being in the village of Waterville, in the said township of Compton, known as part of the lot number twenty-three in the second range, of lots in the said township of Compton, bounded and described as follows, beginning at the highway leading from Waterville to Compton, at a post and stone with delf

dessous, sur la ligne entre le dit morceau de terre et la terre occupée par Alphonso Carby ; de là vers l'ouest le long du dit chemin public, jusqu'à la clôture servant de ligne entre le dit morceau de terre et la terre de James McGovern ; de là vers le sud le long de la dite clôture servant de ligne et se prolongeant dans la même direction, ou ligne, jusqu'à la ligne de division entre les lots numéros vingt-deux et vingt-trois, dans le dit deuxième rang de Compton ; de là vers l'est le long de la dite ligne jusqu'à un poteau et pierre avec faïence dessous, dans la ligne en premier lieu nommée entre le dit morceau de terre et la terre maintenant occupée par Alphonso Carby ; de là, vers le nord, le long de la dite ligne Carby jusqu'au point de départ, et contenant deux acres de terre, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Sherbrooke, dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le onzième jour de septembre prochain.

C. W. WHITCHER,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 30 juin 1890. 3005 3  
Député Shérif.  
[Première publication, 5 juin 1890.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Saint-François, à savoir : } JOSEPH BENOIT  
No. 677. } QUEVILLON, de  
la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, commerçant, Demandeur ; contre les terres et tenements de P. V. BENWAY, du même lieu, Défendeur.

Le lot numéro six, dans le dixième rang des lots du canton de Compton, dans le dit district, déduction faite de cinquante acres d'icelui, vendus à H. R. Richardson, le résidu du dit lot étant de soixante et cinq acres, plus ou moins.

Pour être vendu au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Sherbrooke, dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le dit bref rapportable le trente-unième jour d'octobre prochain.

C. W. WHITCHER,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 2 juillet 1890. 2999 3  
Député Shérif.  
[Première publication, 5 juillet 1890.]

#### Ventes par le Shérif—Terrebonne

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } VALERIE THI-  
Sainte-Scholastique, à savoir : } BAULT, de la  
No. 2. } paroisse de Sainte-  
Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, épouse de feu Joseph Valiquette, en son vivant, marchand

thereunder, on the line between the said parcel of land and the land occupied by Alphonso Carby, thence westerly along said highway to the line fence between the said parcel of land, and the land of James McGovern, thence southerly along a line with said fence, and extending in the same direction, or line, to the division line between lots numbers twenty-two and twenty-three in said second range of Compton, thence easterly along said line to a post and stone with delf thereunder in the line first named between the said parcel of land and the land now occupied by Alphonso Carby, thence northerly along said Carby's line to the place of beginning, and containing two acres of land, more or less—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the Sherbrooke division registry office, in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eleventh day of September next.

C. W. WHITCHER,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 30th July, 1891. 3006  
Deputy Sheriff.  
[First published, 5th July, 1890.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Saint Francis, to wit : } JOSEPH BENOIT QUE-  
No. 677. } VILLON, of the town  
of Coaticook, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff ; against the land and tenements of P. V. BENWAY, of the same place, Defendant.

The lot number six in the tenth range of lots in the township of Compton, in said district, after deducting fifty acres thereof sold to H. R. Richardson, the remainder of said lot being sixty five acres, more or less.

To be sold at the Sherbrooke division registry office, in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

The said writ returnable on the thirty-first day of October next.

C. W. WHITCHER,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 2nd July, 1890. 3000  
Deputy Sheriff.  
[First published, 5th July, 1890.]

#### Sheriff's Sales—Terrebonne

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

District of Terrebonne, } VALERIE THI-  
Sainte Scholastique, to wit : } BAULT, of  
No. 2. } the parish of Sainte-  
Thérèse de Blainville, district of Terrebonne, wife of the late Joseph Valiquette, in his lifetime, mer-

du même lieu, Demanderesse ; vs. JOSEPH LABELLE, forgeron, et WILFRID LABELLE, journalier, tous deux ci-devant de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, du dit district, et maintenant absent de la province de Québec et de la Puissance du Canada, Défendeur.

Un emplacement faisant partie du lot connu au cadastre hypothécaire du comté de Terrebonne, dans le village de Sainte-Thérèse de Blainville, sous le numéro deux cent cinquante-neuf, de la contenance, mesure anglaise, quatre-vingt-dix pieds de front, de l'est à l'ouest, sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, du nord au sud, quand à la profondeur la même que la largeur des emplacements de feu Grégoire Labelle et Joseph Filion ou ses enfants, profondeur au bout sud à la continuation en ligne droite de la ligne sud de l'emplacement de Filion, ni plus ni moins, et renfermé ; tenant à une ruelle partant de la rue Sanche, derrière et du côté ouest au surplus du lot Dubois, du côté est les dits emplacements Labelle et Filion—avec une maison en bois à deux côtés et autres bâtisses dessus construites.

Aux charges et conditions suivantes : d'un droit usufruitaire, la vie durant de Dame Hortense Labelle, de Sainte-Thérèse de Blainville, épouse de feu Grégoire Labelle, en son vivant du même lieu, ainsi qu'à la charge d'une rente constituée de dix piastres par année, créée au capital de cent soixante et six piastres et soixante et sept centins, en faveur des héritiers et représentants de Abraham Dubois.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour de novembre prochain.

#### LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 20 d'août 1890. 3687  
[Première publication, 23 août 1890.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Terrebonne.

Ste-Scholastique, à savoir : } F R A N C O I S - X A  
No. 171. } VIER MATHIEU,  
écuyer, avocat, du village de Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, Demandeur ; vs. JEAN BAPTISTE GUILBAULT, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels sous le numéro trois cent cinquante-deux (352), contenant le terrain compris dans les limites suivantes ; borné en front par la rue Saint-Jérôme, en arrière par la rue ou prolongation de la rue Saint-George, d'un côté par une autre rue, et de l'autre côté par Léandre Gauthier, père — avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme, en la ville de Saint-Jérôme, le QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain, à MIDI. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour d'octobre prochain.

#### LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 29 juillet 1890. 3311 2  
[Première publication, 2 août 1890.]

#### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le

chant, of the same place, Plaintiff ; vs. JOSEPH LABELLE, blacksmith, and WILFRID LABELLE, laborer, both heretofore of the parish of Sainte-Thérèse of Blainville, of the said district and now absent from the Province of Québec and of the Dominion of Canada, Defendants.

An emplacement being part of the lot known on the cadastre of the county of Terrebonne, in the village of Sainte-Thérèse of Blainville, under the number two hundred and fifty-nine, containing ninety feet in front from east to west, english measure, by ninety-five feet in depth, from north to south ; the depth and the width, being the same as the emplacements of late Grégoire Labelle and Joseph Filion, or children ; bounded at the south end to the continuation in a straight line of the south side line of the emplacement of Filion exactly and inclosed ; bounded to a lane running from the Sanche street, at the rear and on the west to the surplus of Dubois lot, on the east side to the said emplacements Labelle and Filion, —with a two lodgings wooden house, and other buildings thereon erected.

Subject to the following charges and conditions : of a right of use during lifetime of Dame Hortense Labelle, of Sainte-Thérèse of Blainville, wife of the late Grégoire Labelle, in his lifetime of the same place, also subject to the charge of a constituted rent of ten dollars each year, to the capital of one hundred and sixty-six dollars and sixty seven cents, in favor of the heirs and representatives of Abraham Dubois.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Thérèse of Blainville, district of Terrebonne, on the TWENTY-SEVENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixth day of November next.

#### LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 20th August, 1890. 3688  
[First published, 23rd August, 1890.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Terrebonne.

Ste Scholastique, to wit : } F R A N C O I S - X A  
No. 171. } VIER MATHIEU,  
esquire, advocate, of the village of Sainte Scholastique, in the district of Terrebonne, Plaintiff ; vs. JEAN BAPTISTE GUILBAULT, Defendant.

An emplacement situate in the town of Saint-Jérôme, county and district of Terrebonne, known and designated on the official plan and in the book of reference, under number three hundred and fifty-two (352), containing the parcel of land included in the following limits ; bounded in front by Saint Jérôme street, in rear by the street or prolongation of Saint George street, on one side by another street, and on the other side by Léandre Gauthier, senior —with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jérôme, in the town of Saint Jérôme, on the FOURTH day of OCTOBER next, at NOON. The said writ returnable on the eighteenth day of October next.

#### LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 29th July, 1890. 3312  
[First published, 2nd August, 1890.]

#### Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according

présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Expositas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six-jours après le rapport du Bref.

#### MANDAT DU CURATEUR.

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières*  
Trois-Rivières, à savoir: ) **IN RE JOSEPH**  
No. 451. ) **GELINAS**, Débi-  
teur cédant; et **PIERRE HEROUX**, Curateur.

1° Une terre formant le numéro cent quatre-vingt-cinq (185) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la paroisse de Saint-Barnabé, comté de Saint-Maurice, contenant trois arpents de front sur vingt et un arpents et trois perches de profondeur, formant soixante et trois arpents et quatre-vingt-dix perches en superficie; borné en front vers le sud-ouest, par le chemin du cordon du rang Saint-Joseph, en profondeur vers le nord-est, par le chemin de front du premier rang de l'augmentation de Caxton et le No. 367, d'un côté vers le nord-ouest, par le No. 184 et de l'autre côté vers le sud-est, par le No. 186—et les bâtisses y érigées.

2° Une terre formant le numéro cent quarante-deux (142) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la paroisse de Saint-Barnabé, comté de Saint-Maurice, contenant trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur, formant soixante arpents en superficie; bornée en front vers le nord-est, par le chemin du cordon du rang Saint-Joseph, en profondeur vers le sud-ouest, par les Nos. 141 et 143, d'un côté vers le sud-est, par le No. 140 et de l'autre côté vers le nord-ouest, par le No. 144—sans bâtisses.

3° Une terre formant le numéro cent quatre-vingt-quatre (184) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la paroisse de Saint-Barnabé, comté de Saint-Maurice, contenant trois arpents de front sur vingt et un arpents et quatre perches de profondeur, formant soixante et quatre arpents et vingt perches en superficie; bornée en front vers le sud-ouest, par le chemin du cordon du rang Saint-Joseph, en profondeur vers le nord-est, par le chemin de front du premier rang de l'augmentation du township de Caxton, d'un côté vers le nord-ouest, par le No. 183, et de l'autre côté vers le sud-est, par le No. 185—et les bâtisses y érigées.

4° Un terrain comprenant une sucrerie, situé sur le troisième rang de l'augmentation de la paroisse de Saint-Barnabé, du contenu de cinq arpents en superficie, plus ou moins, renfermé dans les limites suivantes, savoir: d'un bout, Alexis Gélinas, de l'autre bout, Adélard Menançon et Sévère Bourrassa, du côté sud, Jacques Menançon et du côté nord, Isaac Gélinas, et le dit terrain faisant partie du numéro cinq cent trente-neuf (539) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la paroisse de Saint-Barnabé, comté de Saint-Maurice

to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Expositas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceeding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### CURATOR'S WARRANT.

*Superior Court—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit: ) **IN RE JOSEPH**  
No. 451. ) **GELINAS**, Deb-  
tor abandonner; and **PIERRE HEROUX**,  
Curator.

1° A land being number one hundred and eighty-five (185) on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre for the parish of Saint Barnabé, county of Saint Maurice, containing three arpents in front, by twenty-one arpents and three perches in depth, being sixty-three arpents and ninety perches in superficies; bounded in front, towards the south-west, by the road of the limitative line of Saint Joseph range, in depth, towards the north-east, by the front road of the first range and augmentation of Caxton and the No. 367, on one side, towards the north-west, by the No. 184, and on the other side, towards the south-east, by the No. 186—and the buildings thereon erected.

2° A land being number one hundred and forty-two (142) on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre for the parish of Saint Barnabé, county of Saint Maurice, containing three arpents in front by twenty arpents in depth, being sixty arpents in superficies; bounded in front towards the north-east by the road of the limitative line of Saint Joseph range, in depth towards the south-west by the Nos. (141 and 143), on one side, towards the south-east, by the No. 140 and on the other side, towards the north-west by the No. 144—without buildings.

3° A land being number one hundred and eighty-four (184), on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre for the parish of Saint Barnabé, county of Saint Maurice, containing three arpents in front, by twenty-one arpents and four perches in depth, being sixty-four arpents and twenty perches in superficies; bounded in front, towards the south-west by the road of the limitative line of Saint Joseph range, in depth towards the north-east by the front road, of the first range, and augmentation of the township Caxton, on one side towards the north-west by the No. 183, and on the other side towards the south-east by the No. 185—and the buildings thereon erected.

4° A parcel of land with a maple grove, situate in the third range and augmentation of the parish Saint Barnabé, containing five arpents in superficies, more or less, enclosed in the following limits, to wit: bounded at one end by Alexis Gélinas, at the other end by Adélard Menançon and Sévère Bourrassa, on the south side by Jacques Menançon, and on the north side by Isaac Gélinas, and the said land being part of lot number five hundred and thirty nine (539), on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre for the parish of Saint Barnabé, county of Saint Maurice.

Les dits immeubles devant être vendus à la condition que la possession en sera donnée aux acquéreurs, adjudicataires d'iceux, qu'après que les récoltes de la présente année (1890) auront été faites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barnabé, le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit mandat rapportable le quinzième jour de novembre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois Rivières, 27 août 1890. 3891  
[Première publication, 30 août 1890.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : { DAME CELINA  
No. 184. { GAUDET, ET VIR,  
Demanderesse; vs. ADOLPHE ODILON HOULE,  
ES-QUALITÉ, Défendeur, et Dame Marie Sara Poisson, ET AL., tiers-saisis.

Comme appartenant à Narcisse Gaudet, un des tiers saisis en cette cause, l'immeuble suivant :

Une terre située en la paroisse de Gentilly, dans la concession sud-ouest de la rivière Gentilly, connue et désignée sous les numéros trois cent cinquante (350) et trois cent cinquante et un (351) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Gentilly—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire de la dite terre, deux arpents de front sur quatorze arpents de profondeur à être pris sur le côté nord du numéro trois cent cinquante (350), appartenant à David Bézotte.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Gentilly, le SEPTIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour de novembre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 27 août 1890. 3887  
[Première publication, 30 août 1890.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : { JOSEPH OVIDE TOU-  
No. 213. { SIGNANT et al, De-  
mandeurs ; contre JOSEPH BEAUDET, Défendeur.

Une terre située au troisième rang de la paroisse de Sainte-Sophie de Lévrard, de deux arpents de front sur trente arpents de profondeur ; bornée au nord aux terres du deuxième rang, et au sud aux terres du quatrième rang de la dite paroisse, au sud-ouest à Joseph Beaudet, et au nord-est à Ferdinand Abel, ou ses représentants, laquelle est connue et désignée comme étant le tiers sud-ouest du numéro (707) sept cent sept, et le tiers nord-est du numéro (708) sept cent huit des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, comprenant aussi ladite paroisse de Sainte-Sophie de Lévrard—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Sophie de Lévrard, le SIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour de novembre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 27 août 1890. 3889  
[Première publication, 30 août 1890.]

The said immovables to be sold with the condition, that the possession hereof will be given to the purchasers, only after the harvest of the present year (1890) will be done.

To be sold at the church door of the parish Saint Barnabé, on the FOURTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said warrant returnable on the fifteenth day of November next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 27th August, 1890. 3892  
[First published, 30th August, 1890.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : { DAME CELINA GAU-  
No. 184. { DET ET VIR., Plaintiffs;  
vs. ADOLPHE ODILON HOULE, ES-QUALITÉ, and  
Dame Marie Sara Poisson et al., garnishees.

As belonging to Narcisse Gaudet, one of the garnishees in this cause, the following immovables :

A land situate in the parish of Gentilly, in the south-west concession of the Gentilly river, known and designated under number three hundred and fifty (350) and three hundred and fifty one (351), on the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Gentilly—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Reserving from the said land, two arpents in front by fourteen arpents in depth, to be taken on the north side of number three hundred and fifty (350) belonging to David Bezotte.

To be sold at the church door of the parish of Gentilly, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of November next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 27th August, 1890. 3888  
[First published, 30th August, 1890.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three-Rivers, to wit : { JOSEPH OVIDE TOUSI-  
No. 213. { GNANT et al, Plaintiffs;  
against JOSEPH BEAUDET, Defendant.

A land situate in the third range of the parish of Sainte Sophie de Lévrard, of two arpents in front by thirty arpents in depth ; bounded on the north to the lands of the second range, and on the south, to the lands of the fourth range of the said parish, on the south-west by Joseph Beaudet, and on the north-east by Ferdinand Abel or representatives, known and designated as being the south-west third of number (707) seven hundred and seven, and the north-east third of number (708) seven hundred and eight, on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Pierre les Becquets, comprising also the said parish of Sainte Sophie of Lévrard—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Sophie de Lévrard, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of November next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three-Rivers, 27th August, 1890. 3890  
[First published, 30th August, 1890.]

## MANDAT DU CURATEUR.

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir : } **CHARLES MILOT**, Re-  
No. 569. } quérant cession ; vs.  
**ETIENNE BEAUCHEMIN**, Débiteur cédant.  
Charles Milot, Curateur.

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Léonard, dans le quatorzième rang du canton d'Aston, connu et désigné sous le numéro cent vingt-cinq (125), du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Léonard.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Léonard, dans le quatorzième rang du canton d'Aston, était la partie sud-ouest et longitudinale du lot numéro cent six (106), du cadastre du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Léonard.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léonard, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour de septembre prochain.

**CHARLES DUMOULIN**,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 2 juillet 1890. 3009 3  
[Première publication, 5 juillet 1890.]

## ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir : } **UDGER BEAU-**  
No. 202. } **CHESNE**, Deman-  
deur ; vs. **LOUIS VERVILLE**, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Marie de Blanford, dans le premier rang du township de Flanford, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet pour la dite paroisse de Sainte-Marie de Blanford, par le numéro dix (10)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Blanford, le NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour de septembre prochain.

**CHARLES DUMOULIN**,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 2 juillet 1890. 3007 3  
[Première publication, 2 juillet 1890.]

## Nominations

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de faire les nominations suivantes :

MM. Charles Coulter, Richard Mahony et Thomas White, estimateurs, pour la municipalité du canton de Hinchinbrooke, comté de Huntingdon.

MM. Nazaire Peltier, Clément Cournoyer, fils d'Isidore, et Charles Cournoyer, fils, estimateurs, pour la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, comté de Richelieu.

MM. Pierre Thibaudeau, fils, Gabriel Dumont, et George Boulet, cultivateurs, estimateurs pour la paroisse de Sainte-Hénédiène, comté de Dorchester.

MM. Philip Finch, marchand, Joseph Côté, et George Beatty, constructeur, estimateurs pour la municipalité de Saint-Lambert, comté de Chambly.

MM. Patrick Gough, John McBain et William Hornby, estimateurs, pour la municipalité de Saint-Gabriel de Valcartier, comté de Québec.

Il a aussi plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer Monsieur Alphonse Turcotte, cultivateur, conseiller municipal, pour la paroisse de Saint-Bernard, comté de Dorchester.

**JOS. BOIVIN**,

3945 Assistant-Secrétaire.

## CURATOR'S WARRANT.

*Superior Court.—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit : } **CHARLES MILOT**, Peti-  
No. 569. } tioner for abandonment  
vs. **ETIENNE BEAUCHEMIN**, Debtor abandoner  
and Charles Milot, Curator.

1° A lot of land situate in the parish of Saint Leonard, in the fourteenth range of the township Aston, known and designated under number one hundred and twenty-five (125), of the registration cadastre of the county of Nicolet.

2° A land situate in the parish of Saint Leonard, in the fourteenth range of the township Aston, being the north-west longitudinal part of lot number one hundred and six (106) of the cadastre for the county of Nicolet, for the said parish of Saint Leonard.

To be sold at the church door of the parish of Saint Leonard, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-ninth day of September next.

**CHARLES DUMOULIN**,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 2nd July, 1890. 3010  
[First published, 5th July, 1890.]

## ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit : } **UDGER BEAU-**  
No. 202. } **CHESNE**, Plaintiff ;  
vs. **LOUIS VERVILLE**, Defendant.

A land situate in the parish of Sainte Marie of Blanford, in the first range of the township Blanford, known and designated on the official plan and in the book of reference, for the registration cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Sainte Marie of Blanford, as number ten (10)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie of Blanford, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-ninth day of September next.

**CHARLES DUMOULIN**,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 2nd July, 1890. 3008  
[First published, 5th July, 1890.]

## Appointments

## SECRETARY'S OFFICE.

His Honour the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased to made the following appointments :

MM. Charles Coulter, Richard Mahony, and Thomas White, appraisers, for the municipality of the township Hinchinbrooke, county of Huntingdon.

MM. Nazaire Peltier, Clément Cournoyer, son of Isidore, and Charles Cournoyer, junior, appraisers, for the parish of Saint Pierre of Sorel, county of Richelieu.

MM. Pierre Thibaudeau, junior, Gabriel Dumont and George Boulet, farmers, appraisers, for the parish of Saint Hénédiène, county of Dorchester.

MM. Philip Finch, merchant, Joseph Côté and George Beatty, contractor, appraisers, for the municipality of Saint Lambert, county of Chambly.

MM. Patrick Gough, John McBain and William Hornby, appraisers, for the municipality of Saint Gabriel of Valcartier, county of Quebec.

His Honour the LIEUTENANT GOVERNOR has also been pleased to appoint Mr. Alphonse Turcotte, farmer, municipal councillor, for the parish of Saint Bernard, county of Dorchester.

**JOS. BOIVIN**,  
Assistant Secretary

3946

## Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné, que en vertu de la " loi corporative des compagnies à fonds social " des Lettres Patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du dix-neuvième jour d'août courant, constituant en corporation l'honorable Louis Tourville, commerçant, de la cité de Montréal, Joseph Hornidas Legris, écuyer, cultivateur de la paroisse de St. Antoine de la Rivière-du-Loup, Eugène Vadeboncoeur, marchand, Thomas Mineau, hôtelier, Antoine Gravel, commerçant, Odilon DesRosiers, fondateur, et Alexis Lesieur Desaulniers, avocat, ces cinq derniers de la ville de Louiseville, dans notre province de Québec, dans le but de manufacturer des allumettes chimiques sous le nom de " Independent Match Company, " avec un fonds social s'élevant en totalité à dix mille piastres (\$10,000) divisé en cinq cents (500) parts de vingt piastres (\$20.00) chacune.

Daté au bureau du Secrétaire de la province de Québec, ce vingt-neuvième jour d'août 1890.

JOS. BOIVIN,  
Assistant-Secrétaire.

3943

Avis public est par le présent donné, que, en vertu de la " loi corporative des compagnies à fonds social ", des Lettres Patentes ont été émises sous le grand sceau de la province, en date du vingt et unième jour d'août courant, constituant en corporation William Currie, marchand ; Frank Paterson Currie, marchand ; Alexander Currie, caissier ; Patrick Kenna, teneur de livres ; tous de la cité de Montréal, et Sheldon Herman Haddock, teneur de livres, de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond, dans notre province de Québec, dans le but de manufacturer et vendre du papier, de la pulpe mécanique et chimique, papeteries et fournitures d'impression, et de faire les affaires d'un commerce général en rapport avec ceux ; sous le nom de " Dominion Paper Company ", avec un fonds social s'élevant en totalité à trois cent mille piastres (\$300,000) divisé en trois mille (3,000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du Secrétaire de la province de Québec, ce vingt-neuvième jour d'août 1890.

JOS. BOIVIN,  
Assistant-Secrétaire.

3941

## Avis Divers

Compte des dépenses que j'ai faites à l'occasion de mon élection comme député à l'Assemblée Législative de Québec, durant les élections générales du 17 juin dernier.

Dépenses personnelles pour pension..... \$34.50

(Signé) B. BEAUCHAMP,

Député à l'Assemblée Législative de Québec.

(Vraie copie)

DOSITHE DUPRAS,  
Officier-Rapp. district électoral des  
Deux-Montagnes.

Saint-Hermas, 19 août 1890.

3925

## COMTÉ DE VAUDREUIL.

Election de 1890, pour le dit comté.

Dépenses d'élection du candidat Alfred Lapointe :

Payé pour télégrammes ..... \$ 8 25

" " orateurs..... 25 00

" " charretiers ..... 15 00

\$48 25

(Signé) JAMES FLETCHER,  
Agent.

(Vraie copie)

F. DE S. BASTIEN,  
Officier-Rapporteur.

3933

## Government Notice

Public notice is hereby given that, under the " Joint Stock Companies Incorporation Act, " Letters Patent have been issued under the great seal of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August instant, incorporating Honorable Louis Tourville, trader, of the city of Montreal, Joseph Hornidas Legris, Esquire, farmer, of the parish of Saint Antoine of the Rivière du Loup, Eugène Vadeboncoeur, merchant, Thomas Mineau, hotel-keeper, Antoine Gravel, trader, Odilon DesRosiers, founder, and Alexis Lesieur Desaulniers, advocate, these last five of the town of Louiseville ; in our Province of Quebec, for the purpose of manufacturing chemical matches, by the name of " Independent Match Company " with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000) divided into five hundred (500) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

Dated at the office of the Secretary of the Province of Quebec, this twenty-ninth day of August, 1890.

JOS. BOIVIN,  
Assistant Secretary.

3944

Public notice is hereby given that, under the " Joint Stock Companies Incorporation Act, " Letters Patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August instant, incorporating William Currie, merchant ; Frank Paterson Currie, merchant ; Alexander Currie, cashier ; Patrick Kenna, book-keeper, all of the city of Montreal, and Sheldon Herman Haddock, book-keeper, of Kingsey Falls, in the county of Drummond, in our province of Quebec, for the purpose of manufacturing of and dealing in paper mechanical and chemical pulp, stationery, and printers' supplies, and the carrying on of a general mercantile business in connection therewith, by the name of " Dominion Paper Company, " with a total capital stock of three hundred thousand dollars (\$300,000) divided into three thousand (3,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the Secretary of the Province of Quebec, this twenty-ninth day of August, 1890.

JOS. BOIVIN,  
Assistant Secretary.

3942

## Miscellaneous Notices

Statement of the expenses for my election, deputy for the Legislative Assembly of Quebec, during the general election of the 17th June last.

Personal expenses for board..... \$34.50

(Signed) B. BEAUCHAMP,

Deputy at the Legislative Assembly of Quebec.

(True copy)

DOSITHE DUPRAS,  
Returning Officer electoral district of  
Deux Montagnes.

Saint Hermas, 19th August, 1890.

3926

## COUNTY OF VAUDREUIL.

Election of 1890, for the said county.

Election expenses of the candidate Alfred Lapointe :

Paid for telegrams..... \$ 8 25

" " speakers..... 25 00

" " carters ..... 15 00

\$48 25

(Signed) JAMES FLETCHER,  
Agent.

(True copy)

F. DE S. BASTIEN,  
Returning-Officer.

3943

## DISTRICT ELECTORAL DE CHATEAUGUAY.

Extrait de l'état des dépenses de William Greig, éer., candidat.

Pour charretiers, orateurs, pension, comité télégrammes, etc.....\$ 78 86  
Dépenses personnelles..... 30 00

Total.....\$108 86

GUILLAUME GAGNIER,

Agent.

Certifié véritable

J. B. POUPARD,  
Officier-Rapporteur.

Sainte-Martine, 18 août 1890.

3927

## Avis de Faillite

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Damase Parizeau, Demandeur ;

vs.

Joseph Cadieux, manufacturier, des cité et district de Montréal. Défendeur.

Avis est par le présent donné que le dit défendeur, à fait, ce jour, au bureau du protonotaire, à Montréal, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

P. C. R. G. DE LORIMIER,

Avocat du Requéant.

Montréal, 22 août 1890.

3923

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
S. Davis et al, Demandeurs ;

vs.

John McNiece, tabacconiste, de la cité de Montréal, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le dit défendeur a fait, ce jour, un abandon judiciaire complet de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de Montréal.

CARTER & GOLDSTEIN,

Avocats des Demandeurs.

Montréal, 18 août 1890.

3921

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 149.

William Byrd, Demandeur ;

vs.

Arnton Bros, marchands de charbon, des cité et district de Montréal, Défendeurs ;

et

Samuel C. Fatt,

Curateur des biens des dits défendeurs.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article 770 du Code de procédure civile que, le 23e jour d'août 1890, je, dit Samuel C. Fatt, comptable, de la cité de Montréal, par ordre de cette honorable Cour, ai été nommé curateur des biens et effets, meubles et immeubles des dits défendeurs des dits cité et district de Montréal, défendeurs en cette cause, abandonnés par les dits défendeurs pour le bénéfice de leurs créanciers, le tout tel que pourvu par le dit Code.

Les créanciers des dits défendeurs sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

SAMUEL C. FATT,

Curateur.

Daté à Montréal, ce 23e jour d'août 1890.

Bâtisse Fraser,

43, rue Saint-Sacrement.

3929

## ELECTORAL DISTRICT OF CHATEAUGUAY.

Extract of the statement of expenses by the candidate William Greig, Esq.

For carters, speakers, board, committee, telegrams, &c.....\$ 78 86  
Personal expenses..... 30 00

Total amount.....\$108 86

GUILLAUME GAGNIER,

Agent.

Certified correct

J. B. POUPARD,  
Returning Officer.

Sainte Martine, 18th August, 1890.

3928

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
Damase Parizeau, Plaintiff ;

vs.

Joseph Cadieux, of the city and district of Montreal, manufacture, Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors at the prothonotary's office, at Montreal.

P. C. R. G. DE LORIMIER,

Attorney for Applicant.

Montreal, 22nd August, 1890.

3924

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
S. Davis et al, Plaintiffs ;

vs.

John McNiece, of the city of Montreal, tobaccoconist, Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made, in the prothonotary's office, at Montreal, a judicial abandonment of his properties for the benefit of his creditors.

CARTER & GOLDSTEIN,

Attorneys for Plaintiffs.

Montreal, 18th August, 1890.

3922

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 149.

William Byrd, Plaintiff ;

vs.

Arnton Bros., of the city and district of Montreal, coal merchants, Defendants ;

and

Samuel C. Fatt,

Curator of the property of the said Defendants.

Notice is hereby given, in pursuance of article 770 of the Code of civil procedure, that, on the 23rd day of August, eighteen hundred and ninety, I, the said Samuel C. Fatt, of the city of Montreal, accountant, was, by order of this Honorable Court, appointed curator to the property and effects, real and personal, of the said defendants of the said city and district of Montreal, defendant in this matter, abandoned by the said defendants for the benefit of their creditors, the whole as by said Code provided.

The creditors of the said defendants are hereby notified to file their claims with me within a delay of thirty days.

SAMUEL C. FATT,

Curator.

Dated at Montreal, this 23rd day of August, 1890.

Fraser buildings,

43, Saint Sacrament street.

3930

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

Cour Supérieure.

Dans l'affaire de M. Lajoie & Cie, ferblantiers,  
Faillis.

Avis est par le présent donné que, le 23e jour  
d'août 1890, par ordre de la Cour, j'ai été nommé  
curateur des biens des susdits faillis, qui en ont fait  
un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de  
leurs créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans mon  
bureau sous un mois.

THOS. GAUTHIER,  
Curateur.

145, rue Saint-Jacques,  
Montréal, 23 août 1890.

3931

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }

Superior Court.

In re M. Lajoie & Co., tinsmiths,

Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 23rd day of  
August, 1890, by order of the Court, I was appointed  
curator to the estate of the above named, who have  
made a judicial abandonment of all their assets for  
the benefit of their creditors.

Claims must be filed at my office within one  
month.

THOS. GAUTHIER,  
Curator.

145, Saint James street,  
Montreal, 23rd August, 1890.

3932

# INDEX DE LA GAZETTE OFFICIELLE No. 35.

## ANNONCES NOUVELLES.

### ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :

|                                                                           |      |
|---------------------------------------------------------------------------|------|
| Annexer à Saint-Michel de Rougemont<br>certains lots de Saint-Damase..... | 1905 |
| Annexer à Saint-Benoît Labre certains<br>lots de Lepage et Amqui.....     | 1906 |

### DÉPENSES D'ÉLECTION :

|                                  |      |
|----------------------------------|------|
| Beauchamp, B. Ecr.....           | 1957 |
| Bisson, E. H., Ecr.....          | 1915 |
| Brunet, J., Ecr.....             | 1917 |
| Desjardins, L. G., Ecr.....      | 1916 |
| Desmarais, O., Ecr.....          | 1915 |
| Duguay, J. N., Ecr.....          | 1918 |
| Duplessis, L. T. N. L., Ecr..... | 1915 |
| England, R. N., Ecr.....         | 1914 |
| Girard, A., Ecr.....             | 1915 |
| Girard, A. D., Ecr.....          | 1917 |
| Gosselin, F., Ecr.....           | 1913 |
| Grenier, P.....                  | 1914 |
| Greig, W. Ecr.....               | 1958 |
| Johnson, A., Ecr.....            | 1918 |
| Lalonde, E., Ecr.....            | 1916 |
| Lamarre, P. B., Ecr.....         | 1917 |
| Lapointe, A., Ecr.....           | 1957 |
| Normand, T. E., Ecr.....         | 1918 |
| Tassé, J., Ecr.....              | 1915 |
| Thibault, Chs., Ecr.....         | 1916 |
| Trudelle, F., Ecr.....           | 1914 |
| Turcotte, Hble A. R.....         | 1917 |
| Williams, J. S., Ecr.....        | 1913 |

### ÉRECTION DE MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :

|                                          |      |
|------------------------------------------|------|
| Bas de la Côte Saint-Louis.....          | 1909 |
| Cartierville.....                        | 1906 |
| Côte Notre-Dame de Liesse.....           | 1909 |
| Côte Notre-Dame de Vertu.....            | 1907 |
| Côte Saint-François.....                 | 1908 |
| Côte Saint-Laurent.....                  | 1908 |
| Côte Saint-Rémi de Sainte-Geneviève..... | 1906 |
| Haut de la Côte Saint-Louis.....         | 1908 |
| Sainte-Marie Solomée.....                | 1906 |
| Saint-Laurent.....                       | 1907 |

### FAILLIS :

#### Cession :

|              |      |
|--------------|------|
| Cadieux..... | 1958 |
| Donais.....  | 1924 |
| McNiece..... | 1958 |

#### Dividende :

|              |      |
|--------------|------|
| Dinahan..... | 1924 |
| Duhaine..... | 1923 |

# INDEX OF THE OFFICIAL GAZETTE No. 35.

## NEW ADVERTISEMENTS.

### APPOINTMENTS :

#### Dissentient school commissioners :

|                       |      |
|-----------------------|------|
| Revd Dr MacVicar..... | 1904 |
|-----------------------|------|

#### Evaluators :

|                                  |      |
|----------------------------------|------|
| Hinchinbrooke.....               | 1956 |
| Saint Bernard.....               | 1956 |
| Saint Gabriel of Valcartier..... | 1956 |
| Sainte Hénédine.....             | 1956 |
| Saint Lambert.....               | 1956 |
| Saint Pierre de Sorel.....       | 1956 |

#### School Commissioners :

|                                 |      |
|---------------------------------|------|
| Grantham.....                   | 1904 |
| Rivière Ouelle.....             | 1903 |
| Sacré Cœur de Marie.....        | 1994 |
| Saint George de Henryville..... | 1903 |

### CROWN LANDS :

#### Notice of cancellation, etc.

|               |      |
|---------------|------|
| Aylwin.....   | 1905 |
| Clyde.....    | 1905 |
| Marchand..... | 1905 |

### ELECTION EXPENSES :

|                                  |      |
|----------------------------------|------|
| Beauchamp, B., Esq.....          | 1957 |
| Bisson, E. H., Esq.....          | 1915 |
| Brunet, J., Esq.....             | 1917 |
| Desjardins, L. G., Esq.....      | 1916 |
| Desmarais, O., Esq.....          | 1915 |
| Duguay, J. N., Esq.....          | 1918 |
| Duplessis, L. T. N. L., Esq..... | 1915 |
| England, R. N., Esq.....         | 1914 |
| Girard, A., Esq.....             | 1915 |
| Girard, A. D., Esq.....          | 1917 |
| Gosselin, F., Esq.....           | 1913 |
| Grenier, P., Esq.....            | 1914 |
| Grey, W. Esq.....                | 1958 |
| Johnson, A., Esq.....            | 1918 |
| Lalonde, E., Esq.....            | 1916 |
| Lamarre, P. B., Esq.....         | 1917 |
| Lapointe, A. Esq.....            | 1957 |
| Normand, T. E., Esq.....         | 1918 |
| Tassé, J., Esq.....              | 1915 |
| Thibault, Chs, Esq.....          | 1916 |
| Trudel, F., Esq.....             | 1914 |
| Turcotte, Hble A. R.....         | 1917 |
| Williams, J. S.....              | 1913 |

|               |      |
|---------------|------|
| Laurin.....   | 1923 |
| Lavigne.....  | 1923 |
| Turcotte..... | 1922 |

*Nomination de curateur :*

|                   |      |
|-------------------|------|
| Arnton Bros.....  | 1958 |
| Bourgoing.....    | 1922 |
| Craig & Cie.....  | 1924 |
| Gerest.....       | 1922 |
| Lajoie & Cie..... | 1959 |
| McNiece.....      | 1922 |
| Peltier.....      | 1923 |
| Rourke et al..... | 1923 |

**LETTRES PATENTES, DEMANDE DE :**

|                                                             |      |
|-------------------------------------------------------------|------|
| Richmond Slate Quarrying and Manuf.<br>and Asbestos Co..... | 1919 |
|-------------------------------------------------------------|------|

**LETTRES PATENTES ÉMISSES :**

|                           |      |
|---------------------------|------|
| Dominion Paper Co.....    | 1957 |
| Independant Match Co..... | 1957 |

**NOMINATIONS :***Commissaires d'écoles :*

|                                 |      |
|---------------------------------|------|
| Grantham.....                   | 1904 |
| Rivière Ouelle.....             | 1903 |
| Sacré-Cœur de Marie.....        | 1904 |
| Saint-George de Henryville..... | 1903 |

*Commissaires d'écoles protestantes :*

|                       |      |
|-----------------------|------|
| Revd D. MacVicar..... | 1904 |
|-----------------------|------|

*Estimateurs :*

|                                  |      |
|----------------------------------|------|
| Hinchinbrooke.....               | 1956 |
| Saint-Bernard.....               | 1956 |
| Saint-Gabriel de Valcartier..... | 1956 |
| Sainte-Hénédine.....             | 1956 |
| Saint-Lambert.....               | 1956 |
| Saint-Pierre de Sorel.....       | 1956 |

**RÈGLES DE COUR :**

|                                                |      |
|------------------------------------------------|------|
| Cité de Montréal vs Aylwin.....                | 1928 |
| " vs Barry.....                                | 1938 |
| " vs Bombray.....                              | 1939 |
| " vs Cholette.....                             | 1927 |
| " vs Cie des chars urbains<br>de Montréal..... | 1924 |
| " vs Davis.....                                | 1925 |
| " vs Dagenais.....                             | 1939 |
| " vs Dme Deguire.....                          | 1935 |
| " vs Dme Logan.....                            | 1935 |
| " vs Dme McShane.....                          | 1938 |
| " vs Dme Pepin.....                            | 1928 |
| " vs Evans.....                                | 1933 |
| " vs Filion et al.....                         | 1932 |
| " vs Forrance.....                             | 1936 |
| " vs Gervais.....                              | 1930 |
| " vs Hogan.....                                | 1926 |
| " vs Hurtubise.....                            | 1926 |
| " vs Joseph.....                               | 1934 |
| " vs Lamarche.....                             | 1929 |
| " vs Lévesque.....                             | 1929 |
| " vs McShane, Hble.....                        | 1937 |
| " vs Métayer.....                              | 1930 |
| " vs Métayer.....                              | 1931 |
| " vs McIntosh.....                             | 1932 |
| " vs Shaughnessy.....                          | 1931 |
| " vs Shorey.....                               | 1936 |
| " vs Stearns.....                              | 1934 |
| " vs Wilson.....                               | 1925 |

**SÉPARATION DE BIENS :**

|                              |      |
|------------------------------|------|
| Dme Chagnon vs Sénécal.....  | 1919 |
| Dme Fairant vs Lapointe..... | 1918 |

**INSOLVENTS :***Appointment of curator :*

|                   |      |
|-------------------|------|
| Arnton Bros.....  | 1958 |
| Bourgoing.....    | 1922 |
| Craig & Cie.....  | 1924 |
| Genest.....       | 1922 |
| Lajoie & Cie..... | 1959 |
| McNiece.....      | 1922 |
| Peltier.....      | 1923 |
| Rourke et al..... | 1923 |

*Assignment :*

|              |      |
|--------------|------|
| Cadieux..... | 1958 |
| Donais.....  | 1924 |
| McNiece..... | 1958 |

*Dividend :*

|               |      |
|---------------|------|
| Dinahan.....  | 1924 |
| Duhaime.....  | 1923 |
| Laurin.....   | 1923 |
| Lavigne.....  | 1923 |
| Turcotte..... | 1922 |

**LETTERS PATENT, COMPANY APPLYING FOR :**

|                                                             |      |
|-------------------------------------------------------------|------|
| Richmond Slate Quarrying and Manuf.<br>and Asbestos Co..... | 1919 |
|-------------------------------------------------------------|------|

**LETTERS PATENT GRANTED :**

|                           |      |
|---------------------------|------|
| Dominion Paper Co.....    | 1957 |
| Independant Match Co..... | 1957 |

**MUNICIPALITY ANNEXED :**

|                                                                         |      |
|-------------------------------------------------------------------------|------|
| Annex to Saint Michel de Rougemont<br>several lots of Saint Damase..... | 1905 |
| Annex to Saint Benoit Labre several lots<br>of Lepage and Amqui.....    | 1906 |

**RULES OF COURT :**

|                                           |      |
|-------------------------------------------|------|
| City of Montreal vs Aylwin.....           | 1928 |
| " vs Barry.....                           | 1938 |
| " vs Bombray.....                         | 1939 |
| " vs Cholette.....                        | 1927 |
| " vs Davis.....                           | 1925 |
| " vs Dagenais.....                        | 1939 |
| " vs Dme Deguire.....                     | 1935 |
| " vs Dme Logan.....                       | 1935 |
| " vs Dme McShane.....                     | 1938 |
| " vs Dme Pepin.....                       | 1928 |
| " vs Evans.....                           | 1933 |
| " vs Filion et al.....                    | 1932 |
| " vs Forrance.....                        | 1936 |
| " vs Gervais.....                         | 1930 |
| " vs Hogan.....                           | 1926 |
| " vs Hurtubise.....                       | 1926 |
| " vs Joseph.....                          | 1934 |
| " vs Lamarche.....                        | 1929 |
| " vs Lévesque.....                        | 1929 |
| " vs McShane, Hble.....                   | 1937 |
| " vs Métayer.....                         | 1930 |
| " vs Métayer.....                         | 1931 |
| " vs McIntosh.....                        | 1932 |
| " vs Montreal street rail-<br>way Co..... | 1924 |
| " vs Shaughnessy.....                     | 1931 |
| " vs Shorey.....                          | 1936 |
| " vs Stearns.....                         | 1934 |
| " vs Wilson.....                          | 1925 |

**SALES IN INSOLVENCY :**

|                   |      |
|-------------------|------|
| Gélinas, Jos..... | 1954 |
|-------------------|------|

**SCHOOL MUNICIPALITIES ERRECTED :**

|                                     |      |
|-------------------------------------|------|
| Lower part of Côte Saint Louis..... | 1909 |
| Cartierville.....                   | 1906 |

## TERRES DE LA COURONNE .

*Avis de cancellation, etc.*

|               |      |
|---------------|------|
| Aylwin.....   | 1905 |
| Clyde.....    | 1905 |
| Marchand..... | 1905 |

## VENTES, FAILLITE :

|                   |      |
|-------------------|------|
| Gélinas, Jos..... | 1954 |
|-------------------|------|

## VENTES PAR LES SHERIFS :

## ARTHABASKA :

|                            |      |
|----------------------------|------|
| Labossière vs Gendron..... | 1940 |
|----------------------------|------|

## BEAUCE :

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| Moody <i>et al</i> vs Grondin..... | 1941 |
|------------------------------------|------|

## KAMOURASKA :

|                       |      |
|-----------------------|------|
| Fortin vs Dumont..... | 1944 |
|-----------------------|------|

## MONTREAL :

|                                      |      |
|--------------------------------------|------|
| Crédit Foncier F. C. vs Allaire..... | 1944 |
|--------------------------------------|------|

## QUÉBEC :

|                               |      |
|-------------------------------|------|
| Cité de Québec vs Michon..... | 1948 |
|-------------------------------|------|

## RICHELIEU :

|                                                 |      |
|-------------------------------------------------|------|
| Allard <i>et al</i> <i>ès-ql</i> vs Marion..... | 1950 |
|-------------------------------------------------|------|

## TROIS-RIVIÈRES :

|                                                      |      |
|------------------------------------------------------|------|
| Dme Gaudet <i>et vir</i> vs Houle <i>ès-ql</i> ..... | 1955 |
| Tousignant <i>et al</i> vs Beaudet.....              | 1955 |

|                                         |      |
|-----------------------------------------|------|
| Côte Notre Dame de Liesse.....          | 1909 |
| Côte Notre Dame de Vertu.....           | 1907 |
| Côte Saint François.....                | 1908 |
| Côte Saint Laurent.....                 | 1908 |
| Côte Saint Rémi de Sainte Geneviève.... | 1906 |
| Upper part of Côte Saint Louis.....     | 1908 |
| Sainte Marie Solomée.....               | 1906 |
| Saint Laurent.....                      | 1907 |

## SEPARATION AS TO PROPERTY :

|                              |      |
|------------------------------|------|
| Dme Chagnon vs Sénécal.....  | 1919 |
| Dme Fairant vs Lapointe..... | 1918 |

## SHERIFFS' SALES .

## ARTHABASKA :

|                            |      |
|----------------------------|------|
| Labossière vs Gendron..... | 1940 |
|----------------------------|------|

## BEAUCE :

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| Moody <i>et al</i> vs Grondin..... | 1941 |
|------------------------------------|------|

## KAMOURASKA :

|                       |      |
|-----------------------|------|
| Fortin vs Dumont..... | 1944 |
|-----------------------|------|

## MONTREAL :

|                                      |      |
|--------------------------------------|------|
| Crédit Foncier F. C. vs Allaire..... | 1944 |
|--------------------------------------|------|

## QUEBEC :

|                               |      |
|-------------------------------|------|
| City of Quebec vs Michon..... | 1948 |
|-------------------------------|------|

## RICHELIEU :

|                                                 |      |
|-------------------------------------------------|------|
| Allard <i>et al</i> <i>ès-ql</i> vs Marion..... | 1850 |
|-------------------------------------------------|------|

## THREE RIVERS :

|                                                      |      |
|------------------------------------------------------|------|
| Dme Gaudet <i>et vir</i> vs Houle <i>ès-ql</i> ..... | 1855 |
| Tousignant <i>et al</i> vs Beaudet.....              | 1855 |

